

GROUPE IMA

RAPPORT ANNUEL

2018



07

RAPPORT DE GESTION

33

COMPTES CONSOLIDÉS
2018

| | | |
|----|-------------|--|
| 08 | 1.1 | Présentation du Groupe IMA |
| 11 | 1.2 | Contexte et faits marquants du Groupe en 2018 |
| 13 | 1.3 | Stratégie et objectifs |
| 14 | 1.4 | Activité et performance économique |
| 16 | 1.5 | Activités des principales entités du Groupe |
| 19 | 1.6 | Événements postérieurs à la clôture de l'exercice |
| 19 | 1.7 | Perspectives |
| 20 | 1.8 | Dispositif de maîtrise des risques |
| 21 | 1.9 | Instruments financiers |
| 22 | 1.10 | Déclaration de performance extra-financière Groupe IMA - exercice 2018 |

| | | |
|----|------------|--|
| 34 | 2.1 | Bilan |
| 36 | 2.2 | Compte de résultat |
| 37 | 2.3 | Tableau des engagements reçus et donnés |
| 38 | 2.4 | Annexe aux comptes consolidés |
| 66 | 2.5 | Rapports des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés |



71 COMPTES IMA SA

| | |
|----|---|
| 72 | 3.1 Bilan |
| 74 | 3.2 Compte de résultat |
| 76 | 3.3 Annexe aux comptes |
| 92 | 3.4 Rapports des commissaires aux comptes sur les comptes annuels |

97 ASSEMBLEE GENERALE DU 20 JUIN 2019

| | |
|----|--|
| 98 | 4.1 Texte des projets de résolutions |
|----|--|

101 RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

| | |
|-----|---|
| 102 | 5.1 Information en matière de gouvernance |
| 104 | 5.2 Mandats et fonctions des mandataires sociaux |
| 112 | 5.3 Tableau récapitulatif des délégations de compétence et de pouvoirs accordées par l'assemblée générale au directoire de la SA dans le domaine des augmentations de capital |
| 113 | 5.4 Observations du Conseil de Surveillance sur le rapport de gestion établi par le Directoire ainsi que sur les comptes de l'exercice 2018 |

GROUPE IMA

Les

CHIFFRES

2018



CLÉS

10,4 M€
de résultat net consolidé

773 M€
de chiffre d'affaires
consolidé en 2018

+ de
45 millions
de bénéficiaires

55 000
prestataires dans le monde

4 057
collaborateurs répartis
sur 7 pays traitants

2 824 419
dossiers d'assistance
(Groupe 2018)

1
intervention
toutes les 10 secondes



01

RAPPORT DE GESTION

| | | | | | |
|------------|--|-----------|-------------|---|-----------|
| 1.1 | Présentation du Groupe IMA | 8 | 1.7 | Perspectives | 19 |
| | Le Groupe IMA : un peu d'histoire | 8 | | | |
| | Les atouts du Groupe IMA | 8 | 1.8 | Dispositif de maîtrise des risques | 20 |
| | Les valeurs du Groupe IMA | 8 | | Le dispositif de maîtrise des risques s'appuie sur : | 20 |
| | Un actionnariat homogène | 9 | | Le système de contrôle interne | 20 |
| | Les sociétés du Groupe | 10 | | La gestion des risques et le contrôle permanent | 20 |
| 1.2 | Contexte et faits marquants du Groupe en 2018 | 11 | | La Conformité | 20 |
| | Une mutation qui s'accélère... | 11 | | L'actuariat | 20 |
| | 2018 la première année du plan stratégique | 11 | | L'audit interne | 20 |
| | Une performance accrue... | 12 | | La démarche Qualité | 21 |
| | L'innovation au cœur de la transformation du groupe... | 12 | | Le plan de continuité d'activité (PCA) | 21 |
| | L'Humain au cœur de nos métiers | 12 | 1.9 | Instruments financiers | 21 |
| 1.3 | Stratégie et objectifs | 13 | 1.10 | Déclaration de performance extra-financière Groupe IMA - exercice 2018 | 22 |
| | Plan Stratégique 2018-2020 | 13 | | Note méthodologique | 22 |
| 1.4 | Activité et performance économique | 14 | | Modèle d'affaires | 23 |
| | Les chiffres clés | 14 | | Risques sociaux, sociétaux et environnementaux | 23 |
| | La performance économique du Groupe | 14 | | Autre information RSE | 27 |
| | L'activité en nombre de dossiers | 14 | | Synthèse des indicateurs sociaux requis par les articles r. 225-104 à r. 225-105 du code de commerce | 28 |
| | Le résultat consolidé | 15 | | Rapport de l'organisme tiers indépendant, sur la déclaration consolidée de performance extra-financière figurant dans le rapport de gestion | 30 |
| 1.5 | Activités des principales entités du Groupe | 16 | | | |
| | IMA SA (holding) | 16 | | | |
| | Les filiales françaises | 16 | | | |
| | Les filiales internationales | 18 | | | |
| 1.6 | Événements postérieurs à la clôture de l'exercice | 19 | | | |

1.1

Présentation du Groupe IMA

Le Groupe IMA conçoit, assemble et met en œuvre des solutions d'assistance.

Il distribue ses contrats auprès du monde professionnel (sociétés d'assurance, bancassureurs, mutuelles et organismes de santé, institutions de prévoyance, constructeurs automobiles, loueurs de véhicules, grande distribution...).

Selon le souhait de ses actionnaires et clients, les services et garanties d'assistance sont activés sous leur marque ou sous celle d'IMA.

De l'assistance d'urgence à l'accompagnement dans la durée des bénéficiaires, le Groupe IMA propose une offre complète dans les domaines de l'automobile, du déplacement voyage et de loisirs, de l'habitation, de la santé, des services à la personne, de la mobilité internationale, du conseil et de la relation client...

Chaque année, nous venons en aide à plus de 2 millions de personnes parmi les 45 millions de bénéficiaires assurés chez nos actionnaires et clients.

► Le Groupe IMA : un peu d'histoire

IMA a été créé en 1981 d'une volonté de mutualisation des ressources de 3 grandes mutuelles d'assurance françaises (MAAF, MAIF, Macif) ensuite rejointes par la Matmut, l'Assurance Mutuelles des Motards, l'AGPM, la MAPA...

Issus du secteur de l'économie sociale, les actionnaires ont affirmé, dès le premier jour, leur ambition : offrir un service de haut niveau à leurs assurés, avec lesquels ils ont toujours entretenu une relation de proximité et de confiance forte.

Fidèle à ses origines et à son histoire, IMA SA, société à Directoire et Conseil de Surveillance, conserve son siège social à Niort (France).

► Les atouts du Groupe IMA

- Une approche du métier résolument humaine,
- La certitude d'une prise en charge des bénéficiaires adaptée et rassurante,
- La recherche de solutions à valeur ajoutée,
- Des processus industrialisés et fiables.

L'écoute et le professionnalisme comme fil conducteur de la relation.

Un ancrage international avec 11 plateformes d'assistances réparties sur le continent européen et au Maroc.

Depuis plus de 30 ans, les collaborateurs d'IMA exercent leur savoir-faire avec la même implication pour porter assistance aux bénéficiaires de ses services, 24h/24 - 7j/7, où qu'ils se trouvent.

► Les valeurs du Groupe IMA : des valeurs fortes et engageantes

Le Groupe IMA a des valeurs fortes et engageantes. Il s'appuie sur un savoir-faire historique, sur notre force et les intelligences collectives afin de porter nos ambitions et accélérer les transformations à venir.

Elles fondent nos relations avec nos actionnaires, nos clients, les bénéficiaires et les prestataires qui nous accompagnent dans nos missions.

Elles nous aident à toujours mieux travailler ensemble entre services, directions et entités, en France comme à l'international, pour offrir une expérience client exceptionnelle et renforcer la confiance de nos actionnaires, clients et bénéficiaires.

Elles animent nos actions, guident nos décisions et nos interactions au quotidien et dans la durée, au service de notre ambition partagée.

Dynamisme

Être dynamique, c'est être en mouvement, faire preuve d'énergie et de performances individuelles et collectives. C'est aussi être enthousiaste, démontrer la satisfaction d'entreprendre ensemble, accueillir les propositions, les projets, les suggestions avec ouverture et bienveillance.

Audace

Être audacieux, c'est vouloir élargir ses frontières (commerciales, techniques, managériales, géographiques...) et oser de nouvelles façons d'agir. C'est s'autoriser à penser différemment et à expérimenter.

Confiance

Être en confiance, c'est pouvoir compter les uns sur les autres, se respecter, considérer l'autre. C'est aussi inspirer confiance par la qualité de son engagement.

Coopération

Coopérer, c'est promouvoir la solidarité et le collectif. C'est dépasser l'intérêt individuel au bénéfice de l'intérêt du groupe.

► Un actionariat homogène

Les actionnaires d'IMA sont des sociétés liées au monde de l'assurance.

La croissance et le développement du Groupe IMA s'appuient sur le soutien et la confiance de ses actionnaires français et internationaux.

2018 voit l'arrivée d'un nouvel actionnaire BNP Paribas Cardif.



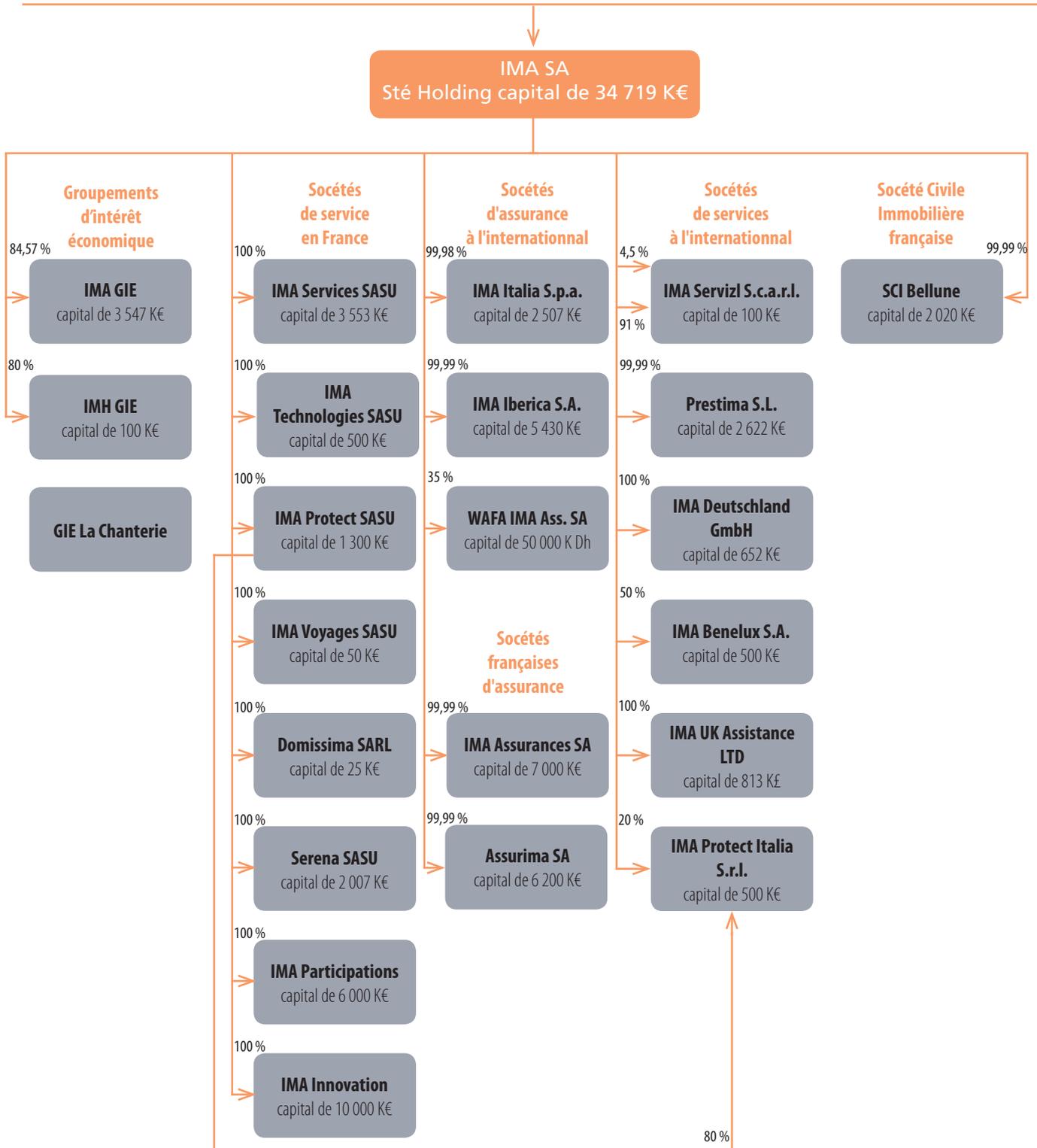
► Les sociétés du Groupe

Groupe à vocation internationale, IMA est structuré en 24 entités juridiques distinctes, implantées sur le continent européen et au Maroc. Rattachées à IMA SA, société holding du Groupe, ces entités participent à la dynamique commerciale du Groupe.

Au cours de l'exercice et dans le cadre des orientations du nouveau plan stratégique, 3 nouvelles structures ont été constituées (IMA Participations / IMA Innovation / IMA Protect Italia).

Actionnaires d'IMA SA :

MACIF – MACIFILIA – MAIF – Filia-MAIF – MATMUT – MATMUT Mutualité – MATMUT Protection Juridique – Inter Mutuelles Entreprises – AMF – AMF Assurances – MAPA Mutuelle d'Assurance – SMACL Assurances – AGPM Assurances – AGPM Vie – MAE – Mutuelle MAE – Assurance Mutuelle Des Motards – ALTIMA Assurances – BPCE Assurances – P&V Assurances – UNI-POLSAI Assicurazioni – Wafa Assurance – CARDIF IARD



1.2

Contexte et faits marquants du Groupe en 2018

► Une mutation qui s'accélère ...

Le marché de l'assistance déjà très dynamique doit composer avec les mutations en cours et à venir liées au déploiement des objets connectés, du big data, de l'intelligence artificielle...

La poussée des nouvelles technologies entraînera des modifications importantes des modèles existants, transformant le marché et le métier traditionnel de l'assistance, ainsi que la distribution des produits et le parcours client.

Un métier de l'assistance qui par ailleurs a évolué, passant de la gestion de sinistre, à l'accompagnement d'un bénéficiaire tout au long de sa vie.

Dans ce contexte la combinaison d'avancées technologiques fortes et d'usages simplifiés a permis au client de prendre la main sur sa relation avec les marques.

Disponibilité, choix, transparence, recommandation, rapidité et fluidité sont désormais incontournables dans les propositions de valeurs adressées aux clients.

Ceci impose d'identifier et d'adapter nos offres afin d'intégrer de façon transparente "les parcours des bénéficiaires" de nos actionnaires ou clients.

► 2018 la première année du plan stratégique

Dans un marché de l'assistance caractérisé par une dynamique plus favorable que celle de l'environnement économique global, le Groupe IMA a réalisé une belle performance avec une croissance de +11 % du chiffre d'affaires en 2018.

Une nouvelle fois, deux effets ont favorisé la croissance de l'activité :

- L'extension de l'équipement des portefeuilles actionnaires, favorisée par la demande de contrats plus "couvrants" (0 km automobile, prévention).
- La bonne performance, sur le marché de l'automobile, des constructeurs partenaires d'IMA.

L'année 2018 est la première année du 4^{ème} plan stratégique (2018-2020) du Groupe, lequel s'inscrit dans un mouvement de transition et de transformation.

Ce nouveau plan co-construit avec les actionnaires, a la volonté d'accélérer la mutation du Groupe pour passer de l'excellence opérationnelle à l'excellence client.

Trois évolutions majeures ont été identifiées afin d'atteindre les objectifs du plan.

- La digitalisation des relations avec le client final, qui renforce le rôle d'orchestrateur de services en combinant digital et humain et en fédérant d'autres acteurs (clients, prestataires, start-up...).
- Le développement de métiers autres que l'intervention d'urgence pour un accompagnement au quotidien et dans la durée.
- La diversification des partenaires : constructeurs automobiles, opérateurs télécoms...

Pour y parvenir le plan a défini des initiatives à mettre en œuvre : l'expérience client, l'omnicanalité et la plateforme de service.

Enfin, pour favoriser ces initiatives et en concertation avec les actionnaires, des opérations structurantes ont été réalisées.

- Le Groupe a procédé à la validation d'une augmentation de capital de 40 M€ qui sera mise en œuvre sur les 3 ans du plan.

- En parallèle, création de trois nouvelles entités juridiques afin de compléter le dispositif opérationnel.

A l'international, l'année 2018 se caractérise également par une forte activité avec les initiatives suivantes :

- Préparation du partenariat en Italie avec le 4^{ème} assureur IARD Cattolica Assicurazioni.
- Prise de participation aux Etats-Unis dans la société Healthcare afin de garantir l'assistance médicale sur ce territoire.
- Prise de participation dans la Startup Mobility24 au Portugal.
- Décision de fermeture de la filiale IMA UK Assistance Ltd au cours du 1^{er} semestre 2019.
- Discussion en Belgique pour la création d'un nouveau partenariat avec l'assureur Ethias.

Du point de vue commercial, 2018 a été riche en renégociations et en appels d'offres gagnés, notamment avec les constructeurs (Renault/Nissan – Peugeot/Opel/Citroën/DS) ou auprès des mutuelles santés comme AESIO...

Le Groupe a maintenu sa politique d'investissement afin de maintenir sa performance et continue sa transformation technologique nécessaire à la construction de l'assistance de demain.

Au cours de l'année 2018, la refonte des Systèmes d'Information a été poursuivie, et on retient notamment les actions suivantes :

- Le projet NOUMA (transformation du front-office) continue ses développements sur les activités de déplacement, dont le terme se situe en fin d'année 2019, début 2020.
- La généralisation de l'API-sation des métiers de l'assistance, permettant d'élargir nos offres de services, avec notamment la mise en place de pilote comme "Ask Jacques".
- Le développement des offres digitales de service liées à la santé au travers de la plateforme IMA s@nté.

► Une performance accrue...

Pour la Mobilité Sécurisée (Assistance générale/Médicale/Constructeurs), l'activité 2018 est en hausse de +11 % par rapport à 2017 en raison notamment :

- Des effets climatiques, ayant un impact sur les fréquences,
- De la poursuite du développement des produits panne 0 km et la hausse de fréquences associée,
- La conquête de nouveau client comme Nissan, ainsi que de la hausse des parcs automobiles dans le cadre de la garantie constructeur.

En ce qui concerne la Maison Connectée et Sécurisée, l'activité 2018 est en hausse de +16 % par rapport à 2017 en raison notamment :

- Des effets climatiques en début d'année 2018,
- Le développement de nouvelle activité (gestion pour compte-déclarations de sinistres).

A noter : le nombre de dossiers ouverts par IMH GIE est supérieur à celui de l'année 2017 (+28 %).

L'activité Santé, Bien-Vivre est stable par rapport à 2017 +1 % :

- Consommation moindre des produits d'assurance,
- Une baisse de l'activité de Serena de l'ordre de 11 %.

► L'innovation au cœur de la transformation du groupe...

Le Groupe IMA accélère en 2018 ses réalisations et expérimentations en lien avec la révolution numérique. Cette démarche entamée depuis plusieurs années s'intensifie en 2018 notamment au travers de la création de nouveaux produits, l'utilisation des nouvelles technologies et des prises de participations.

PRODUITS/SERVICES :

- Mise en place de deux MVP* sur la plateforme digitale de services IMA et d'une nouvelle solution pour une de nos filiales :
 - Urgence dépannage-remorquage auto (IMA Services).
 - Urgence habitation et synergie de deux entités (IMH-IMA Services).
 - Déploiement d'une nouvelle solution digitale Fixteasy pour la filiale en Belgique afin de proposer des services urgence habitation aux clients de notre partenaire P&V.
- Déploiement d'une solution de souscription en ligne de l'offre de télé assistance.
- Développement d'un HUB MAIA numérique dédié à la maison connectée et sécurisée en lien avec nos métiers de la télésurveillance et de l'assistance habitation.

*le processus MVP (Minimum Viable Product) est une méthode agile de création d'offre ou de développement informatique.

- Espagne : interopérabilité assistance et direction générale du trafic (notification des événements pannes et accidents).

IMA par le biais du nouveau plan stratégique va accélérer ses investissements dans les nouvelles technologies et confirme la volonté du Groupe à devenir un acteur majeur de l'assistance de demain afin de servir au mieux le bénéficiaire tout au long de sa vie.

EXPERIMENTATION & R&D :

- Habitation : test d'interconnexion Google Home et objets connectés / domotique + télésurveillance,
- Différentes expérimentations autour du vocal et des bots ont été mis en place en 2018 : intégration BOT* / SVI* - BOT assistance / Commande sur assistant vocal (AMAZON et PHEBE assistant "made in France"),
- Participation au consortium IRT SYSTEM X autour de la blockchain avec des assureurs / constructeurs,
- IMA a reçu le Trophée "Innovation Digitale" Bronze aux ARGUS de l'ASSURANCE avec Quinten pour nos travaux sur la prévision d'activité d'assistance à l'ère de l'intelligence artificielle,
- L'APIsation de notre SI a été accélérée,
- Espagne : solution d'analyse vocale des émotions.

Pour compléter ces avancées, Le LAB créé en 2017 continue l'acculturation du Groupe par l'organisation des "Digital Days", ouvert à l'ensemble des salariés, mais aussi à nos actionnaires et partenaires pour permettre de toucher et comprendre les évolutions technologiques (objets connectés, réalité augmentée, virtualisation de notre environnement...).

STARTUP & STRATEGIE D'INNOVATION :

Les sollicitations de la part de start-up se sont multipliées en 2018 confirmant ainsi l'attractivité du Groupe auprès d'acteurs du monde du digital :

- Le Groupe IMA est un des membres fondateurs du FRENCH ASSUR TECH, accélérateur de l'écosystème assurance et à ce titre, parraine une startup COORGANIZ.
- POC* autour d'un médicament numérique autour du stress avec LUCINE.
- Un investissement a été réalisé au PORTUGAL dans la startup MOBILITY 24.

► L'Humain au cœur de nos métiers...

En 2018, le Groupe IMA a continué les actions d'accompagnement de ses salariés pour les aider à s'adapter à l'évolution de leurs métiers inhérente aux transformations de son écosystème.

Une démarche de prospective sur les métiers à trois ans a ainsi été initiée au niveau du Groupe. Les managers ont

*POC : Proof Of Concept, est une étape de validation concrète dans la mise en place d'un nouveau projet.

BOT : agent logiciel automatique ou semi-automatique qui interagit avec des serveurs informatiques.

SVI : Serveur Vocal Interactif

été accompagnés pour qu'ils soient le relais de la stratégie auprès de leurs équipes.

Le Groupe a également développé des dispositifs de sensibilisation, d'apprentissage et de partage d'informations tels que :

- une veille partagée sur les réseaux sociaux d'entreprise,
- l'organisation de conférences RH et de formations spécifiques sur ce sujet,
- le déploiement du digital via le e-learning,
- un évènement : le "Digital Tour".

Afin de faciliter l'appropriation par les collaborateurs des changements liés à la mise en œuvre des grands projets internes, des campagnes de communication interne spécifiques ont été déployées à travers notamment le lancement d'un site Groupe dédié aux transformations.

Les entités du Groupe ont fait preuve d'initiatives en matière de management et d'organisation. C'est le cas du Chemin de la Confiance d'IMA Technologies (démarche orientée vers le client et fondée sur la confiance, la responsabilité et la culture de l'innovation), ou du développement du télétravail à IMH et IMA Protect.

Les actions en faveur de la mobilité professionnelle, intra ou inter entreprise et les détachements se sont accentués, notamment à travers l'ouverture d'un nouveau site d'exploitation à Rouen. Cette démarche a permis à près de 150 salariés de s'investir dans de nouvelles missions, occasions de découvrir de nouveaux environnements de travail et de renforcer ou d'acquérir de nouvelles compétences.

Des progrès concrets ont été réalisés en matière d'égalité professionnelle femmes / hommes ainsi qu'en faveur de la diversité.

La prise en compte des besoins des salariés confrontés au handicap est une composante naturelle des projets conduits au sein d'IMA (aménagement des locaux, utilisation du braille, participation au Free Handi'se Trophy...),

faisant du Groupe une organisation exemplaire en la matière. Entre fin 2014 et fin 2017, le taux d'emploi des personnes handicapées est passé de 5,04 % à 5,62 % pour le Groupe. Sur la période, IMA GIE, IMH et Sérèna ont dépassé le seuil de 6 %.

L'amélioration des conditions de travail a fait l'objet d'investissements importants, au sein du Groupe, avec la mise en place de nouveaux environnements de travail et des réaménagements favorisant la transversalité et le travail collaboratif. Le programme immobilier Nantais, lancé en 2016, permettra en 2019 de regrouper sur un même site les équipes IMA Technologies et IMA Protect.

Concernant la RSE, le Groupe renforce son ancrage territorial et poursuit ses initiatives autour de projets économiques, sociétaux ou culturels locaux tels que :

- l'association niortaise de lutte contre le surendettement, membre du réseau Crésus,
- le partenariat avec l'association Les Transmetteurs (programme de formation dans le domaine de l'accompagnement des personnes en perte d'autonomie créé par le docteur Xavier Emmanuelli),
- l'adhésion au Fonds Avenir Santé Numérique géré par Fondation de l'Avenir,
- la Passerelle Santé Sport, pour l'accompagnement des maladies chroniques,
- le Printemps des Fameuses, engagé pour la mixité et l'égalité femme-homme.

En matière de politique salariale, le Groupe IMA a décidé en fin d'année 2018 de répondre favorablement à l'effort de solidarité nationale citoyenne demandé par le Président de la République, en octroyant au personnel de ses sociétés françaises (IMA GIE, IMA Technologies, IMA Voyages, IMA Protect, IMH et SERENA), une prime exceptionnelle de pouvoir d'achat d'un montant de 700 euros bruts.

1.3 Stratégie et objectifs

► Plan Stratégique 2018-2020

L'exercice 2018 correspond à la première année du plan stratégique 2018-2020. Au cours de cet exercice, le Groupe IMA a dépassé une grande partie de ses objectifs initiaux et a développé de nouvelles activités conformément aux prévisions. Trois nouvelles sociétés ont ainsi vu le jour courant 2018 :

- IMA Participations : dédiée aux investissements dans des start-up,
- IMA Innovation : porte les projets d'innovation au sein du Groupe, ainsi que le développement de la plateforme digitale de services,
- IMA Protect Italia : activité de télésurveillance en Italie.

Deux prises de participations, au Portugal et aux Etats-Unis, ont été réalisées en 2018.

| Eléments consolidés en millions d'euros | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | Plan stratégique 2018 |
|--|------|------|------|------|-------|-----------------------------|
| Chiffre d'affaires | 568 | 602 | 641 | 696 | 773 | 726 |
| Chiffre d'activité | 787 | 802 | 837 | 909 | 1 036 | 927 |
| Résultat consolidé | 10,1 | 11,5 | 13,9 | 9,5 | 10,4 | 8,9 |

1.4

Activité et performance économique

▸ Les chiffres clés

| | Réel 2018 | Réel 2017 | Ecart R18/R17 |
|--|-----------|-----------|---------------|
| Activité Groupe (nombre de dossiers) | 2 824 419 | 2 649 237 | +6,6 % |
| Activité IMA GIE (nombre de dossiers) | 1 373 019 | 1 282 829 | +7,0 % |
| Chiffre activité (en M€) périmètre consolidation | 1 036,2 | 908,7 | +14,0 % |
| Chiffre affaires (en M€) périmètre consolidation | 773 | 696 | +11,1 % |
| Résultat Net (en M€) périmètre consolidation | 10,4 | 9,5 | +9,7 % |
| Coût moyen/dossier IMA GIE (sinistres + frais internes) (en €) | 342,9 | 341,9 | +0,3 % |
| dont coût interne moyen/dossier (en €) | 123,9 | 123,8 | +0,1 % |
| Coût moyen/dossier IMH yc renseignement (en €) | 57,4 | 60,1 | -4,6 % |
| Effectif moyen du Groupe (réparti sur 7 pays traitants) | 4 057 | 3 738 | +8,5 % |

Données hors Wafa IMA sauf résultat et effectif moyen

▸ La performance économique du Groupe

Une progression commerciale répartie sur le Groupe :

Le chiffre d'affaires du Groupe a progressé de 77 M€ sur l'exercice.

Le chiffre d'affaires consolidé de l'exercice 2018 s'élève à 773 M€ par rapport à 696 M€ en 2017, soit +11,1 % et le chiffre d'activité à 1 036,2 M€, soit +14 % par rapport à 2017.

Les primes d'assurance représentent 111,6 M€ (97,5 M€ en 2017).

La dynamique commerciale reste forte.

Les entités françaises ont contribué à hauteur de 67 M€ à cette évolution.

Cela s'est traduit par la croissance d'activité des actionnaires, la poursuite du développement de l'activité constructeur (Renault / arrivée du client Nissan / Peugeot) et le gain de nouveaux contrats.

Le résultat du Groupe s'établit à 10,4 M€ contre 9,5 M€ en 2017.

▸ L'activité en nombre de dossiers

L'activité des entités d'assistance mesurée en nombre de dossiers est supérieure à celle de 2017 (+6,6 %).

Cette progression est la conséquence :

- de l'augmentation des dossiers traités par IMA GIE (+7 %) notamment sur l'assistance de proximité, et par IMH GIE (+28 %) en lien avec de forts événements climatiques,
- de l'intégration en 2018 du client Nissan et du fort développement des contrats Constructeurs.
- de l'arrêt de l'activité Pronto en Italie (contrats Box notamment),

Activité par nature d'assistance

| Nature d'assistance | 2018* | 2017 | Evolution R18/R17 |
|---------------------------|------------------|------------------|-------------------|
| Déplacement | 2 015 963 | 1 990 720 | 1,3 % |
| <i>dont Général</i> | 1 495 454 | 1 555 757 | -3,9 % |
| <i>dont Médical</i> | 39 157 | 37 555 | 4,3 % |
| <i>dont Constructeurs</i> | 481 352 | 397 408 | 21,1 % |
| Domicile | 168 010 | 155 858 | 7,8 % |
| Habitation | 637 279 | 499 609 | 27,6 % |
| Inter-sites | 3 167 | 3 050 | 3,8 % |
| Total Groupe * | 2 824 419 | 2 649 237 | 6,6 % |
| Renseignements | 1 075 727 | 988 883 | 8,8 % |

*Paramètre : Hors site producteur Maroc et hors intersites

Activité par site

| Site | 2018 | 2017 | Evolution R18/R17 |
|-----------------------------------|------------------|------------------|-------------------|
| Assistance France | 2 506 399 | 2 195 693 | 14,2 % |
| <i>IMA GIE</i> | 1 373 019 | 1 282 829 | 7,0 % |
| <i>Sociétés commerciales</i> | 525 179 | 436 925 | 20,1 % |
| <i>IMH GIE</i> | 608 201 | 475 939 | 27,8 % |
| Assistance internationale | 318 020 | 453 544 | -29,9 % |
| <i>Italie</i> | 177 586 | 319 232 | -44,4 % |
| <i>Espagne</i> | 58 569 | 56 643 | 3,4 % |
| <i>Belgique</i> | 62 083 | 59 529 | 4,3 % |
| <i>Allemagne</i> | 14 055 | 13 020 | 7,9 % |
| <i>UK</i> | 5 727 | 5 120 | 11,9 % |
| Total (nombre de dossiers) | 2 824 419 | 2 649 237 | 6,6 % |

Le résultat consolidé**Résultat d'exploitation**

- Activité assurance non vie (IMA Assurances, Assurima, IMA Italia, IMA Iberica)

Les primes acquises s'élèvent à 111,6 M€. Le résultat d'exploitation courante s'établit à 10,4 M€ contre 7,3 M€ en 2017.

Le résultat net consolidé de l'activité assurance non vie s'élève à 8,4 M€ contre 4,9 M€ en 2017.

- Autres activités

Les autres activités (Télédiagnostic, Relations clients, Télé-surveillance) ont dégagé un résultat d'exploitation courant de -0,9 M€ pour un chiffre d'affaires de 660 M€.

Le résultat d'exploitation des autres activités est affecté par la structure des opérations d'IMA GIE et d'IMH GIE (activités sans marge). Le résultat net consolidé des autres activités s'établit à 2,0 M€ contre 4,6 M€ en 2017.

Résultat net consolidé (groupe + minoritaires)

Le résultat net consolidé ressort à 10,4 M€ contre 9,5 M€ en 2017, soit une hausse de 0,9 M€. Le résultat 2018 intègre, comme en 2017, du crédit d'impôt compétitivité emploi (3,2 M€).

1.5

Activités des principales entités du Groupe

► IMA SA (holding)

IMA SA a procédé à 2 augmentations de capital au cours de 2018 :

- En février 2018, augmentation de capital social de 641 K€, avec émission de 42 058 actions et une prime d'émission de 3 237 K€
- En novembre 2018, augmentation de capital social de 2 671 K€, avec émission de 175 241 actions et une prime d'émission de 13 487 K€

IMA SA détient des participations dans les sociétés du Groupe pour une valeur nette de 60,3 M€. Elle assure le financement de ses filiales.

IMA SA a pris des participations dans les sociétés suivantes courant 2018 :

- IMA Innovation, détenue à 100 %
- IMA Participations, détenue à 100 %
- IMA Protect Italia, détenue à 20 %
- Healthcase, détenue à 25 %

En novembre 2018, IMA SA a procédé à une augmentation de capital pour les filiales suivantes :

- IMA Innovation pour un montant de 9,9 M€,
- IMA Participations pour un montant de 5,9 M€.

IMA SA a encaissé les dividendes de filiales pour 3 087 K€, contre 2 554 K€ en 2017.

Elle a bénéficié d'une économie d'impôt de 2 427 K€ (dont crédits d'impôt mécénat, famille et apprentissage 108 K€ et CICE 2 319 K€).

Le bénéfice de la société est de 4 202 K€.

► Les filiales françaises

| | Chiffre d'affaires social en K€ | | | Résultat net social après impôt en K€ | | |
|--------------------------|---------------------------------|----------------|--------------------------|---------------------------------------|--------------|-------------------------------|
| | 2018 | 2017 | Variation en % 2018/2017 | 2018 | 2017 | Variation en valeur 2018/2017 |
| Assistance France | 687 544 | 622 634 | 10 % | 8 343 | 5 333 | 3 010 |
| IMA GIE | 521 846 | 481 219 | 8 % | 0 | 0 | |
| IMA Assurances* | 65 146 | 61 922 | 5 % | 5 744 | 3 248 | 2 496 |
| ASSURIMA* | 16 954 | 13 371 | 27 % | 2 291 | 1 680 | 611 |
| IMA Services | 47 756 | 37 744 | 27 % | 308 | 405 | -97 |
| IMH GIE | 35 842 | 28 378 | 26 % | 0 | 0 | |
| Autres filiales | 68 772 | 64 826 | 6 % | 2 951 | 2 668 | 283 |
| Séréna | 5 056 | 5 662 | -11 % | -362 | -423 | 61 |
| IMA Technologies | 22 780 | 20 323 | 12 % | 1 035 | 697 | 338 |
| IMA Protect | 35 108 | 33 390 | 5 % | 2 122 | 1 746 | 376 |
| SCI Bellune | 4 622 | 4 576 | 1 % | 874 | 465 | 409 |
| IMA Voyages | 1 017 | 875 | 16 % | 243 | 183 | 60 |
| IMA Participations | 0 | 0 | | -160 | 0 | -160 |
| IMA Innovation | 33 | 0 | | -801 | 0 | -801 |
| GIE La Chantrerie | 156 | 0 | | 0 | 0 | |
| Total | 756 316 | 687 460 | 10 % | 11 294 | 8 001 | 3 293 |

*Primes acquises brutes

Les GIE

En France, le Groupe est organisé autour de deux GIE opérationnels :

IMA GIE, pour gérer les opérations liées à la Mobilité sécurisée et à la Santé Bien-Vivre.

IMH GIE, dédié à la gestion de la Maison connectée et sécurisée.

IMA GIE

Par rapport à 2017, l'activité en nombre de dossiers est en augmentation de 7 % (vision membre) en 2018. Cette croissance est portée par la progression de l'assistance aux véhicules.

Hausse du coût moyen du dossier à 342,9 € en 2018 contre 341,9 € en 2017, résultant d'une augmentation du coût moyen externe de +0,4 % et d'une progression du coût moyen interne à 123,9 € contre 123,8 € en 2017 soit +0,1 %.

IMH GIE

L'activité a été forte. Elle augmente de 27,7 % sur l'année. En 2018, 608 201 dossiers ont été ouverts pour 475 939 en 2017. Ce nombre de dossiers intègre les dossiers de renseignements et de réclamations.

La charge moyenne par dossier facturé est stable à 60,06 € contre 60,1 € en 2017.

Les sociétés d'assuranceIMA Assurances

Société anonyme à Conseil d'Administration, régie par le code des assurances et agréée pour pratiquer des opérations d'assurance dont celle de la branche 18, assistance. Elle est soumise à la taxe sur les conventions d'assurance. Le résultat de l'exercice 2018 ressort à 5 744 K€ contre 3 248 K€ en 2017.

Les primes acquises brutes d'un montant de 65 146 K€ (61 922 K€ en 2017) sont en augmentation de 5,2 % par rapport à 2017.

ASSURIMA

Société anonyme à Conseil d'Administration régie par le code des assurances et agréée pour pratiquer des opérations d'assistance de la branche 18. Elle est soumise à la TVA.

Le résultat de l'exercice 2018 ressort à 2 291 K€ ; il était de 1 680 K€ en 2017.

Les primes acquises brutes d'un montant de 16 954 K€ (13 371 K€ en 2017) sont en augmentation de 26,79 % par rapport à 2017.

Cette augmentation est principalement liée à la poursuite du développement de l'activité avec PSA et Renault/Dacia/Eurodrive (programme révision), et à l'ensemble des nouveaux clients sur 2018.

Les autres sociétésIMA Services

Société par actions simplifiée unipersonnelle, commercialise des opérations d'assistance à l'acte en prestations de services.

Le résultat de l'exercice 2018 ressort à 308 K€ contre 405 K€ en 2017.

Le chiffre d'affaires est en progression de 27 % passant de 37 744 K€ à 47 756 K€.

Cette augmentation correspond principalement au développement de l'activité des clients du groupe Renault/Dacia/Eurodrive, et à l'arrivée du nouveau client Nissan.

IMA Technologies

Société par actions simplifiée unipersonnelle, immatriculée au registre des intermédiaires en assurance, banque et finance (ORIAS), exerce les activités de télédiagnostic, de relation clientèle, d'informations juridiques, vie pratique et help desk informatique.

Le résultat de l'exercice 2018 ressort à 1 035 K€ contre 697 K€ en 2017.

Le chiffre d'affaires s'élève à 22 780 K€ contre 20 323 K€ en 2017 (+12 %).

Cette hausse de chiffre d'affaires 2018 est notamment liée aux démarrages de deux activités Macif sur le 2nd semestre 2018, au constat de l'activité Matmut sur une année pleine et à la hausse des services (en lien avec Diag, IJ, Yootel et Strator).

A noter le montant du CICE (Crédit d'Impôt Compétitivité et Emploi) au titre de 2018 : 547 K€.

IMA Protect

Société par actions simplifiée unipersonnelle autorisée CNAPS (Conseil National des Activités Privées de Sécurité) et certifiée APSAD de Service de Télésurveillance.

Le résultat de l'exercice 2018 ressort à 2 122 K€ contre 1 746 K€ en 2017. Le chiffre d'affaires 2018 s'élève à 35 108 K€, il était de 33 390 K€ en 2017, soit +5 %. Cette progression est due à la croissance du portefeuille, soit 77 266 abonnés contre 73 032 fin 2017 (+5,8 %).

IMA Protect a pris une participation de 80 % dans la société IMA Protect Italia (400 K€).

A noter le montant du CICE au titre de 2018 : 319 K€.

SCI Bellune

Société civile immobilière qui porte en grande partie les locaux d'exploitation du Groupe en France.

Le résultat de l'exercice 2018 ressort à 874 K€ contre 465 K€ en 2017.

Le chiffre d'affaires, constitué des loyers, s'établit à 4 622 K€. Les bâtiments sont loués aux sociétés du Groupe IMA (principalement IMA GIE).

Séréna

Société par actions simplifiée unipersonnelle, agréée pour toutes activités qui concourent directement et exclusivement à coordonner et délivrer les services à la personne.

Le résultat de l'exercice 2018 ressort à -362 K€ ; il était de -423 € en 2017.

Le chiffre d'affaires 2018 s'élève à 5 056 K€ contre 5 662 K€ au 31 décembre 2017, soit une baisse de 11 %.

A noter le montant du CICE au titre de 2018 : 41 K€.

IMA Innovation

Société par actions simplifiée unipersonnelle au capital de 10 M€ située à Niort, elle a été créée en juillet 2018.

Le résultat de l'exercice 2018 ressort à -801 K€.

IMA Participations

Société par actions simplifiée unipersonnelle au capital de 6 M€ située à Niort, elle a été créée en juillet 2018.

Le résultat de l'exercice 2018 ressort à -160 K€.

▸ Les filiales internationales

| | Chiffre d'affaires social en K€ | | | Résultat net social après impôt en K€ | | |
|-----------------------|---------------------------------|---------------|--------------------------|---------------------------------------|--------------|--------------------------|
| | 2018 | 2017 | Variation en % 2018/2017 | 2018 | 2017 | Variation en % 2018/2017 |
| IMA Deutschland | 5 256 | 4 201 | 25 % | -158 | -140 | -18 |
| IMA Iberica | 9 675 | 8 916 | 9 % | 409 | 498 | -89 |
| Prestima | 12 699 | 11 922 | 7 % | 339 | 391 | -52 |
| IMA Italia* | 19 884 | 14 853 | 34 % | -1 124 | -641 | -483 |
| IMA Servizi* | 24 598 | 21 129 | 16 % | 0 | 0 | 0 |
| IMA Benelux** | 8 513 | 7 703 | 11 % | 270 | 230 | 40 |
| IMA UK | 4 789 | 4 366 | 10 % | -281 | -58 | -223 |
| Wafa IMA Assistance** | 23 379 | 20 899 | 12 % | 2 745 | 2 227 | 518 |
| IMA Protect Italia*** | | | | -81 | | -81 |
| Total | 108 793 | 93 989 | 16 % | 2 119 | 2 507 | -388 |

* Données non définitives pour 2018 **Quote-part 100 %

*** Situation au 31/12/2018, premier exercice de 13 mois en 2019

Groupe Espagne (IMA Iberica et Prestima)

Le résultat du Groupe en Espagne s'élève à 748 K€ en 2018 contre 889 K€ à fin 2017.

Le chiffre d'affaires est de 22 374 K€ en 2018 contre 20 838 K€ en 2017.

Le Groupe s'appuie sur deux entités pour réaliser son activité :

IMA Iberica

Société anonyme d'assurance de droit espagnol avec pour objet la réalisation d'opération d'assurance et de réassurance incluse dans la branche 18.

Le résultat de l'exercice 2018 ressort à 409 K€ contre 498 K€ en 2017.

Les primes acquises brutes en 2018 s'élèvent à 9 675 K€. Elles étaient de 8 916 € en 2017, soit +9 %.

Cette variation est liée essentiellement à la progression des activités de nos principaux clients.

Prestima

Société à responsabilité limitée.

Le résultat de l'exercice 2018 ressort à 339 K€ contre 391 K€ en 2017.

Le chiffre d'affaires en 2018 s'élève à 12 699 K€ en hausse de 7 % par rapport à 2017 (11 922 K€).

Cette progression provient essentiellement de la croissance de nos principaux clients.

Groupe Italie (IMA Italia et IMA Servizi)

Le résultat du Groupe en Italie s'élève à -1 124 K€ en 2018 contre -641 K€ à fin 2017.

Le chiffre d'affaires est de 44 482 K€ en 2018 pour 35 982 K€ en 2017.

Le Groupe s'appuie sur deux entités pour réaliser son activité :

IMA Italia

Société d'assurance de droit italien.

Le résultat de l'exercice ressort à -1 124 € en 2018 contre -641 K€ en 2017.

Le montant des primes brutes acquises 2018 est de 19 884 K€ contre 14 853 K€ en 2017, soit + 34 %. La progression du chiffre d'affaires est liée au développement de l'activité "Travel", Itas, Val Piave et Bene Assicurazioni.

IMA Servizi

Société consortile à responsabilité limitée.

Le résultat net est égal à zéro car la société est un consortium (équivalent GIE).

Le chiffre d'affaires est de 24 598 K€ contre 21 129 K€ en 2017, soit une variation de + 16 %.

Cette hausse résulte essentiellement de la hausse de l'activité sur ITAS et Arval.

IMA Deutschland

Société à responsabilité limitée avec pour vocation la mise en œuvre de prestations d'assistance.

Le résultat de l'exercice 2018 ressort à -158 K€ contre -140 K€ en 2017.

Le chiffre d'affaires de 5 256 K€ est en progression de 25 %, principalement grâce aux clients SOS PZM et VIKING.

IMA Benelux

Société anonyme de droit belge.

Le résultat de l'exercice 2018 ressort à 270 K€ contre 230 K€ en 2017.

Par rapport à l'exercice précédent, le chiffre d'affaires est en hausse de 11% à 8 513 K€.

Elle correspond essentiellement à l'augmentation de l'activité déplacement et constructeur.

IMA UK

Société à responsabilité limitée de droit anglais.

Le résultat de l'exercice 2018 en valeur liquidative ressort à -281 K€ contre -58 K€ en 2017.

Le chiffre d'affaires sur l'exercice est en hausse de 10 % à 4 789 K€.

Wafa IMA Assistance (société mise en équivalence à 35 %)

Société d'assurance de droit marocain.

Le résultat de l'exercice 2018 ressort à 2 745 K€ contre 2 227 K€ en 2017, soit 961 K€ de contribution aux résultats consolidés du Groupe en 2018 par mise en équivalence (hors retraitements de consolidation).

Les primes acquises brutes de l'exercice s'élèvent à 23 379 K€ contre 20 899 K€ en 2017, soit une progression de 12 %.

Cette augmentation s'explique par la progression de l'ensemble des activités et plus particulièrement de l'assistance "clientèle locale" et par l'évolution du produit MRE commercialisé en Europe.

IMA Protect Italia

La société IMA Protect Italia a été créée le 12 décembre 2018. Elle est située à Milan (Italie). Son capital de 500 K€ est détenu par IMA Protect et IMA SA.

La situation au 31 décembre 2018 fait apparaître un résultat de -81 K€.

1.6

Événements postérieurs à la clôture de l'exercice

Aucun événement important n'est intervenu sur la période allant de la date d'arrêt des comptes consolidés et la date à laquelle ils ont été établis.

1.7

Perspectives

La première année du plan stratégique 2018 - 2020 s'est traduite par des résultats économiques supérieurs aux objectifs.

Notre ambition en 2019 est de continuer notre développement à l'aide d'initiatives stratégiques qui contribueront à transformer notre modèle.

Trois leviers permettront d'accélérer notre transformation : l'innovation, la plateforme digitale de services, la data et le SI.

Le plan du Groupe s'articule autour de trois plateformes aux objectifs ambitieux :

- La mobilité sécurisée : faciliter et sécuriser la mobilité quotidienne, les déplacements ponctuels et les voyages des clients.
- La maison connectée et sécurisée : orchestrer l'ensemble des dispositifs de sécurité et de confort au domicile.
- La plateforme santé bien-vivre : aider chacun à vivre mieux, à tous les âges et à faire face aux aléas de la vie.

1.8

Dispositif de maîtrise des risques

► *Le dispositif de maîtrise des risques s'appuie sur :*

- Le système de contrôle interne
- La gestion des risques et le contrôle permanent
- La conformité
- L'actuariat
- L'audit interne
- La démarche qualité
- Le plan de continuité d'activité

► *Le système de contrôle interne*

Le Groupe a mis en place une organisation visant à la maîtrise des activités.

Cette organisation s'appuie sur l'ensemble des collaborateurs du Groupe. Chaque collaborateur doit être un contributeur actif du Contrôle Interne.

Le dispositif repose sur 3 lignes de maîtrise :

- 1^{ère} ligne de maîtrise : des activités de contrôles définies et mises en œuvre par les opérationnels
- 2^{ème} ligne de maîtrise : structuration et coordination du dispositif de maîtrise des activités
- 3^{ème} ligne de maîtrise : une évaluation globale et indépendante du dispositif.

► *La gestion des risques et le contrôle permanent*

La Gestion des Risques et le contrôle permanent sont deux composantes de la deuxième ligne de maîtrise des activités du Groupe. La Gestion des Risques s'appuie sur une démarche d'identification et d'évaluation des principaux risques, de gestion des incidents, de suivi des plans d'action. En complément, le contrôle permanent repose sur l'identification et le suivi des principaux contrôles concourant à la maîtrise de ces risques.

L'identification des risques est mise à jour et affinée par une démarche croisée « top down et bottom up ».

Sur cette base, des cartographies de risques sont établies et des préconisations définies.

Ces éléments nourrissent notamment les travaux menés pour l'ORSA (évaluation interne des risques et de la solvabilité) et la bonne information de la gouvernance.

Les incidents sont tracés dans un outil spécifique de Gestion des Risques. Ces informations viennent enrichir les cartographies et le dispositif de contrôle.

De l'analyse de ces cas et des informations issues des cartographies et du dispositif de contrôle permanent, naissent des plans d'action qui font l'objet d'un suivi par le Département Risques et Contrôle pour les plus importants d'entre eux.

► *La Conformité*

La fonction Vérification de la conformité, prévue à l'article L 354-1 du code des assurances, a été mise en place selon une approche par thématique.

Les dossiers traités en priorité sont :

- la protection de la clientèle,
- la protection des données,
- la déontologie,
- la sécurité financière (lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme),
- l'externalisation.

La fonction Conformité agit prioritairement pour le compte des entités d'assurance : IMA Assurances et Assurima.

Par ailleurs, la conformité inclut la lutte anti-fraude interne ou externe.

► *L'actuariat*

La fonction actuarielle, prévue à l'article 48 de la directive Solvabilité 2, a été mise en place en fin d'année 2015. Les travaux font l'objet d'un rapport annuel qui traite les thématiques suivantes :

- les provisions techniques,
- la politique de souscription,
- la réassurance,
- la contribution de la fonction actuarielle au système de gestion des risques.

Le rapport portant sur l'exercice 2017 a été produit en 2018.

► *L'audit interne*

L'audit interne a pour mission d'apporter aux instances de surveillance et aux dirigeants une assurance globale sur le degré de maîtrise des opérations du Groupe ainsi que des conseils d'amélioration. Il constitue la troisième ligne de maîtrise des activités du Groupe.

Afin de garantir son indépendance, l'Audit Interne est rattaché hiérarchiquement au Président du Directoire et dépend fonctionnellement du Comité d'Audit et des Risques.

Le suivi du plan d'audit 2018 et la mise en œuvre des recommandations ont fait l'objet d'un examen régulier par le Comité d'Audit et des Risques.

► La démarche Qualité

Elle s'assure que l'organisation, les modes de fonctionnement apportent, de manière permanente, le service souhaité par les clients du Groupe IMA.

Cette démarche prend appui sur la maîtrise des activités et leur amélioration continue. Elle participe à l'optimisation du pilotage de l'entreprise (amélioration permanente via la description de la cartographie des processus, satisfaction client via le baromètre clients basé sur un dispositif d'enquêtes de satisfaction) en complément du contrôle des risques (gestion des risques, conformité, contrôle permanent) et de l'audit interne (évaluation périodique, sécurisation de l'atteinte des objectifs).

Le Groupe s'est engagé de manière volontaire, dans une démarche de certification en s'appuyant sur la norme ISO 9001.

En 2014, IMA GIE a été certifié Qualité ISO 9001 V 2008 pour le périmètre "développement et mise en service des prestations d'assistance déplacement et voyage pour les bénéficiaires des actionnaires et clients, 24 h/24, 7 J/7, 365 J/365". L'audit de renouvellement en 2018 (ISO 9001 Version 2015) a confirmé l'excellent niveau de maturité du système de management de la qualité qualifié d'exemplaire et la certification ISO maintenue.

Cette certification s'ajoute à celles obtenues par d'autres entités du Groupe : IMA Technologies, IMA Italia, IMA Iberica, IMH GIE et IMA Protect qui sont également maintenues. La certification produit NF 399 Logiciel de Sécurité Civile et ISO 25051, délivrée en 2015, renouvelée depuis tous les ans pour notre application de Front Office Assistance, vient compléter la liste des certificats obtenus par le Groupe IMA.

A cela s'ajoute une nouvelle certification obtenue en juin 2018 pour l'activité E Call 112 via la plate-forme SNSA dans laquelle IMA est partie prenante. Cette homologation s'appuie sur les référentiels tels que : la convention d'habilitation d'un organisme privé à exercer la fonction « PSAP eCall » entre l'Etat et le GIE SNSA (09/05/2017) et la norme NF EN 16454.

Les niveaux de satisfaction clients demeurent très élevés en 2018 avec un taux de satisfaction annuel global (toutes natures d'assistance confondues) de 95,1 % et un taux d'excellence de 72,7 %.

► Le plan de continuité d'activité (PCA)

Compte tenu de la spécificité du métier d'assistant et de l'importance du risque opérationnel, un plan de continuité d'activité a été mis en place et fait l'objet d'un suivi permanent.

A ce titre, les objectifs prévus pour 2018 au titre de ce plan ont été réalisés, à savoir :

- la convocation de la cellule de crise,
- les tests opérationnels des Plans de Continuité d'Activité (PCA), toutes les entités disposant d'un dispositif de repli et des accès à des infrastructures IT de secours,
- l'utilisation régulière du site déporté de Trévins en mode plateau distant,
- les mises à jour des PCA par les entités du Groupe,
- les tests sur des procédures critiques des PCA.

Ces travaux permettent d'établir une description et une auto-évaluation des principaux risques opérationnels, une information sur les contrôles existants et visent à atteindre, par des plans d'actions si nécessaire, la maîtrise des risques.

1.9 Instruments financiers

Aucun instrument financier à terme (IFT) n'est souscrit par les entités du Groupe.

1.10

Déclaration de performance extra-financière Groupe IMA - exercice 2018

I – Note méthodologique

I.1 – L'engagement RSE du Groupe IMA

Le Groupe IMA a fait le choix de s'engager dans une démarche de Responsabilité Sociétale de l'Entreprise (RSE) afin de généraliser à l'ensemble du Groupe les bonnes pratiques sociales, sociétales, environnementales et économiques, piliers d'un développement durable.

La RSE est un moyen pour IMA de formaliser des comportements et une éthique déjà fortement ancrés dans l'entreprise, fondés sur les valeurs de l'économie sociale dont le Groupe est issu.

Une démarche structurée et transversale

Afin de structurer la démarche et de couvrir toutes les dimensions de la RSE, le Groupe IMA s'est appuyé sur la norme internationale ISO 26000. Ce référentiel a permis de donner un cadre de référence et une cohérence d'ensemble aux différentes actions menées au sein de l'entreprise dans les domaines sociaux, sociétaux, environnementaux et économiques.

I.2 - Contexte réglementaire

En cohérence avec son engagement dans une démarche RSE, IMA publie volontairement, depuis l'exercice 2014, des informations sociales, sociétales et environnementales dans son rapport annuel, sur le périmètre IMA GIE. Bien que non soumis à l'article 225 de la loi française Grenelle II (Loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010, portant l'engagement national pour l'environnement), IMA s'est conformé aux exigences réglementaires et au décret d'application n° 2012-557 du 24 avril 2012.

A compter du 1^{er} septembre 2017, en vertu de l'ordonnance n° 2017-1180 du 19 juillet 2017 qui modifie le cadre législatif en matière de publication d'informations extra-financières – afin de l'aligner avec les exigences de la directive RSE n° 2014/95 du 22 octobre 2014 – la déclaration de performance extra-financière (DPEF) remplace le rapport RSE. Il devient un outil de pilotage stratégique de l'entreprise, à la fois concis et accessible, concentré sur les informations significatives.

Les évolutions portent sur la nature des informations publiées (exhaustivité vs pertinence) et le type d'entreprises concernées, notamment les sociétés non cotées et sociétés établissant des comptes consolidés : CA > 100 M€ et le nombre de salariés > 500. A ce titre, la réglementation s'applique au Groupe IMA à compter de son exercice ouvert au 1^{er} janvier 2018.

La DPEF doit être vérifiée par un Organisme Tiers Indépendant (OTI) dont le rapport comprend un avis motivé sur la conformité de la déclaration aux dispositions réglementaires ainsi que sur la sincérité des informations fournies.

I.3 - Périmètre de reporting

Périmètre temporel

Sauf exception, les données quantitatives et qualitatives portent sur la période du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2018, correspondant à l'exercice financier du Groupe IMA. Certaines données sociales non disponibles à la date d'élaboration de la DPEF portent sur l'année 2017 et le dernier Bilan des Emissions de Gaz à Effet de Serre réglementaire a été réalisé sur l'exercice 2014.

Les exceptions feront l'objet d'une mention explicite au sein du rapport.

Périmètre de consolidation

Pour l'exercice 2018, les informations qualitatives recouvrent les entités françaises du Groupe, qui représentent 93 % du chiffre d'affaires consolidé et 85 % des effectifs consolidés.

La consolidation de certaines informations n'ayant pas été possible, parce que non pertinente ou données non disponibles, nous avons fait le choix de les publier sur le périmètre IMA GIE qui représente à lui seul 64 % du chiffre d'affaires consolidé Groupe et 57 % de ses effectifs.

I.4 - Méthode et référentiel de reporting

La déclaration de performance extra-financière a été élaborée en capitalisant sur l'approche risques du Groupe dont la politique et la gestion sont sous la responsabilité du Département Risques et Contrôle. Les risques extra-financiers ont été extraits de la cartographie des risques du Groupe, puis triés, priorisés et requalifiés de manière à s'inscrire dans l'esprit de la déclaration. Certains risques absents de la cartographie des risques Groupe, notamment sociétaux et environnementaux, mais exigés dans la DPEF ou identifiés grâce à un travail de benchmark sectoriel, y ont été ajoutés.

Ce travail d'identification des risques extra-financiers a permis de mettre en exergue la maîtrise et les politiques liées à ces enjeux de responsabilité sociétale. Nous nous sommes appuyés sur l'article R.225-105 du code de Commerce pour procéder à notre analyse de risques ainsi que sur les travaux menés depuis 2011 en interne sur la norme ISO 26000. Cependant, le risque lié au changement climatique n'est pas encore couvert par une politique formalisée et l'indicateur clés de performance associé reste à définir. Par ailleurs, l'indicateur clé de performance relatif au risque lié à l'ancrage territorial reste également à définir.

I.5 – Informations exclues de la DPEF

Sur l'ensemble des thématiques exigées au sein de la Déclaration de Performance Extra-financière, eu égard au

secteur d'activité du Groupe IMA et de l'analyse de nos enjeux RSE, il ne nous paraît pas pertinent de reporter des données sur les informations suivantes :

- Lutte contre le gaspillage alimentaire
- Lutte contre la précarité alimentaire
- Respect du bien-être animal
- Alimentation responsable, équitable et durable.

Les autres thématiques obligatoires sont présentées dans le chapitre III relatif aux risques sociaux, sociétaux et environnementaux et dans le chapitre IV relatif aux autres informations RSE.

II – Modèle d'affaires

Pour la description du modèle d'affaires, nous renvoyons aux chiffres clés présentés en page 5 ainsi que dans les parties 1.1, 1.2, 1.3, 1.4, 1.5 et 1.7 du présent rapport annuel 2018.

III – Risques sociaux, sociétaux et environnementaux

III.1 - Domaine social

Le Groupe IMA, porté par des valeurs fortes et la conviction que l'humain est au cœur de ses métiers, s'est toujours attaché à conduire une politique sociale humaine, qualifiante et inclusive, allant au-delà des exigences légales, voire des accords de branche.

Conformité à la réglementation du travail

Risque – Ne pas être conformes à la réglementation du travail.

Politique – Afin de s'assurer du respect de la réglementation sociale en vigueur et des dispositifs existants, la Direction des Ressources Humaines a mis en place des processus de veille, de gestion sociale et de conformité Groupe. Chaque procédure de gestion RH inclut des modes opératoires et des règles.

Ce socle permet de veiller à la maîtrise des risques sociaux qui vont suivre.

Politique de gestion des ressources humaines

Risque – Risques d'inadéquation du recrutement par rapport aux besoins en ressources humaines, que ce soit en termes de compétences ou de volumes.

Politique – Le Groupe s'attache à ce que chaque entité bénéficie des compétences nécessaires pour mener à bien les missions qui lui sont dévolues. Pour répondre à cet enjeu, le processus « Recruter, intégrer et assurer le suivi professionnel et administratif des collaborateurs » a été mis en place.

Plusieurs procédures permettent d'anticiper et de pallier les risques liés à la gestion des ressources humaines : « Définir la politique RH », « Gérer les emplois et les compétences », « Recruter les salariés », « Assurer la gestion administrative du personnel », « Gérer la formation des salariés », « Définir la politique salariale », « Assurer la paie des salariés ».

Diligences et actions mises en œuvre – L'accord annuel IMA GIE du 24 avril 2015 relatif à la Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences a été prolongé pour une durée de 1 an en janvier 2018 afin de prendre en compte la démarche actuellement en cours visant à mieux accompagner la stratégie de l'entreprise par une meilleure adéquation entre les compétences des salariés et l'évolution de nos métiers. Une négociation s'est ouverte fin 2018 en vue d'un accord triennal pour les exercices 2019, 2020 et 2021.

L'accord relatif à la « Classification des emplois, rémunération, mobilité professionnelle » du 7 mai 2010 (modifié par avenants du 27 mai 2013 et du 30 mars 2015) a été conclu pour l'ensemble du Groupe. Cette définition des emplois a été structurante pour le Groupe dans sa réponse à l'enjeu de gestion des compétences.

Le Groupe est engagé dans un important projet de prospective RH et se fait accompagner par un cabinet de conseil pour mener cette démarche.

Résultats – Plusieurs indicateurs permettent de suivre les résultats des politiques mises en place.

- Augmentation de la masse salariale (non chargée), périmètre IMA GIE :

| Année | Masse salariale | écart N-(N-1) | % évolution MS |
|-------|-----------------|---------------|----------------|
| 2015 | 68 963 804 | 5 578 346 | + 8,80 % |
| 2016 | 74 700 220 | 5 736 416 | + 8,32 % |
| 2017 | 79 829 096 | 5 128 876 | + 6,87 % |
| 2018 | 87 515 065 | 7 685 969 | + 9,63 % |

En novembre 2018, face la croissance de ses activités, IMA GIE a ouvert un nouveau site opérationnel à Rouen, témoignant aussi de sa volonté de travailler en proximité de ses actionnaires. A fin 2018, le site accueillait déjà plus de 120 collaborateurs.

- Montant et % de la masse salariales alloués à la formation, périmètre IMA GIE : 3 710 K€, soit 5 % de la masse salariale, plus de 2 fois plus que le taux de branche applicable (2,2 %) avant modification des textes relatifs à la participation financière des entreprises au développement de la formation professionnelle et de l'apprentissage. Données 2017, les données 2018 n'étant pas disponibles à la date d'élaboration de la présente DPEF.
- Cette année encore, à l'issue d'une enquête réalisée auprès d'un panel de 20 000 salariés, Inter Mutuelles Assistance a reçu le label Capital « Meilleur Employeur 2018 » qui distingue les 500 meilleurs employeurs de France.

Santé & sécurité des collaborateurs

Risque – Insuffisance dans la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles.

Politique – La prévention des risques liés au travail, la préservation de la santé physique et mentale des collaborateurs et la lutte contre toute forme de violence au travail constituent des axes majeurs de la politique sociale de l'entreprise. Dans le respect des obligations qui lui sont faites d'« assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs » (article L.4121 du Code du travail), la Direction Générale soutient une démarche de prévention complète et durable au sein de l'entreprise, dans le prolongement des actions déjà initiées.

Diligences – Le document unique d'évaluation des risques, mis à jour chaque année, compile l'ensemble des risques professionnels liés à nos activités et nos métiers. Il recense également l'ensemble des mesures de prévention mises en place pour pallier ces risques ainsi que leur niveau d'efficacité.

Au-delà de ce document incontournable, les actions suivantes sont reconduites chaque année :

- Formation à la prévention des TMS proposée à l'ensemble des salariés du Groupe en France,
- Diffusion de messages d'information et de sensibilisation sur la page d'accueil de l'intranet de l'entreprise et dans l'espace dédié aux ressources humaines : alerte canicule, alerte épidémies, vidéo sur les gestes et postures...
- Organisation de sessions d'information-conseils et de dépistage : forum sur les maladies cardio-vasculaires, vaccination contre la grippe, sensibilisation à la DMLA, prises régulières de mesures (hygrométrie et températures), sensibilisation à l'arrêt du tabac,
- Accompagnements psychologiques.

Deux accords collectifs ont par ailleurs été conclus en 2018 : Accord sur la qualité de vie au travail du 28 février 2018 (IMA GIE) et accord sur le droit à la déconnexion du 27 Avril 2018 (IMA GIE). L'engagement de la Direction Générale dans une démarche QVT est précisé dans la partie "Qualité du dialogue social et qualité de vie au travail".

Résultat – Accidents du travail (périmètre IMA GIE, données 2017) :

- Taux de fréquence : 10,11
- Taux de gravité : 0,175

Lutte contre les discriminations & promotion de la diversité

Risque – Discrimination lors des étapes de recrutement, d'intégration et pendant toute la carrière du salarié au sein de l'entreprise.

Politique – Pour IMA, la diversité dans l'entreprise constitue une richesse qu'il faut préserver et valoriser. Lutter contre les discriminations et promouvoir la diversité depuis l'étape de recrutement et pendant toute la carrière du salarié au sein de l'entreprise est un engagement fort de la Direction Générale.

Le premier rempart contre les risques de discrimination est la politique de recrutement. Plusieurs dispositifs permettent de garantir un traitement équitable et sans aucune forme de discrimination pour les candidats en phase de recrutement. L'accord sur la « Classification des emplois, rémunération, mobilité professionnelle » du 7 mai 2010 (IMA GIE) s'applique également indépendamment de la personne, et notamment du sexe, de l'origine, de l'âge et de l'éventuel handicap.

La conviction partagée au sein du Groupe IMA que la mixité est source de complémentarité, d'enrichissement collectif, d'équilibre social et d'efficacité économique s'est traduite par la signature d'accords et de leurs avenants en faveur de l'égalité professionnelle femmes / hommes (dernier accord triennal -le 2^{ème}- du 17 avril 2015 relatif à l'Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes).

Cette même conviction a conduit naturellement à la signature d'un accord de Groupe IMA France relatif au handicap en 2017. Au-delà des actions déjà menées, et afin de partager les meilleures pratiques et de poursuivre sur une dynamique commune, des dispositions propres à assurer aux personnes confrontées au handicap une égalité de traitement et des conditions de travail leur permettant de concilier leur vie professionnelle et les contraintes liées à leur handicap ou à celui de leurs proches ont été adoptées. Elles incluent la situation des aidants.

Diligences – L'examen des situations réalisé dans le cadre des accords triennaux relatifs à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes a abouti à des ajustements au bénéfice tant d'hommes que de femmes.

L'engagement du Groupe IMA et les nombreux dispositifs qu'il déploie le placent parmi les entreprises exemplaires sur la question du handicap, avec des taux d'emploi qui atteignent voire dépassent les obligations légales de 6 % dans une grande majorité de ses filiales. L'ambition du Groupe allant au-delà des taux légaux, IMA poursuit ses actions pour favoriser le recrutement et l'intégration des personnes en situation de handicap, et pour maintenir dans l'emploi les salariés confrontés à cette situation par les « accidents de la vie » :

- Aide à la constitution de dossiers de demande de reconnaissance "travailleur handicapé",
- Aménagement des postes de travail et des horaires de travail,
- Edition des documents de travail et d'information adaptés au choix des salariés non-voyants.

En 2018, comme l'année précédente, le Groupe IMA a engagé une équipe de salariés handicapés et valides dans le Free Handi'se Trophy (FHT), raid inter-entreprises dont l'ambition est de changer le regard sur le handicap. Le film tourné sur l'édition 2018 du FHT est utilisé en interne comme support de sensibilisation.

Partenaire du Master IPHD (Inclusion et Participation-Handicap, Difficultés, Dépendance) de l'Université de Poitiers, IMA inscrit également son action dans la formation professionnelle. Cette formation originale et unique sur la région Nouvelle Aquitaine vise à former des professionnels polyvalents capables de faire face à

des situations diverses en fonction des âges de la vie, des types de handicap ou de situations d'exclusion, ainsi que des domaines de vie concernés (vie quotidienne, éducation, travail, loisirs, santé, sexualité, ...).

En 2018 une négociation s'est ouverte avec les Organisations Syndicales pour parvenir à un accord sur la diversité intégrant la thématique de la lutte contre les discriminations.

Outre son engagement en interne, l'entreprise fait appel au secteur protégé chaque fois que possible.

Résultat – Taux d'emploi de personnes en situation de handicap (chiffres 2017) :

- Pour le Groupe (France) : 5,62 %
- Pour IMA GIE : 6,36 %

Qualité du dialogue social et qualité de vie au travail

Risque – Dégradation du climat social et des conditions de travail

Politique – Le Groupe IMA considère le dialogue social comme un élément indissociable de son développement. La compréhension de sa stratégie par l'ensemble des acteurs de l'entreprise, la prise en compte des aspirations des salariés et de leur qualité de vie au travail sont les nécessaires ingrédients de la cohésion sociale, de la performance du groupe et de la protection de ses emplois.

L'entreprise souhaite favoriser un dialogue social constructif, qui serve ses intérêts ainsi que ceux de ses salariés. Elle continuera à mettre à disposition des représentants du personnel des moyens dépassant le seul cadre légal, chaque fois que des intérêts communs seront en jeu.

Au même titre que le dialogue social, la prévention des risques liés au travail, la préservation de la santé physique et mentale des collaborateurs, la lutte contre toute forme de violence au travail et la qualité de vie au travail constituent des axes majeurs de la politique sociale de l'entreprise.

Diligences – Un nouvel accord de Groupe IMA France, relatif au droit syndical, a été signé le 26 avril 2018. Il traduit la volonté commune de réaffirmer le rôle important que jouent les organisations syndicales, indépendantes et pluralistes, dans le dialogue social de l'entreprise. Les parties signataires ont convenu de déterminer un socle commun de mesures pour atteindre leurs objectifs, en confortant les moyens d'exercer un dialogue éclairé et constructif dans le cadre modifié par les ordonnances du 22 septembre 2017 et leurs décrets d'application. Ces mesures sont ajustées de façon à les rendre acceptables pour l'ensemble des entités, selon leur taille, et à faciliter l'exercice de l'action syndicale dans le Groupe IMA.

Autre illustration de la qualité du dialogue social, un accord collectif sur la qualité de vie au travail a été conclu en février 2018. Les organisations syndicales et la Direction d'Inter Mutuelles Assistance GIE ont ainsi acté leur volonté commune de poursuivre les actions engagées en faveur de l'amélioration des conditions de travail et de la prévention des risques professionnels, ceux-ci contribuant au développement de la qualité de vie au travail. Accompagnée d'un cabinet spécialisé, une ambitieuse démarche

de réflexion collective visant à l'élaboration d'un plan d'actions a été engagée. Une première étape d'état des lieux a débuté avec la consultation en décembre 2018 de salariés représentatifs des métiers et activités de l'entreprise, en vue d'élaborer et de soumettre à l'ensemble du personnel un questionnaire sur la qualité de vie au travail.

La Direction est déjà impliquée dans une démarche d'amélioration de la qualité de vie au travail au travers des engagements pris dans plusieurs accords : accords relatifs aux risques psychosociaux du 28 mai 2010, à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, du 17 avril 2015, au contrat de génération (du 30 janvier 2017), à la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (du 24 avril 2015, prolongé pour une durée d'un an par accord du 11 janvier 2018) et au droit à la déconnexion (du 27 avril 2018).

Résultats – Le résultat des politiques mises en place peut s'apprécier par le nombre de réunions concourant à notre volonté de dialogue social et de qualité de vie au travail :

- Nombre d'accords signés en 2018 : 13
- Nombre de réunions paritaires en 2018 : 16
- Nombre de réunions du CE en 2018 : 23, dont 21 réunions de CE et 2 réunions de CSE
- Nombre de réunion du CHSCT en 2018 : 21

III.2 - Domaine sociétal

La loyauté des pratiques, le développement de produits et services répondant aux besoins et aux nouveaux usages des actionnaires, clients et bénéficiaires et l'impact de l'entreprise sur son environnement sont les principaux enjeux sociétaux identifiés.

Conforter son ancrage territorial

Risque – Non acceptation de l'entreprise et de ses activités par les parties prenantes implantées sur le territoire. Perte d'attractivité et d'accès aux ressources et projets locaux.

Diligences – L'ancrage territorial constitue un axe historique de l'engagement RSE du groupe IMA. Il contribue à renforcer l'image d'un Groupe fidèle aux valeurs de l'économie sociale dont il est issu. Pour conforter sa position auprès des salariés, des collectivités et autres acteurs locaux qui comptent sur des relations durables avec l'entreprise, IMA s'appuie sur deux principaux leviers :

- La contribution au développement économique des territoires et à l'insertion par l'emploi,
- Une gestion des partenariats structurée autour de critères définis et conformes à nos engagements RSE en faveur du développement local, dans les domaines sportifs, culturels, sociaux, humanitaires et pédagogiques et le soutien aux projets dont les finalités sont en cohérence avec les enjeux socio-économiques du Groupe.

Résultats – Cet engagement se traduit par un soutien direct à l'emploi et à l'économie locale avec le recours privilégié aux entreprises, fournisseurs et sous-traitants locaux, le maintien des activités du Groupe sur ses divers sites d'implantation ou l'aide à la création, au développement et à la reprise d'entreprises, en partenariats avec des associations, institutions locales ou au sein de réseaux d'entreprises.

La formation et les initiatives d'insertion par le travail, telles que l'accueil de stagiaires et de contrats pro ou de personnes faisant l'objet d'évaluation en milieu de travail, sont fortement encouragées et rendues possibles dans le cadre de partenariats avec des associations, des établissements d'enseignement supérieur ou Pôle Emploi.

L'entreprise contribue également au rayonnement du territoire en nouant des partenariats durables dans les domaines culturels et sportifs et en apportant son soutien à des associations ou des institutions au travers de dons, financiers ou en nature, ou de mécénat de compétence, en fonction des besoins identifiés avec elles.

Les conditions d'attribution des dons, mécénats et parrainages reposent sur :

- La territorialité des partenaires et des projets, notamment sportifs et culturels, conformément à l'engagement RSE d'IMA GIE, en faveur du développement local,
- Le soutien à des associations humanitaires et de solidarité qui inscrivent leur action dans la continuité des métiers et des valeurs de l'entreprise.

Conformité, éthique et loyauté des pratiques

Risques – Non-conformité à la réglementation qui encadre les activités du Groupe IMA, que cela concerne les salariés ou les relations avec les actionnaires, clients, bénéficiaires, fournisseurs et sous-traitants. Plusieurs sujets sont couverts par ces risques en fonction de l'actualité réglementaire (Loi Sapin II, Règlement Général de Protection des Données-RGPD).

Politique & diligences – La conformité est un enjeu prioritaire pour le Groupe IMA qui s'est structuré pour identifier, prévenir et atténuer la survenance des risques de non-conformité. L'organisation mise en place au sein du Groupe comprend un Service Conformité et Lutte anti-fraude, rattaché au Secrétariat Général, un Département Risques et Contrôle, une Direction des Affaires Juridiques et un Délégué à la Protection des Données.

La conformité est une exigence qui ne souffre aucune exception ni aucun arrangement. La loyauté des pratiques est un principe régi par un code de conduite annexé au règlement intérieur. Une charte Offre et acceptation des cadeaux d'affaires permet également aux collaborateurs de suivre la ligne de conduite décidée par l'entreprise.

Pour lutter contre la corruption, la fraude, le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, IMA s'est doté d'un système d'alerte interne. Ce dispositif, accessible à tous, permet aux salariés de signaler les comportements contraires aux lois et aux règlements ainsi que les manquements au code de conduite de l'entreprise. En cas de doute, chaque salarié peut se rapprocher de son manager ou de son responsable pour l'orienter.

Conformément au RGPD, la protection des données personnelles des salariés, bénéficiaires, fournisseurs, sous-traitants et partenaires du Groupe est garantie par une politique, des procédures et la nomination d'un délégué à la protection des données.

La sécurisation des systèmes d'information est une des bases du dispositif de protection de l'information. Elle est décrite dans la Politique Générale de Sécurité de l'Information qui édicte les règles de sécurité devant être suivies par l'ensemble des entités du Groupe (principes de sécurité humains, juridiques, organisationnels et techniques). Cette politique s'inscrit dans le cadre plus général du Référentiel de Sécurité du Système d'Information du Groupe IMA. Elle est complétée par une Politique de Sécurité du Système d'Information (PSSI), qui en précise les règles, et par le Plan de Continuité d'Activités (PCA) de chaque entité du Groupe.

La sécurité des systèmes d'information est pilotée depuis 2012 dans le Groupe IMA par un Responsable de la Sécurité des Systèmes d'Information.

Une attention particulière est également portée à la maîtrise de la chaîne de valeur. Des contrats cadres d'achat permettent de garantir une homogénéité dans les pratiques. La politique achats Groupe, en cours de validation, intégrera une charte de déontologie et une charte RSE fournisseurs.

Innovation et adaptation de l'offre aux attentes des actionnaires, clients et bénéficiaires

Risque – Être dépassé par la concurrence, perdre des parts de marché.

Politique – Notre capacité à développer de nouveaux produits et services répondant aux attentes de nos actionnaires, clients et bénéficiaires est un enjeu majeur en termes de développement et d'attractivité. L'ambition du Groupe est de devenir l'acteur de référence du marché de l'assistance et passer de l'expérience opérationnelle à l'excellence client.

Le Plan Stratégique 2018-2020 du Groupe IMA, élaboré avec nos actionnaires et clients grands comptes, s'inscrit dans un contexte de mutation continue des métiers de l'assurance et de l'assistance, accélérée par le digital et qui se traduit par de nouvelles attentes et de nouveaux besoins. Ce plan a pour objectif de répondre à ces nouveaux enjeux et marque la volonté du Groupe d'accompagner les changements stratégiques de ses actionnaires et de ses partenaires, avec notamment :

- La digitalisation des relations avec le client final, qui renforce le rôle d'orchestrateur de services en combinant digital et humain et en fédérant d'autres acteurs (clients, prestataires, start-up...),
- Le développement de métiers autre que l'intervention d'urgence pour un accompagnement au quotidien et dans la durée,
- La diversification des partenaires : constructeurs automobile, opérateurs télécoms...

Pour accompagner la mise en œuvre du plan stratégique, le Groupe IMA s'inscrit dans une démarche participative et continue d'investir massivement dans le renouvellement de son système d'information, dans sa transformation digitale et dans sa démarche d'innovation.

Diligences – En 2018, avec la création de deux structures dédiées à la recherche et à l'innovation, IMA Participations et IMA Innovation, le Groupe IMA accélère sa mutation et la création de nouveaux services digitaux et omnicanaux.

Pour présenter les services et technologies innovants aux collaborateurs, futurs utilisateurs ou partenaires potentiels, un lieu de découverte a été conçu, le LAB IMA. Des événements et des outils permettent également de favoriser l'acculturation : PRODIGE, HACKATHON, DIGITAL TOUR, RÉSEAUX SOCIAUX INTERNES, IDAYS... Un site d'information interne du Groupe IMA a été lancé en octobre 2018 avec pour objectif de présenter les transformations qui s'opèrent au quotidien. Ce site, ActualitésGroupeIMA, est accessible en versions française et anglaise pour tous les collaborateurs du Groupe (GIE et filiales).

Dans cette logique d'open innovation, le Groupe IMA a développé des partenariats avec des startup telles que Cosmo connected, Liberty Rider ou Coorganiz. Un engagement qui prend toute sa dimension avec l'initiative régionale French AssurTech, dont le Groupe IMA est cofondateur.

Alors que le Groupe est pleinement engagé dans l'innovation numérique et la transformation digitale de ses métiers, IMA a noué un partenariat avec Sup de Co La Rochelle en 2017 pour l'accueil du MBA « Marketing digital et stratégies collaboratives » dans les locaux de son campus, à Niort. Les promotions intègrent des salariés IMA et l'entreprise accueille des apprenants en stage ou contrats professionnels.

Résultats – En 2017, IMA était le 4^{ème} acteur mondial de l'assistance et le deuxième en France.

Taux de réclamations justifiées (certaines réclamations reçues en 2018 sont toujours en cours de traitement) :

- Activité de la Direction des Opérations (assistance déplacement IMA GIE) : 0,23 %
- Activité de la Direction Opérationnelle Parcours de Vie (assistance domicile IMA GIE) : 0,21 %

III.3 - Domaine environnemental

La lutte contre les émissions de gaz à effet de serre et l'adaptation au changement climatique sont des enjeux majeurs pour les sociétés d'assurance et d'assistance.

Adaptation aux conséquences du changement climatique et mesures de réduction des émissions de gaz à effet de serre

Risques – Contribuer au changement climatique et ne pas être en capacité de répondre aux besoins d'assistance du marché.

Diligences – Le Groupe IMA se doit de participer à la lutte contre le changement climatique mais également de se préparer à ses conséquences sur ses activités et celles de ses actionnaires et clients, en particulier dans le secteur de l'assurance.

L'augmentation de la fréquence et de l'intensité des phénomènes climatiques extrêmes liés au changement climatique se traduit par un accroissement de l'activité d'assistance. Pour anticiper ces nouveaux aléas et être réactifs quand ils surviennent, IMA affine ses prévisions afin d'améliorer ses processus, ses ressources et ses organisations. Le projet de « Prévision d'activité d'assistance à l'ère de l'intel-

ligence artificielle », mené avec QUINTEN, a remporté en 2018 la troisième place des Trophées de l'Assurance, dans la catégorie Innovation Digitale.

Bien que les activités d'assurance du Groupe IMA ne constituent pas le cœur son métier, les politiques ISR (Investissement Socialement Responsable) d'ASSURIMA et d'IMA ASSURANCE s'inscrivent dans une démarche globale d'intégration des principes du Développement Durable, dont elles constituent la déclinaison au niveau de la gestion des placements.

L'analyse des émetteurs dans lesquels ASSURIMA et IMA ASSURANCE investissent permet d'appréhender des risques ESG mal pris en compte par l'analyse financière, y compris les risques liés au réchauffement climatique, qu'ils soient physiques (événements climatiques extrêmes) ou de transition (coûts d'ajustement vers une économie bas carbone).

Les mesures de réduction des émissions de gaz à effet de serre sur lesquelles le Groupe peut agir directement sont les consommations en énergie liées au fonctionnement de l'entreprise, notamment l'efficacité énergétique des bâtiments. Elles font l'objet d'un suivi attentif et plusieurs dispositifs ont été installés afin de les réduire, que ce soit pour l'éclairage ou pour le chauffage et la climatisation. Les projets de construction de nouveaux bâtiments prennent en compte les normes RT 2012 et HQE. Le contrat signé avec le fournisseur d'électricité prévoit une part de 8% minimum d'énergie renouvelable.

Résultats – Le dernier BEGES-r, portant sur l'exercice 2014 et sur le périmètre IMA GIE, faisait état d'un total de 969 Teq CO₂. Les postes d'émissions les plus significatifs étaient la consommation d'électricité : 293 Teq CO₂ et les sources fixes de combustion 282 Teq CO₂. Conformément au décret n° 2015-1738 du 24 décembre 2015 relatif aux bilans d'émission de gaz à effet de serre, le BEGES-r sera actualisé et publié d'ici le 31 décembre 2019, sur l'exercice 2018. Le site d'IMA GIE à Niort faisant par ailleurs l'objet d'importants travaux depuis 2014, avec la construction d'un nouveau bâtiment et la destruction ou la rénovation progressive d'anciens bâtiments, le calcul des émissions de GES sur le périmètre réglementaire (scopes 1 et 2) ne pourra être comparé au calcul de référence.

IV - Autre information RSE

Contribution à l'économie circulaire

Les déchets produits par IMA sont essentiellement des matériels et consommables de bureau. Un dispositif de tri sélectif permet de recycler papiers, cartons, bouteilles plastique, cannettes aluminium, toners d'imprimantes, piles, téléphones mobiles, verre, biodéchets, DEEE... Ils sont pris en charge par des filières agréées pour leur recyclage ou leur revalorisation. Des messages d'information et de prévention sont diffusés à l'ensemble des salariés afin de les sensibiliser et de les inciter à respecter les consignes de tri.

Afin de réduire les flux papier, un programme de digitalisation et de modernisation des outils, appelé SYNAPSE, a été mis en place. Ce programme permet par ailleurs de sécuriser les process et les informations échangées aussi bien en interne qu'à l'externe avec les clients et fournisseurs et prestataires. A cette fin, un centre de numérisation a été créé au sein de l'entreprise.

V – Synthèse des indicateurs sociaux requis par les articles r. 225-104 à r. 225-105 du code de commerce

La synthèse des données sociales présentées dans le tableau qui suit couvre le périmètre IMA GIE.

| a) Emploi | | | | | | | | | |
|--|----------------------------|--------|----------------------------|-------------|--|-------|----------------|--------|-------|
| Effectif total et répartition des salariés par sexe, par âge | 2016 | | | 2017 | | | 2018 | | |
| | Femmes | Hommes | Total | Femmes | Hommes | Total | Femmes | Hommes | Total |
| 25 ans et moins | 60 | 25 | 85 | 70 | 31 | 101 | 104 | 38 | 142 |
| de 26 à 35 ans | 282 | 138 | 420 | 300 | 146 | 446 | 321 | 153 | 476 |
| de 36 à 45 ans | 466 | 244 | 710 | 500 | 245 | 745 | 533 | 251 | 786 |
| de 46 à 55 ans | 357 | 190 | 547 | 388 | 210 | 598 | 421 | 236 | 659 |
| 55 ans et plus | 142 | 77 | 219 | 165 | 89 | 254 | 188 | 104 | 292 |
| Total | 1 307 | 674 | 1 981 | 1 423 | 721 | 2 144 | 1 567 | 782 | 2 349 |
| Les embauches et les licenciements | 2016 | | 2017 | | 2018 | | | | |
| Etat des effectifs | | | | | | | | | |
| CDI | 1 690 | | 1 792 | | 1 935 | | | | |
| CDD | 291 | | 352 | | 414 | | | | |
| Embauches | | | | | | | | | |
| CDI | 39 | | 86 | | 210 (dont 115 recrutements directs) | | | | |
| CDD | 897 (dont 489 saisonniers) | | 921 (dont 473 saisonniers) | | 1 099 (dont 508 saisonniers) La saisonnalité fait partie du fonctionnement habituel d'IMA | | | | |
| Sorties de CDI | | | | | | | | | |
| Départs en retraite | 20 | | 16 | | 19 | | | | |
| Démissions | 6 | | 12 | | 19 | | | | |
| Licenciements | 2 | | 5 | | 11 | | | | |
| Ruptures conventionnelles | 2 | | 4 | | 7 | | | | |
| Ruptures en cours de période d'essai | 3 | | 1 | | 19 | | | | |
| Autres motifs | 1 | | | | 4 | | | | |
| Total | 34 | | 38 | | 79 | | | | |
| | | | | | | | | | |
| Fin de contrats CDD | 764 (dont 479 saisonniers) | | 781 (dont 473 saisonniers) | | 985 (dont 508 saisonniers) | | | | |
| Les rémunérations et leur évolution | 2016 | | | 2017 | | | 2018 | | |
| Rémunération mensuelle minimale sur la base d'un temps plein réglée sur 13 mois S'y ajoute une prime de vacance de 800 €/an (accord du 30 mars 2015) | 1 593 Euros | | | 1 595 Euros | | | 1 630,62 Euros | | |
| Augmentation générale des salaires (négociation annuelle obligatoire) | 0,65 % | | | 1,10 % | | | 2,20 % | | |

| b) Organisation du travail | | 2016 | 2017 | 2018 |
|---|--|---|---|---|
| Organisation du temps de travail | | | | |
| Durée hebdomadaire de travail pour les salariés à temps plein (employés, agents de maîtrise et cadre intégrés) | | 34 heures | 34 heures | 34 heures |
| Durée du travail pour les cadres autonomes en forfait jour | | 205 | 205 | 205 |
| Nb de personnes à temps partiel | | 1 268 (1 032 CDI et 236 CDD) | 1 381 (1 087 CDI et 294 CDD) | 1 499 (1 166 CDI et 333 CDD) |
| Absentéisme | | Avec maternité : 4,14 % Sans maternité : 3,60 % | Avec maternité : 3,98 % Sans maternité : 3,43 % | Avec maternité : 4,20 % Sans maternité : 3,60 % |
| c) Santé et sécurité | | 2017 | | |
| Les accidents du travail, notamment leur fréquence et gravité, ainsi que les maladies professionnelles | | Taux de fréquence : 10,11 Taux de gravité : 0,175 | | |
| | | 2016 | 2017 | 2018 |
| Nbr de réunions du CHSCT | | 11 | 21 | 21 |
| d) Relations sociales | | 2016 | 2017 | 2018 |
| Organisation du dialogue social, notamment les procédures d'information et de consultation du personnel et de négociation avec celui-ci | | Accord du 1 ^{er} décembre 1995 relatif à l'exercice du droit syndical et ses avenants. | | Accord du 1/12/95 remplacé par l'accord du 27/07/2018 portant sur l'exercice du droit syndical avec un avenant du 18/12 à cet accord. |
| Nombre de réunions de négociation | | 14 | 22 | 19 |
| Nombre de réunions du comité d'entreprise | | 16 | 18 | 23 |
| Nombre de réunions paritaires | | 16 | 16 | 16 |
| Bilan des accords collectifs notamment en matière de santé et de sécurité | | 6 | 10 | 13 |
| e) Formation | | 2015 | 2016 | 2017 |
| Montant et % de la masse salariale allouée à la formation (données 2018 non disponible à la date d'élaboration du rapport) | | 2 929 K€, soit 4,3% de la masse salariale (données 2015) | 3 531 K€, soit 4,6% de la masse salariale (données 2016) | 3 710 K€, soit 5% de la masse salariale (données 2017) |
| Nombre de salariés ayant suivi une formation | | 1 871 | 2 195 | 1 972 |
| Nombre total d'heures de formation | | 47 373 | 53 366 | 63 326 |

Rapport de l'organisme tiers indépendant, sur la déclaration consolidée de performance extra-financière figurant dans le rapport de gestion

Exercice clos le 31 décembre 2018

Aux actionnaires,

En notre qualité d'organisme tiers indépendant, membre du réseau Mazars, commissaire aux comptes de la société Inter Mutuelles Assurances, accrédité par le COFRAC Inspection sous le numéro 3-1058 (portée d'accréditation disponible sur le site www.cofrac.fr), nous vous présentons notre rapport sur la déclaration consolidée de performance extra-financière relative à l'exercice clos le 31 décembre 2018 (ci-après la « Déclaration »), présentée dans le rapport de gestion, en application des dispositions légales et réglementaires des articles L. 225 102-1, R. 225-105 et R. 225-105-1 du code de commerce.

► Responsabilité de la société

Il appartient au Conseil d'administration d'établir une Déclaration conforme aux dispositions légales et réglementaires, incluant une présentation du modèle d'affaires, une description des principaux risques extra financiers, une présentation des politiques appliquées au regard de ces risques ainsi que les résultats de ces politiques, incluant des indicateurs clés de performance.

La Déclaration a été établie en appliquant les procédures de la société, (ci-après le « Référentiel ») dont les éléments significatifs sont présentés dans la Déclaration.

► Indépendance et contrôle qualité

Notre indépendance est définie par les dispositions prévues à l'article L. 822-11-3 du code de commerce et le code de déontologie de la profession. Par ailleurs, nous avons mis en place un système de contrôle qualité qui comprend des politiques et des procédures documentées visant à assurer le respect des règles déontologiques, de la doctrine professionnelle et des textes légaux et réglementaires applicables.

► Responsabilité de l'Organisme Tiers Indépendant

Il nous appartient, sur la base de nos travaux, de formuler un avis motivé exprimant une conclusion d'assurance modérée sur :

- la conformité de la Déclaration aux dispositions prévues à l'article R. 225-105 du code de commerce ;
- la sincérité des informations fournies en application du 3° du I et du II de l'article R. 225 105 du code de commerce, à savoir les résultats des politiques, incluant des indicateurs clés de performance, et les actions, relatifs aux principaux risques, ci-après les « Informations ».

Il ne nous appartient pas en revanche de nous prononcer sur :

- le respect par la société des autres dispositions légales et réglementaires applicables, notamment, en matière de plan de vigilance et de lutte contre la corruption et l'évasion fiscale ;
- la conformité des produits et services aux réglementations applicables.

► Nature et étendue des travaux

Nos travaux décrits ci-après ont été effectués conformément aux dispositions des articles A. 225 1 et suivants du code de commerce déterminant les modalités dans lesquelles l'organisme tiers indépendant conduit sa mission et selon la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention ainsi qu'à la norme internationale ISAE 3000 - *Assurance engagements other than audits or reviews of historical financial information*.

Nous avons mené des travaux nous permettant d'apprécier la conformité de la Déclaration aux dispositions réglementaires et la sincérité des Informations :

- Nous avons pris connaissance de l'activité de l'ensemble des entreprises incluses dans le périmètre de consolidation, de l'exposé des principaux risques sociaux et environnementaux liés à cette activité ;
- Nous avons apprécié le caractère approprié du Référentiel au regard de sa pertinence, son exhaustivité, sa fiabilité, sa neutralité et son caractère compréhensible, en prenant en considération, le cas échéant, les bonnes pratiques du secteur ;
- Nous avons vérifié que la Déclaration couvre chaque catégorie d'information prévue au III de l'article L. 225 102 1 en matière sociale et environnementale ;
- Nous avons vérifié que la Déclaration comprend une explication des raisons justifiant l'absence des informations requises par le 2^{ème} alinéa du III de l'article L. 225-102-1 ;
- Nous avons vérifié que la Déclaration présente le modèle d'affaires et les principaux risques liés à l'activité de l'ensemble des entités incluses dans le périmètre de consolidation, y compris, lorsque cela s'avère pertinent et proportionné, les risques créés par ses relations d'affaires, ses produits ou ses services ainsi que les politiques, les actions et les résultats, incluant des indicateurs clés de performance ;
- Nous avons vérifié, lorsqu'elles sont pertinentes au regard des principaux risques ou des politiques présentés, que la Déclaration présente les informations prévues au II de l'article R. 225-105 ;
- Nous avons apprécié le processus de sélection et de validation des principaux risques ;

- Nous nous sommes enquis de l'existence de procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par la société ;
- Nous avons apprécié la cohérence des résultats et des indicateurs clés de performance retenus au regard des principaux risques et politiques présentés ;
- Nous avons vérifié que la Déclaration comprend une explication claire et motivée des raisons justifiant l'absence de politique concernant un ou plusieurs de ces risques ;
- Nous avons vérifié que la Déclaration couvre le périmètre consolidé, à savoir l'ensemble des entreprises incluses dans le périmètre de consolidation conformément à l'article L. 233-16 avec les limites précisées dans la Déclaration ;
- Nous avons apprécié le processus de collecte mis en place par l'entité visant à l'exhaustivité et à la sincérité des Informations ;
- Nous avons mis en œuvre pour les indicateurs clés de performance et les autres résultats quantitatifs et qualitatifs¹ que nous avons considérés les plus importants :
 - des procédures analytiques consistant à vérifier la correcte consolidation des données collectées ainsi que la cohérence de leurs évolutions ;
 - des tests de détail sur la base de sondages, consistant à vérifier la correcte application des définitions et procédures et à rapprocher les données des pièces justificatives. Ces travaux ont été menés au niveau du GIE IMA et couvrent entre 100% des données consolidées des indicateurs clés de performance et résultats sélectionnés pour ces tests ;
- Nous avons consulté les sources documentaires et mené des entretiens pour corroborer les informations qualitatives (actions et résultats) que nous avons considérées les plus importantes ;
- Nous avons apprécié la cohérence d'ensemble de la Déclaration par rapport à notre connaissance de la société.

Nous estimons que les travaux que nous avons menés en exerçant notre jugement professionnel nous permettent de formuler une conclusion d'assurance modérée ; une assurance de niveau supérieur aurait nécessité des travaux de vérification plus étendus.

► Moyens et ressources

Nos travaux ont mobilisé les compétences de 6 personnes et se sont déroulés entre décembre 2018 et février 2019 sur une durée totale d'intervention d'environ 3 semaines.

Nous avons mené une dizaine d'entretiens avec les personnes responsables de la préparation de la Déclaration, représentant notamment la Direction de la Communication & RSE, la Direction des Affaires Juridiques, la Direction Comptabilité et Gestion d'Actifs, la Direction des Ressources Humaines, le Secrétariat Général, le Département Risques et Contrôle Groupe et le Pôle SI.

► Conclusion

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause le fait que la déclaration de performance extra-financière est conforme aux dispositions réglementaires applicables et que les Informations, prises dans leur ensemble, sont présentées, de manière sincère, conformément au Référentiel.

Commentaires

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus et conformément aux dispositions de l'article A. 225-3 du code de commerce, nous formulons les commentaires suivants :

- La politique concernant le risque relatif au changement climatique ainsi que l'indicateur clé de performance associé ne sont pas définis. Un plan d'action a été établi et reste à mettre en œuvre par la société afin de répondre à ce risque.
- "Si des actions sont mises en œuvre pour couvrir le risque relatif au changement climatique, la politique ainsi que l'indicateur clé de performance associé ne sont pas définis."
- Certains indicateurs clé de performance² publiés portent sur l'exercice 2017, la donnée 2018 n'étant pas encore disponible.

¹ Indicateurs clé de performance et indicateurs quantitatifs : Masse salariale ; Montant et % de la masse salariale alloué à la formation ; Taux de fréquence et taux de gravité ; Taux d'emploi de personnes en situation de handicap ; Nombre d'accords signés / Nombre de réunions paritaires signés / Nombre de réunions du CE signés ; Données BEGES ; Taux de réclamations justifiées. Informations qualitatives relatives à la conformité, l'innovation et l'ancrage territorial.

² Masse salariale ; Montant et % de la masse salariale alloué à la formation ; Taux de fréquence et taux de gravité ; Taux d'emploi de personnes en situation de handicap.

Fait à Paris La Défense, le 20 mai 2019

L'organisme tiers indépendant



Pascal PARANT



Nicolas DUSSON



Edwige REY

MAZARS SAS

Siège social : 61 rue Henri Regnault - 92075 Paris La Défense Cedex - Tel : +33 (0) 1 49 97 60 00 - Fax : +33 (0) 1 49 97 60 01

Société par actions simplifiée - Capital de 37 000 Euros – RCS Nanterre 377 505 565



02

COMPTES CONSOLIDÉS 2018

| | | | | | |
|-----|--|----|-----|--|----|
| 2.1 | Bilan | 34 | 2.5 | Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés | 66 |
| | Bilan actif | 34 | | | |
| | Bilan passif | 35 | | | |
| 2.2 | Compte de résultat | 36 | | | |
| 2.3 | Tableau des engagements reçus et donnés | 37 | | | |
| 2.4 | Annexe aux comptes consolidés | 38 | | | |
| | Référentiel comptable | 38 | | | |
| | Faits marquants de l'exercice | 38 | | | |
| | Périmètre de consolidation | 38 | | | |
| | Modalités de consolidation | 40 | | | |
| | Méthodes et règles d'évaluation | 41 | | | |
| | Informations complémentaires sur les postes du bilan | 47 | | | |
| | Informations complémentaires sur les postes du compte de résultat | 58 | | | |
| | Comptes de résultats sectoriels | 64 | | | |
| | Événements postérieurs à la clôture de l'exercice | 65 | | | |

2.1 Bilan

Bilan actif

IMA consolidé (en Euro)

| | NET N TOTAL 31/12/2018 | NET N-1 TOTAL 31/12/2017 |
|---|---------------------------|-----------------------------|
| Ecarts d'acquisition | | |
| Actifs incorporels | 45 526 117 | 34 947 230 |
| Placements des entreprises d'assurance | 59 094 224 | 61 703 100 |
| Terrains et constructions | 2 211 537 | 2 232 705 |
| Placements dans les entreprises liées et dans des entreprises avec lesquelles existe un lien de participation | 0 | 0 |
| Autres placements | 56 882 687 | 59 470 395 |
| Placements représentant les engagements en UC | | |
| Placements des autres entreprises | 90 124 893 | 88 661 365 |
| Terrains et constructions | 38 500 262 | 38 961 853 |
| Placements dans les entreprises liées et dans des entreprises avec lesquelles existe un lien de participation | 335 973 | 25 020 |
| Autres placements | 51 288 658 | 49 674 492 |
| Titres mis en équivalence | 4 320 936 | 3 452 794 |
| Part des cessionnaires et récessionnaires dans les provisions techniques | 2 806 621 | 2 387 432 |
| Provisions pour primes non acquises | 1 999 924 | 1 769 635 |
| Provisions pour sinistres | 806 697 | 617 797 |
| Autres provisions techniques | 0 | 0 |
| Créances nées des opérations d'assurance et de réassurance | 12 826 267 | 8 369 026 |
| Primes acquises non émises | 3 221 854 | 1 991 654 |
| Autres créances nées d'opérations d'assurance directe | 8 194 634 | 5 713 550 |
| Créances nées d'opérations de réassurance | 1 409 779 | 663 822 |
| Créances sur les entreprises du secteur bancaire | 35 846 565 | 29 153 007 |
| Compte courant et caisse | 35 846 565 | 29 153 007 |
| Autres créances | 136 962 399 | 116 699 554 |
| Personnel | 221 447 | 200 941 |
| Etat, organismes de Sécurité Sociale, collectivités publiques | 14 282 400 | 10 682 920 |
| Débiteurs divers | 121 958 552 | 105 815 693 |
| Capital appelé non versé | 500 000 | 0 |
| Autres actifs | 41 953 166 | 34 018 542 |
| Actifs corporels d'exploitation | 36 013 273 | 28 876 142 |
| Autres | 5 939 893 | 5 142 400 |
| Comptes de régularisation - Actif | 4 500 022 | 4 267 838 |
| Frais d'acquisition reportés | 1 319 034 | 1 309 179 |
| Autres | 3 180 988 | 2 958 659 |
| Différence de conversion | 0 | 0 |
| Total de l'actif | 433 961 210 | 383 659 888 |

Bilan passif

IMA consolidé (en Euro)

| | NET N TOTAL 31/12/2018 | NET N-1 TOTAL 31/12/2017 |
|---|---------------------------|-----------------------------|
| Capitaux propres du Groupe | 185 704 692 | 155 178 712 |
| Capital social | 34 718 854 | 31 407 217 |
| Primes d'émission | 38 209 150 | 21 485 819 |
| Résultat de l'exercice | 10 394 422 | 9 444 927 |
| Réserves | 102 365 475 | 92 865 894 |
| Autres | 16 791 | -25 145 |
| Intérêts minoritaires | 802 093 | 794 206 |
| Passifs subordonnés | | |
| Provisions techniques brutes | 36 876 532 | 33 887 438 |
| Provisions techniques Vie | | |
| Provisions techniques non-Vie | 36 876 532 | 33 887 438 |
| Provisions techniques en UC | | |
| Provisions pour risques et charges | 3 780 032 | 2 813 254 |
| Dettes nées des opérations d'assurance et de réassurance | 6 650 194 | 7 199 554 |
| Dettes représentées par des titres | | |
| Dettes envers les entreprises du secteur bancaire | 23 074 732 | 23 300 824 |
| Autres dettes | 175 658 863 | 159 083 410 |
| Comptes de régularisation - Passif | 1 414 072 | 1 402 490 |
| Différence de conversion | 0 | 0 |
| Total du passif | 433 961 210 | 383 659 888 |

2.2

Compte de résultat

IMA consolidé (en euros)

| | ACTIVITES ASSURANCE NON-VIE | AUTRES ACTIVITES | TOTAL 31/12/2018 | TOTAL 31/12/2017 |
|--|-----------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| Primes émises | 114 652 935 | | 114 652 935 | 97 899 475 |
| Variation des primes non acquises | -2 993 255 | | -2 993 255 | -344 129 |
| Primes acquises | 111 659 680 | 0 | 111 659 680 | 97 555 346 |
| Produits d'exploitation bancaire | | | 0 | 0 |
| Chiffre d'affaires ou produits des autres activités | | 660 294 534 | 660 294 534 | 597 689 302 |
| Autres produits d'exploitation | 1 014 561 | 2 491 254 | 3 505 815 | 4 324 678 |
| Produits financiers nets de charges | 98 900 | -612 955 | -514 055 | -244 054 |
| Produits d'exploitation courants | 112 773 141 | 662 172 833 | 774 945 974 | 699 325 272 |
| Charges des prestations d'assurance | -78 327 849 | | -78 327 849 | -73 708 994 |
| Charges ou produits nets des cessions en réassurance | -1 121 268 | | -1 121 268 | -403 764 |
| Charges des autres activités | | -347 877 374 | -347 877 374 | -318 907 288 |
| Charges de gestion | -22 884 034 | -315 201 370 | -338 085 404 | -297 149 749 |
| Charges d'exploitation courantes | -102 333 151 | -663 078 744 | -765 411 895 | -690 169 795 |
| Résultat de l'exploitation courante | 10 439 990 | -905 911 | 9 534 079 | 9 155 477 |
| Autres produits nets | | | 107 927 | 31 670 |
| Résultat exceptionnel | | | 300 324 | -367 388 |
| Impôts sur les résultats | | | -544 554 | -61 775 |
| RÉSULTAT NET DES ENTREPRISES INTÉGRÉES | | | 9 397 776 | 8 757 984 |
| Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence | | | 1 004 533 | 726 878 |
| Dotation aux amortissements des écarts d'acquisition | | | 0 | 0 |
| RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ | | | 10 402 309 | 9 484 862 |
| Intérêts minoritaires | | | 7 887 | 39 935 |
| RÉSULTAT NET (PART DU GROUPE) | | | 10 394 422 | 9 444 927 |

2.3

Tableau des engagements reçus et donnés

IMA consolidé (en K€uros)

| | 31/12/2018 | 31/12/2017 |
|---------------------------------|---------------|---------------|
| Engagements reçus | 5 200 | 4 257 |
| Entreprises d'assurance | 695 | 860 |
| Entreprises du secteur bancaire | 0 | 0 |
| Autres entreprises | 4 505 | 3 397 |
| Engagements donnés | 35 413 | 37 807 |
| Entreprises d'assurance | 0 | 0 |
| Entreprises du secteur bancaire | 0 | 0 |
| Autres entreprises | 35 413 | 37 807 |

2.4

Annexe aux comptes consolidés

► *Référentiel comptable*

Les comptes consolidés du Groupe sont établis conformément aux dispositions de la législation française définies par :

- la loi du 3 janvier 1985 et son décret d'application du 17 février 1986,
- la loi n° 94-679 du 8 août 1994,
- les décrets n° 94-481 et 94-482 du 8 juin 1994,
- l'arrêté du 20 juin 1994,
- le règlement n° 2000-05 du 7 décembre 2000 relatif aux règles de consolidation et de combinaison des entreprises régies par le code des assurances.

► *Faits marquants de l'exercice*

Le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 773 M€ par rapport à 696 M€ en 2017, soit +11,1 % et le chiffre d'activité est de 1 036,2 M€ contre 908,7 M€ en 2017, soit + 14 %.

Les primes d'assurance représentent 111,6 M€ (97,5 M€ en 2017).

La dynamique commerciale reste forte.

Les entités françaises ont contribué à hauteur de 67 M€ à cette évolution.

Cela s'est traduit par la croissance d'activité des actionnaires, la poursuite du développement de l'activité Groupe Renault / Peugeot Citroën, le gain de nouveaux contrats.

Le taux de rendement des placements financiers d'IMA SA est d'environ -0,82 % en moyenne sur l'exercice. Ce pourcentage est obtenu dans un marché de taux bas avec des placements sécurisés de court terme. Le résultat du Groupe s'établit à 10,4 M€ contre 9,5 M€ en 2017.

► *Périmètre de consolidation*

Toutes les entreprises contrôlées par IMA SA ou sur lesquelles elle exerce une influence notable sont incluses dans le périmètre de consolidation.

Toutes les entreprises incluses dans le périmètre de consolidation sont sous contrôle exclusif à l'exception de Wafa IMA Assistance et d'IMA Benelux.

Wafa IMA Assistance est consolidée selon la méthode de mise en équivalence depuis 2011. IMA Benelux est consolidée selon la méthode de l'intégration proportionnelle à partir de 2012.

La SARL Domissima, au capital de 25 K€, détenue à 100 % par IMA SA a été créée en 2008.

Le montant des titres de cette société n'étant pas significatif, elle n'est pas consolidée en 2018.

Evolution du périmètre de consolidation en 2018

Deux prises de participations ont été réalisées en 2018 dans les sociétés suivantes :

- HEALTHCASE dont IMA SA détient 25 % du capital,
- MOBILITY 24 dont IMA Participations détient 30 % du capital.

Ces deux sociétés n'ont pas été intégrées en consolidation du fait de leur caractère non significatif.

Quatre nouvelles entités sont entrées dans le périmètre de consolidation en 2018. Elles sont toutes consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

- Le GIE La Chantrerie, groupement d'intérêt économique, situé 1 impasse Claude Nougaro 44800 Saint Herblain, a été créé en 2017. Les membres sont IMA Technologies, IMA Protect et MACIFIN. Le GIE La Chantrerie n'ayant pas de capital, une convention a été signée en 2018 avec IMA SA afin de préciser les règles qui régissent la consolidation de cette entité.
- La société IMA Participations, société par actions simplifiée unipersonnelle, située 118 Avenue de Paris, 79000 Niort, a été créée en juillet 2018. L'associé unique est IMA SA.
- La société IMA Innovation, société par actions simplifiée unipersonnelle, située 118 Avenue de Paris, 79000 Niort, a été créée en juillet 2018. L'associé unique est IMA SA.
- La société IMA Protect Italia, société à responsabilité limitée, a été créée le 12 décembre 2018. Elle est située à Milan (Italie). Son capital est détenu par IMA Protect et IMA SA.

Périmètre et méthode

| Nom commercial et siège social | Pays | % contrôle | % intérêt | Méthode |
|--|------------|------------|-----------|----------------------|
| 1 - Activité Holding | | | | |
| <u>IMA SA</u> 118 avenue de Paris – NIORT | France | 100,00 | 100,00 | Conso- lidante |
| 2 - Activité Assurance | | | | |
| <u>IMA Iberica</u> Julián Camarillo n°29 – MADRID | Espagne | 100,00 | 100,00 | Globale |
| <u>IMA Italia Assistance</u> Piazza Indro Montanelli n°20 – Sesto San Giovanni (MILAN) | Italie | 100,00 | 100,00 | Globale |
| <u>IMA Assurances</u> 118 avenue de Paris – NIORT | France | 100,00 | 100,00 | Globale |
| <u>Assurima</u> 118 avenue de Paris – NIORT | France | 100,00 | 100,00 | Globale |
| <u>Wafa IMA Assistance</u> Casablanca Business Center, lot°2 lotiss. Mandarouna Sidi Maârouf, CASABLANCA | Maroc | 35,00 | 35,00 | Equiva- lence |
| 3 - Activité hors assurance | | | | |
| Assistance | | | | |
| <u>IMA GIE</u> 118 avenue de Paris – NIORT | France | 84,57 | 84,57 | Globale |
| <u>IMA Services</u> 118 avenue de Paris – NIORT | France | 100,00 | 100,00 | Globale |
| <u>Séréna</u> 118 avenue de Paris – NIORT | France | 100,00 | 100,00 | Globale |
| <u>IMA Deutschland</u> 250 B Leopoldstrasse – 80807MUNICH | Allemagne | 100,00 | 100,00 | Globale |
| <u>Prestima</u> Julián Camarillo n°29 – MADRID | Espagne | 100,00 | 100,00 | Globale |
| <u>IMA Servizi</u> Piazza Indro Montanelli n°20 – Sesto San Giovanni (MILAN) | Italie | 100,00 | 99,31 | Globale |
| <u>IMA Benelux</u> Parc d'Affaires Zénobe Gramme – Bât 11/12 Square des Conduites d'Eau – LIEGE | Belgique | 50,00 | 50,00 | Propor- tionnelle |
| <u>IMA UK Assistance Limited</u> Cottingley Business Park – BD 16 – 1PY WEST YORKSHIRE | Angleterre | 100,00 | 100,00 | Globale |
| <u>Inter Mutuelles Habitat GIE</u> 471 rue Puits Japie, ZA Le Luc – ECHIRE | France | 80,00 | 80,00 | Globale |
| Autres activités | | | | |
| <u>IMA Technologies</u> 1 impasse Claude Nougara – SAINT HERBLAIN | France | 100,00 | 100,00 | Globale |
| <u>IMA Protect</u> 10 rue Henri Picherit – NANTES | France | 100,00 | 100,00 | Globale |
| <u>IMA Voyages</u> 118 avenue de Paris – NIORT | France | 100,00 | 100,00 | Globale |
| <u>IMA Participations</u> 118 avenue de Paris – NIORT | France | 100,00 | 100,00 | Globale |
| <u>IMA Innovation</u> 118 avenue de Paris – NIORT | France | 100,00 | 100,00 | Globale |
| <u>GIE La Chantrière</u> 1 impasse Claude Nougara – SAINT HERBLAIN | France | 100,00 | 80,90 | Globale |
| <u>IMA Protect Italia</u> Piazza Indro Montanelli n°20 – Sesto San Giovanni (MILAN) | Italie | 100,00 | 100,00 | Globale |
| Immobilier | | | | |
| <u>SCI Bellune</u> 118 avenue de Paris – NIORT | France | 100,00 | 100,00 | Globale |

► Modalités de consolidation

■ Méthode de consolidation

Les dix-neuf filiales ainsi que le GIE La Chanterrie, sous contrôle exclusif, ont été consolidées par intégration globale. Wafa IMA Assistance est mise en équivalence et IMA Benelux est consolidée selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

■ Harmonisation et retraitements de consolidation

Les comptes sociaux des sociétés françaises et étrangères du Groupe IMA sont établis, pour leur activité respective, selon les règles comptables en vigueur dans les pays considérés.

Les retraitements nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation retenues par les sociétés consolidées sont effectués lorsqu'ils présentent un caractère significatif.

Ainsi, aucun retraitement d'homogénéisation n'a été jugé nécessaire pour ce qui concerne les provisions techniques, les placements ; les cadences d'amortissements sont harmonisées conformément aux dispositions du règlement CRC 2002-10.

Les retraitements de consolidation ont porté notamment sur les opérations de location financement et les impôts différés.

■ Date de clôture

La consolidation est réalisée à partir des comptes annuels de chaque société arrêtés au 31 décembre.

■ Conversion des comptes d'entreprises établissant leurs comptes en monnaies étrangères

Les comptes des filiales IMA UK et Wafa IMA Assistance, hors zone euro, sont convertis selon la méthode du cours de clôture :

- les éléments bilanciaux sont convertis au cours de clôture, les produits et charges au cours moyen de la période,
- les écarts de conversion constatés sur le bilan d'ouverture et le résultat sont inscrits au poste "écarts de conversion".

■ Elimination des opérations internes au Groupe

Toutes les opérations internes au Groupe sont éliminées.

Lorsque ces opérations affectent le résultat consolidé, l'incidence de leur élimination est répartie entre les intérêts du Groupe et les intérêts minoritaires dans l'entreprise ayant réalisé le résultat.

L'élimination des incidences des opérations internes portant sur des actifs a pour conséquence de les ramener au coût historique consolidé.

Les opérations internes éliminées portent notamment sur :

- les créances et dettes réciproques, ainsi que les produits et charges réciproques,
- les dividendes intra-groupes,
- les dépréciations des titres de sociétés consolidées ou de créances détenues sur celles-ci.

■ Imposition différée

Des impôts différés ont été calculés sur toutes les différences significatives liées à des décalages temporaires entre la base imposable et le résultat comptable selon la méthode du report variable.

En application de la loi de finances 2018 qui prévoit une diminution du taux d'impôts sur les sociétés de 33,33 % à 25 % d'ici 2022, les impôts différés actifs et passifs ont été comptabilisés en prenant en compte les taux d'impôts qui seront applicables lorsque les différences temporaires se résorberont.

Ce traitement se traduit par un impôt différé actif comptabilisé pour 240 K€ et un impôt différé passif de 583 K€. Les impôts différés actifs et passifs sont présentés respectivement en comptes de régularisation actifs et passifs.

Les actifs et passifs d'impôts différés concernant une même entité fiscale ont été compensés. Ils concernent les sociétés faisant partie de l'intégration fiscale d'IMA SA : IMA GIE (84,57 %), IMA Services, SCI Bellune, IMA Technologies, IMA Protect, IMA Assurances, Assurima, Inter Mutuelles Habitat (80 %) et Séréna.

L'actif d'impôts différés, estimé à 235 K€ et relatif à la filiale IMA UK, n'a pas été comptabilisé car sa récupération n'est pas jugée probable, dans un avenir proche, du fait de la situation déficitaire actuelle de cette société.

Il en est de même pour la filiale IMA Deutschland ; l'actif d'impôts différés non comptabilisé est estimé à 375 K€.

Les déficits fiscaux au 31 décembre 2018 d'IMA Participations et d'IMA Innovation pourront être imputés sur leurs bénéfices fiscaux futurs ; il n'a pas été comptabilisé d'impôt différé actif en 2018. L'actif d'impôts différés non comptabilisé d'IMA Participations s'élève à 45 K€ ; celui d'IMA Innovation est de 240 K€.

■ Ecart de première consolidation

Lors de l'entrée dans le périmètre de consolidation d'une entreprise, la différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation de l'ensemble des actifs et passifs identifiés constitue l'écart d'acquisition.

Les écarts d'évaluation constatés sur des actifs et passifs identifiables sont imputés sur l'écart d'acquisition.

Les écarts d'acquisition résiduels sont, lorsqu'ils sont positifs, inscrits à l'actif immobilisé et amortis sur une durée fonction du contexte de l'acquisition. Lorsqu'ils sont négatifs, ils représentent une provision pour risques qui est inscrite au passif du bilan.

■ Comptes sociaux des entités italiennes et marocaine

Les comptes sociaux des entités italiennes, intégrés en consolidation, sont réalisés selon des données provisoires au 31 décembre 2018. Leurs comptes sociaux définitifs sont arrêtés postérieurement aux comptes consolidés du Groupe IMA.

La différence entre les résultats sociaux provisoires et définitifs de ces sociétés est constatée dans les résultats consolidés de l'exercice suivant.

L'impact sur les comptes consolidés 2018 est un produit de 339 K€ correspondant à un écart sur le résultat 2017.

Les comptes sociaux de la société Wafa IMA Assistance intégrés en consolidation 2017 étaient provisoires. La différence entre le résultat social provisoire et définitif 2017 de cette entité est une charge de 15 K€ qui a été comptabilisée dans les comptes consolidés 2018.

► Méthodes et règles d'évaluation

■ Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

L'option d'activation des projets développés par IMA GIE (Livraisons A Soi Même : LASM) a été prise en 2006 pour l'ensemble du Groupe IMA de manière irréversible, engageant l'ensemble des sociétés du Groupe IMA sur l'ensemble de leurs projets.

Chaque projet est analysé chaque année en 4 étapes :

Etape 1

- identification des parties autonomes acquises sur le marché,
- identification des projets développés par des salariés d'IMA GIE et/ou des prestataires informatiques externes,
- lotissement des projets chaque fois que :
 - . des lots se distinguent du fait de dates de recettes ou de durées d'utilisation distinctes,
 - . des lots sont destinés à une ou plusieurs entités du Groupe IMA.

Etape 2

Pour les projets développés en interne, vérification de la validité de tous les critères d'immobilisation.

| Critères | Immobilisation | Charges |
|---------------------------------|----------------|--|
| 1- Faisabilité technique | oui | Un "non" suffit. Les 6 critères doivent être simultanément réunis pour chaque projet passé au crible des critères au moment de la préparation budgétaire de l'année N où ils débutent, ceci étant validé par le dernier Directoire de l'année N-1 |
| 2- Intention d'achever | oui | |
| 3- Capacité à utiliser | oui | |
| 4- Avantages futurs | oui | |
| 5- Disponibilité des ressources | oui | |
| 6- Evaluation possible | oui | |

Etape 3 : évaluation des composantes immobilisables des projets

• Phases

Pour chaque projet, seuls les coûts encourus sur certaines phases sont activables :

| Phase PsNext | Phase DAF | Charge / Immo |
|-------------------------------|---|---------------|
| Pré-étude | Etude préalable | Charge |
| Mise en œuvre | Analyse fonctionnelle | Immo |
| Mise en œuvre | Analyse organique (conception détaillée de l'application) | Immo |
| Mise en œuvre | Programmation (appelée parfois codification) | Immo |
| Mise en œuvre | Tests et jeux d'essais | Immo |
| Mise en œuvre | Documentation destinée à une utilisation interne et externe | Immo |
| Production et Post-production | Formation de l'utilisateur | Charge |
| Production et Post-production | Suivi de logiciel (maintenance) | Charge |

• Centres de coûts

Seules les dépenses contribuant à la construction de la solution du projet sont prises en compte (essentiellement dépenses identifiées dédiées au projet et les charges relatives aux équipes de développement informatique).

Etape 4 : paramètres d'immobilisation

| | |
|-----------------------|---|
| Montant | . Salaires (salariés fonctionnels dédiés au projet) = Nombre jours x coût budget . Salaires (salariés développeurs informatiques) = Nombre jours x coût budget . Frais externes AMOE = Réel TTC (y compris factures non parvenues). |
| Durée d'amortissement | Durée d'utilisation techniquement prévue pour le matériel/licences. La durée d'amortissement est la durée d'utilisation prévue par la direction sur la base de données techniques ou commerciales. |
| Date de début | Date du procès-verbal de réception (recette du lot du projet) |

Logiciels acquis

Ils comprennent des logiciels informatiques acquis et amortis sur une durée de 3 ans en linéaire.

Logiciels développés en interne

Conformément à la réglementation, les dépenses de recherches sont enregistrées en charges sur l'exercice au cours duquel elles sont encourues et les frais de développement et de création de logiciels en interne sont immobilisés dès lors qu'ils remplissent les critères énoncés par les textes.

Au sein du Groupe IMA, les projets suivants sont en mesure de satisfaire aux conditions décrites ci-dessus.

◆ **IMA GIE**

Dans le cadre du schéma directeur informatique, la refonte de la partie front-office (projet Nouma domicile) a démarré en 2015. Certains projets ont été livrés et mis en service depuis 2015. D'autres parties du front-office sont toujours en cours à fin 2018.

Le tableau ci-dessous représente l'évolution des projets LASM entre 2017 et 2018 :

| | 31.12.17 | | | 31.12.18 | | |
|---|---------------|----------------|---------------|---------------|----------------|---------------|
| | Valeur brute | Amortissements | Valeur nette | Valeur brute | Amortissements | Valeur nette |
| Projets en service | 7 345 | 745 | 6 600 | 3 134 | 320 | 2 814 |
| Projets encore en cours en fin d'exercice | 5 021 | - | 5 021 | 14 266 | - | 14 266 |
| Total des projets LASM inventoriés en fin d'exercice | 12 366 | 745 | 11 621 | 17 400 | 320 | 17 080 |
| dont projet NOUMA | 7 975 | 619 | 7 356 | 9 422 | 0 | 9 422 |

◆ **Inter Mutuelles Habitat GIE**

Au titre de l'exercice un applicatif OS MOZ lot 2 a été mis en production. Cette immobilisation fait l'objet d'un amortissement sur sa durée d'utilisation estimée de 7 ans.

■ **Placements financiers**

Les placements financiers et les titres de participation non consolidés sont évalués à leur valeur historique d'acquisition, nette de frais d'acquisition, sous réserve des dispositions prévues aux articles R 343-9 et R 343-10 du code des assurances.

Titres de participation non consolidés

La valeur de référence des placements dans les entreprises avec lesquelles existe un lien de participation correspond à leur valeur d'usage, laquelle est fonction de l'utilité que représente la participation pour le Groupe.

Une provision est constituée ligne à ligne dans le cas où cette valeur est inférieure au coût historique.

Au 31 décembre 2018, les titres de participation présents au bilan concernent essentiellement :

- DOMISSIMA dont IMA SA détient 100 % du capital (25 K€ : société créée en 2008 dont le siège social est situé 118 avenue de Paris – CS 40 000 - 79033 NIORT Cedex 9).
- HEALTHCASE, société de services américaine basée à Miami, dont IMA SA détient 25 % du capital depuis 2018, soit 11 K€.
- MOBILITY 24, société portugaise dont IMA Participations détient 30 % du capital soit 300 K€.

Ils ne sont pas consolidés en raison de leur caractère non significatif.

Valeurs mobilières amortissables à taux fixe (article R 343-9 du code des assurances)

Les valeurs mobilières amortissables (obligations, titres de créances négociables,...) sont inscrites pour leur prix d'achat (hors intérêts courus).

La différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement de chaque ligne de titres est rapportée au résultat sur la durée résiduelle des titres.

Cet amortissement figure en compte de régularisation actif ou passif et est intégré dans le résultat financier.

Une dépréciation est constituée si le débiteur n'est pas en mesure de respecter ses engagements (paiement des intérêts et remboursement du principal notamment).

Au 31 décembre 2018, IMA Assurances et Assurima détiennent des certificats de dépôt qui sont éligibles au régime de l'article R 343-9 mais ne font pas l'objet d'un traitement particulier.

Titres et autres placements financiers affectés ou non à la représentation des engagements techniques (article R 343-10 du code des assurances)

Ces titres, essentiellement des SICAV obligataires et monétaires, figurent au bilan à leur coût d'acquisition.

L'évaluation des titres est effectuée conformément à l'article R 343-11 :

- titres cotés : sur la base du dernier cours coté au jour de l'inventaire,
- titres non cotés : valeur d'utilité pour l'entreprise.

Lorsque leur valeur actuelle à la date de clôture est inférieure à la valeur d'actif brut, une provision pour dépréciation est constituée conformément aux dispositions de l'article R 343-10 du code des assurances.

Le règlement n°2015-11 du 26 novembre 2015 de l'Autorité des Normes Comptables précise dans ses articles 123-6 à 123-19 les règles de comptabilisation des valeurs amortissables visées à l'article R 343-10 du Code des assurances.

Lorsque l'entreprise a l'intention et la capacité de détenir les valeurs amortissables relevant de l'article R.343-10 du code des assurances jusqu'à leur maturité, les valeurs recouvrables s'analysent au regard du seul risque de crédit.

Provision pour dépréciation durable

La provision pour dépréciation durable (PDD) est constituée si la valeur de marché d'un actif est inférieure à sa valeur au bilan, et si cette situation de moins-value latente est considérée comme durable.

La PDD doit être calculée à l'unité pour chaque titre du portefeuille détenu par le Groupe IMA.

En pratique, la règle est de constituer une PDD si un actif baisse de plus de 20 % (30 % en période de forte volatilité des marchés, identifiée comme telle par l'Autorité des Marchés Financiers) pendant au moins 6 mois.

Lorsque les titres concernés voient leur valeur augmenter à nouveau, il est possible de procéder à une reprise de PDD.

Au 31 décembre 2018, le Groupe IMA n'a pas à constater de provision pour dépréciation durable.

Provision globale pour risque d'exigibilité

La provision pour risque d'exigibilité est constituée lorsque les placements mentionnés à l'article R 343-10 se trouvent en situation de moins-value latente globale (VNC > valeur globale).

La valeur globale se détermine de la manière suivante :

- pour les valeurs mobilières cotées et les titres cotés, la valeur retenue est le cours moyen des trente derniers jours précédant le jour de l'inventaire ou à défaut, le dernier cours coté avant cette date,
- pour les actions de sociétés d'investissement à capital variable et les parts de fonds communs de placements, la valeur retenue est la moyenne des prix de rachat publiés au cours des trente derniers jours précédant le jour de l'inventaire ou, à défaut, le dernier prix de rachat publié avant cette date,
- pour les autres actifs, leur valeur est évaluée selon les règles prévues à l'article R 343-11.

Compte tenu de la nature des titres en portefeuille, il n'y a pas lieu de constituer une telle provision au 31 décembre 2018.

Allocation des produits financiers au compte technique

Le résultat des placements (produits moins charges de placement) est ventilé dans les entités d'assurance concernées en affectant au résultat technique, la part issue des provisions techniques et au résultat non technique, la part revenant aux capitaux propres.

Placements financiers des entreprises non assurance

Ils sont principalement constitués de valeurs mobilières de placement. Elles représentent des parts d'OPCM, des certificats de dépôt négociables et des comptes à terme. Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. La valeur d'inventaire est égale au dernier cours connu.

Une dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'entrée

■ Patrimoine immobilier et autres actifs corporels d'exploitation

Les éléments constituant le patrimoine immobilier et les autres actifs corporels d'exploitation sont évalués à leur coût d'acquisition (prix d'achat majoré des frais accessoires).

Les amortissements sont calculés en fonction des règles de la société consolidante et des retraitements sont opérés sur les comptes des filiales étrangères.

Les taux couramment pratiqués sont les suivants :

- | | |
|---|---------------------|
| - agencements installations | 10 ans linéaire |
| - installations et matériels techniques | 3 à 10 ans linéaire |
| - matériel de bureau | 5 à 8 ans linéaire |
| - mobilier | 5 à 8 ans linéaire |
| - matériel informatique et téléphonique | 1 à 8 ans linéaire |
| - matériel de transport | 3 à 5 ans linéaire |

L'application du règlement CRC 2002-10 a conduit à la détermination de composants et de nouvelles durées d'amortissements suivantes pour les bâtiments :

| Composants | Mode d'amortissement comptable | Durées d'amortissement comptable |
|-------------------------|--------------------------------|----------------------------------|
| Terrains | Non amortis | |
| VRD et gros œuvre | Linéaire | 30 ou 50 ans |
| Façades | Linéaire | 10 ou 20 ans |
| Terrasses | Linéaire | 10 ou 20 ans |
| Aménagements extérieurs | Linéaire | 15 ou 30 ans |
| Aménagements intérieurs | Linéaire | 10 ans |

■ Stocks et encours

A la clôture de l'exercice, un certain nombre de services d'Inter Mutuelles Habitat ne sont pas totalement terminés, l'entité a valorisé ces services en fonction du temps passé en 2018 pour un montant de 5 140 K€ dans ses comptes sociaux.

■ Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

■ Frais d'acquisition reportés

Conformément aux dispositions comptables prévues par l'article 151-1 du Règlement ANC 2015-11, la société a inscrit à l'actif du bilan la partie non imputable à l'exercice des frais d'acquisition des contrats constatés en charges de l'exercice.

Soit l'information disponible pour certains contrats permet le calcul du montant reporté contrat par contrat, dans les mêmes conditions et selon les mêmes méthodes que la provision pour primes non acquises.

Soit, pour les autres contrats les frais d'acquisitions non directement affectables contrats par contrat sont reportés selon le prorata des items (a) et (b) définis ci-dessous :

(a) partie de la provision pour primes non acquises correspondant aux contrats non affectés,

(b) partie des primes émises correspondant aux contrats non affectés.

Au 31 décembre 2018, les frais d'acquisition reportés s'élèvent à 1 319 K€ et concernent les sociétés Assurima, IMA Iberica et IMA Assurances.

■ Provisions techniques

Les provisions constituées sont destinées à couvrir des charges échues de l'exercice ou à garantir un risque dont l'entreprise a connaissance à la clôture de l'exercice.

Les provisions techniques sont élaborées en conformité avec les règles du code des assurances.

Provisions pour primes non acquises et risques en cours

La provision pour primes non acquises est destinée à constater la part des primes se rapportant à la période comprise entre la date de l'inventaire et la date de la prochaine échéance de la prime.

Elle est calculée en fonction des paramètres des contrats, contrat par contrat, au prorata temporis.

La provision pour risques en cours est destinée à couvrir, pour chacun des contrats payables d'avance, la charge de sinistres et de frais pour la période qui s'écoule entre la date d'inventaire et la première échéance de prime ou de terme du contrat pour la part de ce coût non couverte par la provision pour primes non acquises.

Le calcul est effectué en fonction d'un taux moyen de sinistralité observé sur chacun des contrats concernés sur les exercices N et N-1.

Sur les contrats pluriannuels pour lesquels les prévisions de coûts de sinistres dépassent, sur la période comprise entre la date de l'inventaire et la date d'échéance du contrat, la part des primes se rapportant à cette période post clôture, le différentiel a été provisionné en "provision pour risque en cours".

Provisions pour sinistres

Les provisions pour sinistres représentent la valeur estimée des dépenses en principal et en frais tant internes qu'externes, relatives au règlement des dossiers d'assistance ouverts à la clôture de l'exercice.

Ces provisions sont calculées selon des méthodes statistiques et récapitulées par exercice de survenance. Les dépenses sont estimées à leur coût futur non actualisé.

Les provisions pour sinistres comprennent notamment les provisions pour "sinistres inconnus" ou "tardifs", y compris déclarés tardivement (après la date d'inventaire).

Elles sont augmentées d'une provision pour frais de gestion de sinistres.

Provisions pour risques croissants

Chez IMA Assurances, la provision pour risque croissant dont le solde au 31.12.15 était de 560 K€ sur la base du business plan actualisé, suite à la mise en place en 2013 d'un contrat lié à la dépendance, a été recalculé au 31.12.18 au vu de l'évolution de l'activité dépendance en 2018.

Cette provision a donc été intégralement reprise et dotée à nouveau pour le même montant.

Cette provision reste évaluée sur la base d'une projection d'un résultat technique sur un horizon de 5 ans et correspond par conséquent, au déséquilibre des primes sur les sinistres et frais des contrats concernés.

Provisions pour risques et charges

Ces provisions sont destinées à couvrir les risques et les charges que les événements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet, mais dont la réalisation, l'échéance ou le montant sont incertains.

Les provisions pour risques et charges incluent :

- des provisions pour litiges, pour risques prud'homaux,
- les provisions pour indemnités de fin de carrière.

Provisions pour indemnités de fin de carrière

Les engagements de retraite vis-à-vis du personnel des sociétés consolidées sont couverts soit par un contrat d'assurance volontaire, soit par un contrat d'assurance obligatoire, ou encore font l'objet d'un engagement hors bilan en comptabilité sociale.

◆ IMA GIE

Le contrat d'assurance souscrit auprès de Parnasse MAIF couvre les indemnités de fin de carrière des salariés prévu par la convention collective (cadres et techniciens).

L'engagement total est estimé pour les techniciens et les cadres d'IMA GIE sur la base des droits acquis par les salariés à partir d'hypothèses relatives à l'âge de départ à la retraite et au "turn over". Il est de 16 113 K€ au 31 décembre 2018. Il inclut les charges sociales correspondantes.

Le fonds constitué auprès de l'assureur en 2013 couvre désormais le montant total de cet engagement. Il n'y a donc plus de provision en consolidation depuis 2013.

◆ Autres entités françaises

Le montant des IFC des salariés d'IMA Technologies, d'IMA Protect et de Séréna prévu par la convention collective et non couvert par un contrat d'assurance figure au passif. Il est de 915 K€ au 31 décembre 2018.

Le taux d'actualisation retenu est de 1,09 %. L'âge de départ à la retraite pris en compte est de 65 ans.

Au 31 décembre 2018, le montant de la provision pour indemnités de fin de carrière, comptabilisé en consolidation, s'élève à 915 K€. Il inclut les charges sociales correspondantes.

La variation de la provision pour IFC entre l'année 2017 et 2018 a généré une charge qui a diminué le résultat consolidé de 547 K€, soit 364 K€ nets d'impôts différés.

Conformément à la CNCC, le taux de rotation du personnel utilisé en 2018 par IMA Technologies et IMA Protect pour le calcul la provision pour indemnités de fin de carrière tient compte uniquement des démissions ; les licenciements et ruptures conventionnelles en sont exclus.

Chez Inter Mutuelles Habitat, les IFC des cadres et des employés sont couvertes par un contrat d'assurance souscrit auprès de Parnasse Maif.

■ Règles retenues pour l'imputation des charges par destination

La comptabilisation des charges par destination est réalisée selon les dispositions du Plan Comptable particulier à l'assurance et à la capitalisation.

Une comptabilisation des charges est effectuée dans un premier temps dans des comptes par nature auxquels sont affectées des sections analytiques (services). Ces comptes par nature sont soldés et répartis dans les comptes par destination mensuellement.

L'affectation dans les différentes destinations est effectuée en fonction du couple charge par nature/section analytique.

Les spécificités inhérentes à l'activité d'assistance ont été intégrées. Les charges des plateaux d'assistance sont, par exemple, comptabilisées sur la ligne prestations et frais payés.

■ Écarts de change sur créances et dettes commerciales

Conformément au règlement ANC n° 2015-05, les écarts de change sur créances et dettes commerciales sont reclassés en résultat d'exploitation à compter de 2018.

■ Charges et produits exceptionnels

Pour les activités d'assurance et autres, les charges et produits qui ont un caractère non récurrent et étranger à l'exploitation figurent en résultat exceptionnel.

■ Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE)

Le CICE est comptabilisé au crédit d'un compte de charges de personnel des sociétés du Groupe IMA concernées (IMA Technologies, IMA Protect, IMA Voyages et Séréna) conformément à la note d'information du 28 février 2013 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC). Le montant total s'élève à 919 K€.

IMA SA comptabilise sa quote-part de CICE relative aux entités IMA GIÉ et Inter Mutuelles Habitat en crédit d'impôt soit 2 319 K€.

Les éléments ci-après sont présentés en milliers d'euros.

► Informations complémentaires sur les postes du bilan

■ **Ecart d'acquisition**

Aucun écart d'acquisition n'a été constaté à l'actif

■ **Actifs incorporels**

| | Valeur brute | | | |
|-------------------------------------|--------------------------------|---------------|---------------|--------------------------------|
| | Montant au début de l'exercice | Augmentations | Diminutions | Montant à la fin de l'exercice |
| Frais d'établissement | 0 | | | 0 |
| Fonds de commerce et droit au bail* | 50 | | | 50 |
| Autres actifs incorporels | 95 107 | 22 818 | -3 717 | 114 208 |
| Total | 95 157 | 22 818 | -3 717 | 114 258 |

* Dont le fonds de commerce IMA UK pour 50 K€ sur 5 ans.

| | Amortissements et dépréciations | | | | Valeur nette à la fin de l'exercice |
|------------------------------------|---------------------------------|---------------|-------------|--------------------------------|-------------------------------------|
| | Montant au début de l'exercice | Augmentations | Diminutions | Montant à la fin de l'exercice | |
| Frais d'établissement | 0 | | | 0 | 0 |
| Fonds de commerce et droit au bail | 50 | | | 50 | 0 |
| Autres actifs incorporels | 60 160 | 8 696 | -174 | 68 682 | 45 526 |
| Total | 60 210 | 8 696 | -174 | 68 732 | 45 526 |

■ **Placements des entreprises d'assurance**

| | 31.12.18 | | | 31.12.17 | |
|--|---------------|---------------|---------------------------|-------------------------------|-------------------------------|
| | Valeur brute | Valeur nette | Valeur de réalisation (1) | Plus ou moins values latentes | Plus ou moins values latentes |
| 1. Placements immobiliers | 2 352 | 2 211 | 2 960 | 749 | 191 |
| 2. Actions et autres titres à revenu variable autres que les parts d'OPCVM | 5 | 5 | 5 | | |
| 3. Parts d'OPCVM (autres que celles visées en 4.) | 10 239 | 10 239 | 10 314 | 75 | 124 |
| 4. Parts d'OPCVM détenant exclusivement des titres à revenu fixe | | | | | |
| 5. Obligations et autres titres à revenu fixe | 40 885 | 40 885 | 41 192 | 307 | 335 |
| 6. Prêts hypothécaires | | | | | |
| 7. Autres prêts et effets assimilés | | | | | |
| 8. Dépôts auprès des entreprises cédantes | 2 450 | 2 450 | 2 450 | | |
| 9. Autres dépôts | 3 304 | 3 304 | 3 304 | | |
| 10. Actifs représentatifs de contrats en unités de compte | | | | | |
| 11. Autres instruments financiers à terme | | | | | |
| Total | 59 235 | 59 094 | 60 225 | 1 131 | 650 |
| Total des placements cotés | 27 598 | 27 598 | 27 980 | 382 | 459 |
| Total des placements non cotés | 31 637 | 31 496 | 32 245 | 749 | 191 |
| Part des placements d'assurance Non Vie | 59 235 | 59 094 | 60 225 | 1 131 | 650 |
| Part des placements d'assurance Vie | | | | | |

(1) La réalisation de plus-values latentes donnerait naissance à des droits en faveur des bénéficiaires de contrats et des actionnaires minoritaires ainsi qu'à des impositions.

■ **Placements des autres entreprises**

| | 31.12.18 | | | 31.12.17 |
|--|----------------|----------------------------------|---------------|---------------|
| | Valeur brute | Amortissements/ Dépréciations | Valeur nette | Valeur nette |
| Terrains et constructions | 57 678 | 19 178 | 38 500 | 38 962 |
| Immobilisations financières | 929 | 50 | 879 | 637 |
| Participations | 638 | 50 | 588 | 327 |
| Créances rattachées à des participations | | | | |
| Autres titres immobilisés | 88 | | 88 | 88 |
| Prêts | 203 | | 203 | 222 |
| Autres immobilisations financières | | | | |
| Valeurs mobilières de placements | 51 073 | 327 | 50 746 | 49 062 |
| Autres | | | | |
| Total | 109 680 | 19 555 | 90 125 | 88 661 |

■ **Part des cessionnaires et rétrocessionnaires dans les provisions techniques**

Ventilation entre activités Non Vie, Vie et nature des provisions techniques

| Nature | 31.12.18 | | | 31.12.17 |
|---|------------------|--------------|--------------|--------------|
| | Activité Non Vie | Activité Vie | Total | |
| Provisions pour primes non acquises et risques en cours | 2 000 | | 2 000 | 1 769 |
| Provisions pour sinistres | 807 | | 807 | 618 |
| Provisions pour participation aux bénéfices | | | | |
| Autres provisions techniques | | | | |
| Total | 2 807 | | 2 807 | 2 387 |

■ Créances nées d'opérations d'assurance et de réassurance

Ventilation par échéance

| Nature | 31.12.18 | | | Montant net total |
|---|---------------|---------------------|---------------|-------------------|
| | Echéances | | | |
| | Jusqu'à 1 an | Plus d'1 an à 5 ans | Plus de 5 ans | |
| Primes acquises non émises | 3 222 | | | 3 222 |
| Autres créances nées d'opérations d'assurance directe | 8 194 | | | 8 194 |
| Créances nées d'opérations de réassurance | 1 410 | | | 1 410 |
| Total | 12 826 | | | 12 826 |

Ventilation par nature

| Nature | 31.12.18 | | | 31.12.17 |
|---|------------------|--------------|-------------------|--------------|
| | Activité Non Vie | Activité Vie | Montant net total | |
| Primes acquises non émises | 3 222 | | 3 222 | 1 992 |
| Autres créances nées d'opér. d'ass. directe | 8 194 | | 8 194 | 5 713 |
| Créances nées d'opérations de réassurance | 1 410 | | 1 410 | 664 |
| Total | 12 826 | | 12 826 | 8 369 |

Montant des valeurs brutes et des dépréciations

| Nature | 31.12.18 | | | 31.12.17 |
|---|----------------|---------------|-------------------|--------------|
| | Valeurs brutes | Dépréciations | Montant net total | |
| Primes acquises non émises | 3 368 | 146 | 3 222 | 1 992 |
| Autres créances nées d'opér. d'ass. directe | 8 194 | | 8 194 | 5 713 |
| Créances nées d'opérations de réassurance | 1 410 | | 1 410 | 664 |
| Total | 12 972 | 146 | 12 826 | 8 369 |

■ Créances sur les entreprises du secteur bancaire

Ventilation par échéance

| Nature | 31.12.18 | | | Montant net total |
|-----------------------------|---------------|---------------------|---------------|-------------------|
| | Echéances | | | |
| | Jusqu'à 1 an | Plus d'1 an à 5 ans | Plus de 5 ans | |
| Comptes courants et caisses | 35 846 | | | 35 846 |
| Total | 35 846 | | | 35 846 |

Ventilation par nature

| Nature | 31.12.18 | | | | 31.12.17 |
|-----------------------------|------------------|--------------|------------------|-------------------|-------------------|
| | Activité Non Vie | Activité Vie | Autres activités | Montant net total | Montant net total |
| Comptes courants et caisses | 13 643 | | 22 203 | 35 846 | 29 153 |
| Total | 13 643 | | 22 203 | 35 846 | 29 153 |

Montant des valeurs brutes et des dépréciations

| Nature | 31.12.18 | | | 31.12.17 |
|-----------------------------|----------------|---------------|-------------------|---------------|
| | Valeurs brutes | Dépréciations | Montant net total | |
| Comptes courants et caisses | 35 846 | | 35 846 | 29 153 |
| Total | 35 846 | | 35 846 | 29 153 |

■ **Autres créances**

Ventilation par échéance

| Nature | 31.12.18 | | | Montant net total |
|---|----------------|---------------------|---------------|-------------------|
| | Echéances | | | |
| | Jusqu'à 1 an | Plus d'1 an à 5 ans | Plus de 5 ans | |
| Personnel | 191 | 30 | | 221 |
| Etat, organismes de Sécurité Sociale, collectivités publiques | 14 282 | | | 14 282 |
| Débiteurs divers | 121 352 | 607 | | 121 959 |
| Capital appelé non versé | 500 | | | 500 |
| Total | 136 325 | 637 | | 136 962 |

Ventilation par nature et entre activités non vie et vie

| Nature | 31.12.18 | | | | 31.12.17 |
|---|------------------|--------------|------------------|-------------------|-------------------|
| | Activité Non Vie | Activité Vie | Autres activités | Montant net total | Montant net total |
| Personnel | 2 | | 219 | 221 | 201 |
| Etat, organismes de Sécurité Sociale, collectivités publiques | 2 927 | | 11 355 | 14 282 | 10 683 |
| Débiteurs divers | 4 578 | | 117 381 | 121 959 | 105 815 |
| Capital appelé non versé | | | 500 | 500 | |
| Total | 7 507 | | 129 455 | 136 962 | 116 699 |

Montant des valeurs brutes et des dépréciations

| Nature | 31.12.18 | | | 31.12.17 |
|---|----------------|---------------|-------------------|----------------|
| | Valeurs brutes | Dépréciations | Montant net total | |
| Personnel | 221 | | 221 | 201 |
| Etat, organismes de Sécurité Sociale, collectivités publiques | 14 282 | | 14 282 | 10 683 |
| Débiteurs divers | 122 632 | 673 | 121 959 | 105 815 |
| Capital appelé non versé | 500 | | 500 | |
| Total | 137 635 | 673 | 136 962 | 116 699 |

■ **Autres actifs**

Montant des valeurs brutes et des dépréciations

| | 31.12.18 | | | 31.12.17 | | |
|--|----------------|-------------------------|-------------------|----------------|-------------------------|-------------------|
| | Valeurs brutes | Amortis./ Dépréciations | Montant net total | Valeurs brutes | Amortis./ Dépréciations | Montant net total |
| Actifs corporels d'exploitation | | | | | | |
| Activité Non Vie | 142 | 94 | 48 | 121 | 73 | 48 |
| Activité Vie | | | | | | |
| Autres activités | 120 337 | 84 372 | 35 965 | 111 167 | 82 339 | 28 828 |
| Stocks et en-cours | | | | | | |
| Autres activités | 5 940 | | 5 940 | 5 142 | | 5 142 |
| Total | 126 419 | 84 466 | 41 953 | 116 430 | 82 412 | 34 018 |

Ventilation par nature et entre activités non vie et vie

| Nature | 31.12.18 | | | | 31.12.17 |
|---------------------------------|------------------|--------------|------------------|-------------------|-------------------|
| | Activité Non Vie | Activité Vie | Autres activités | Montant net total | Montant net total |
| Actifs corporels d'exploitation | 48 | | 35 965 | 36 013 | 28 876 |
| Stocks et en-cours | | | 5 940 | 5 940 | 5 142 |
| Total | 48 | | 41 905 | 41 953 | 34 018 |

■ **Comptes de régularisation – actif**

Frais d'acquisition reportés : ventilation entre les activités Non Vie, Vie et autres activités

| Nature | 31.12.18 | | | | 31.12.17 |
|------------------------------|------------------|--------------|------------------|-------------------|-------------------|
| | Activité Non Vie | Activité Vie | Autres activités | Montant net total | Montant net total |
| Frais d'acquisition reportés | 1 319 | | | 1 319 | 1 309 |
| Total | 1 319 | | | 1 319 | 1 309 |

Autres comptes de régularisation actif : ventilation entre les activités Non Vie, Vie et autres activités

| Nature | 31.12.18 | | | | 31.12.17 |
|--|------------------|--------------|------------------|-------------------|-------------------|
| | Activité Non Vie | Activité Vie | Autres activités | Montant net total | Montant net total |
| Intérêts courus à recevoir | 179 | | 94 | 273 | 525 |
| Impôts différés actifs | | | 240 | 240 | 13 |
| Charges constatées d'avance diverses et autres comptes de régularisation actif | 118 | | 2 550 | 2 668 | 2 421 |
| Total | 297 | | 2 884 | 3 181 | 2 959 |

■ Tableau de variation des capitaux propres

| | Capital social | Primes | Réserves consolidées | Résultat de l'exercice | Ecart de conversion | Autres postes | Total | Total des capitaux propres du Groupe | Intérêts minoritaires | Total des CP du Groupe + Intérêts minoritaires |
|------------------------------------|----------------|---------------|----------------------|------------------------|---------------------|---------------|-----------|--------------------------------------|-----------------------|--|
| Montant au 31.12.16 | 31 407 | 21 486 | 79 188 | 13 848 | | -5 | -5 | 145 924 | 754 | 146 678 |
| Affectation du résultat 31.12.16 | | | 13 848 | -13 848 | | | | | | |
| Résultat 31.12.17 | | | | 9 445 | | | | 9 445 | 40 | 9 485 |
| Variation des écarts de conversion | | | -190 | | | | | -190 | | -190 |
| Montant au 31.12.17 | 31 407 | 21 486 | 92 846 | 9 445 | | -5 | -5 | 155 179 | 794 | 155 973 |
| Affectation du résultat 31.12.17 | | | 9 445 | -9 445 | | | | | | |
| Résultat 31.12.18 | | | | 10 394 | | | | 10 394 | 8 | 10 402 |
| Variation des écarts de conversion | | | 97 | | | | | 97 | | 97 |
| Augmentations de capital IMA SA | 3 312 | 16 723 | | | | | | 20 035 | | 20 035 |
| Montant au 31.12.18 | 34 719 | 38 209 | 102 388 | 10 394 | | -5 | -5 | 185 705 | 802 | 186 507 |

■ Provisions techniques

Ventilation entre activités Non Vie, Vie et nature des provisions techniques

| Nature | 31.12.18 | | | 31.12.17 |
|---|------------------|--------------|---------------|---------------|
| | Activité Non Vie | Activité Vie | Total | |
| Provisions pour primes non acquises | 18 179 | | 18 179 | 15 186 |
| Provisions pour sinistres | 12 860 | | 12 860 | 11 314 |
| Provisions pour participation aux bénéfices et ristournes | 3 763 | | 3 763 | 5 126 |
| Autres provisions techniques | 2 074 | | 2 074 | 2 261 |
| Total | 36 876 | | 36 876 | 33 887 |

■ Provisions

Décomposition de la variation des provisions pour risques et charges

| Nature | Valeur brute début d'exercice | Augmentation | Diminution | Valeur brute fin d'exercice |
|--|-------------------------------|--------------|-------------|-----------------------------|
| Provisions pour risque prud'homal | 350 | 232 | -63 | 519 |
| Provisions pour litiges | 24 | 21 | -17 | 28 |
| Provisions indemnités fin de carrière et primes liées à l'ancienneté | 368 | 547 | | 915 |
| Titres mis en équivalence | | | | |
| Ecart d'acquisition | | | | |
| Autres provisions pour risques et charges | 2 071 | 980 | -733 | 2 318 |
| Total | 2 813 | 1 780 | -813 | 3 780 |

■ Dettes nées des opérations d'assurance ou de réassurance

Ventilation par échéance

| Nature | 31.12.18 | | | Montant net total |
|---|--------------|---------------------|---------------|-------------------|
| | Echéances | | | |
| | Jusqu'à 1 an | Plus d'1 an à 5 ans | Plus de 5 ans | |
| Dettes nées d'opér. d'assurance directe | 3 413 | | | 3 413 |
| Dettes nées d'opérations de réassurance | 2 430 | | | 2 430 |
| Dettes pour dépôts en espèces reçus des réassureurs | 807 | | | 807 |
| Total | 6 650 | | | 6 650 |

Ventilation par nature et entre activités Non Vie et Vie

| Nature | 31.12.18 | | | | 31.12.17 |
|---|------------------|--------------|------------------|-------------------|-------------------|
| | Activité Non Vie | Activité Vie | Autres activités | Montant net total | Montant net total |
| Dettes nées d'opérations d'assurance directe | 3 413 | | | 3 413 | 3 685 |
| Dettes nées d'opérations de réassurance | 2 430 | | | 2 430 | 2 897 |
| Dettes pour dépôts en espèces reçus des réassureurs | 807 | | | 807 | 618 |
| Total | 6 650 | | | 6 650 | 7 200 |

■ Dettes envers les entreprises du secteur bancaire

Ventilation par échéance

| Nature | 31.12.18 | | | Montant net total |
|--|--------------|---------------------|---------------|-------------------|
| | Echéances | | | |
| | Jusqu'à 1 an | Plus d'1 an à 5 ans | Plus de 5 ans | |
| Dettes envers les établissements de crédit | 6 259 | 13 986 | 2 830 | 23 075 |
| Total | 6 259 | 13 986 | 2 830 | 23 075 |

Ventilation par nature et par activité Non Vie et Vie

| Nature | 31.12.18 | | | | 31.12.17 |
|--|------------------|--------------|------------------|-------------------|-------------------|
| | Activité Non Vie | Activité Vie | Autres activités | Montant net total | Montant net total |
| Dettes envers les établissements de crédit | 205 | | 22 870 | 23 075 | 23 301 |
| Total | 205 | | 22 870 | 23 075 | 23 301 |

■ Autres dettes

Ventilation par échéance

| Nature | 31.12.18 | | | Montant net total |
|---|----------------|---------------------|---------------|-------------------|
| | Echéances | | | |
| | Jusqu'à 1 an | Plus d'1 an à 5 ans | Plus de 5 ans | |
| Autres emprunts, dépôts et cautionnements reçus | | | | |
| Personnel | 34 246 | | | 34 246 |
| Etat, organismes de Sécurité Sociale et collectivités publiques | 39 643 | | | 39 643 |
| Créanciers divers | 101 045 | | 725 | 101 770 |
| Total | 174 934 | | 725 | 175 659 |

Ventilation par nature et par activité

| Nature | 31.12.18 | | | | 31.12.17 |
|---|------------------|--------------|------------------|-------------------|-------------------|
| | Activité Non Vie | Activité Vie | Autres activités | Montant net total | Montant net total |
| Autres emprunts, dépôts et cautionnements reçus | | | | | |
| Personnel | 287 | | 33 959 | 34 246 | 28 522 |
| Etat, organismes de Sécurité Sociale et collectivités publiques | 1 677 | | 37 966 | 39 643 | 34 993 |
| Créanciers divers | 3 750 | | 98 020 | 101 770 | 95 568 |
| Total | 5 714 | | 169 945 | 175 659 | 159 083 |

■ Comptes de régularisation – passif

Ventilation par nature et par activité

| Nature | 31.12.18 | | | | 31.12.17 |
|--------------------------|------------------|--------------|------------------|-------------------|-------------------|
| | Activité Non Vie | Activité Vie | Autres activités | Montant net total | Montant net total |
| Impôts différés passif | | | 583 | 583 | 74 |
| Produits perçus d'avance | 72 | | 759 | 831 | 1 328 |
| Total | 72 | | 1 342 | 1 414 | 1 402 |

■ Tableau des engagements reçus et donnés

| | 31.12.18 | | | 31.12.17 |
|---|-----------|--------|--------|----------|
| | Assurance | Autres | Total | Total |
| Engagements reçus | 695 | 4 505 | 5 200 | 4 257 |
| Engagements donnés | | 35 413 | 35 413 | 37 807 |
| - avals, cautions et garanties de crédit | | 34 399 | 34 399 | 37 093 |
| - titres et actifs acquis avec engagements de revente | | | | |
| - autres engagements sur titres, actifs ou revenus | | 1 014 | 1 014 | 714 |
| - autres engagements donnés | | | | |
| Valeurs reçues en nantissement des cessionnaires et rétrocessionnaires | | | | |
| Valeurs remises par des organismes réassurés avec caution solidaire ou avec substitution | | | | |
| Valeurs appartenant à des institutions de prévoyance | | | | |
| Autres valeurs détenues pour le compte de tiers | | | | |

Les engagements hors bilan donnés concernent essentiellement des cautions bancaires et des garanties sur des paiements de loyers. A l'occasion de diverses opérations sur des participations stratégiques (IMA Benelux, WIA), IMA SA a été conduite en 2011 à prendre et à recevoir des garanties de ventes ou de rachats sur titres à dire d'expert d'actions. Cela a été aussi le cas en 2018 pour IMA Participations (Mobility 24).

Informations complémentaires sur les postes du compte de résultat

Ventilation des primes brutes émises

| Libellés | 31.12.18 | 31.12.17 |
|--------------|----------------|---------------|
| France | 77 292 | 69 387 |
| UE | 37 360 | 28 512 |
| Total | 114 652 | 97 899 |

Ventilation des primes acquises et des provisions techniques brutes par catégorie

| Catégories | 31.12.18 | | 31.12.17 | |
|---------------------------------------|-----------------|-----------------------|-----------------|-----------------------|
| | Primes acquises | Provisions techniques | Primes acquises | Provisions techniques |
| Affaires directes | 90 015 | 31 493 | 79 554 | 28 452 |
| Acceptations en réassurance (Non Vie) | 21 645 | 5 384 | 18 001 | 5 435 |
| Total | 111 660 | 36 877 | 97 555 | 33 887 |

Chiffre d'affaires des autres activités

| | 31.12.18 | 31.12.17 |
|------------------------------------|----------------|----------------|
| Prestations d'assistance | 586 452 | 536 783 |
| Abonnés télésurveillance | 34 471 | 32 998 |
| Télédiagnostic et autres activités | 39 371 | 27 908 |
| Total | 660 294 | 597 689 |

Autres produits d'exploitation

| | 31.12.18 | 31.12.17 |
|--|--------------|--------------|
| Reprises sur provisions pour dépréciation des immobilisations et pour risques et charges | 964 | 1 675 |
| Autres | 2 542 | 2 649 |
| Total | 3 506 | 4 324 |

■ **Produits financiers nets de charges**

| | Assurance Non Vie | Assurance Vie | Autres activités | Total 31.12.18 | Total 31.12.17 |
|---|-------------------|---------------|------------------|----------------|----------------|
| Revenus des placements | 283 | | | 283 | 254 |
| Autres produits de placements | 73 | | | 73 | 31 |
| Produits provenant de la réalisation des placements | 136 | | | 136 | 212 |
| Ajustements ACAV (plus-values) | | | | | |
| Total produits financiers | 492 | | | 492 | 497 |
| Frais int. et ext. de gestion des placements | -311 | | | -311 | -295 |
| Autres charges des placements | -72 | | | -72 | -88 |
| Pertes provenant de la réalisation des placements | -10 | | | -10 | -136 |
| Ajustements ACAV (moins values) | | | | | |
| Total charges financières | -393 | | | -393 | -519 |
| Produits financiers nets de charges Assurances | 99 | | | 99 | -22 |
| Sociétés non assurance (autres activités) | | | | | |
| Produits financiers | | | 309 | 309 | 724 |
| Charges financières | | | -922 | -922 | -946 |
| Résultat financier des autres activités | | | -613 | -613 | -222 |
| Produits financiers nets de charges | | | | -514 | -244 |

■ **Charges des prestations d'assurance**

| | Assurance Non Vie | Assurance Vie | Total 31.12.18 | Total 31.12.17 |
|--|-------------------|---------------|----------------|----------------|
| Prestations et frais payés | 77 989 | | 77 989 | 69 552 |
| Charges des provisions pour sinistres (variations) | 1 488 | | 1 488 | 2 747 |
| Charges des autres provisions techniques | -26 | | -26 | -227 |
| Participation aux résultats | -1 123 | | -1 123 | 1 637 |
| Total | 78 328 | | 78 328 | 73 709 |

■ **Charges ou produits nets des cessions en réassurance**

| | Assurance Non Vie | Assurance Vie | Total 31.12.18 | Total 31.12.17 |
|--|-------------------|---------------|----------------|----------------|
| Primes cédées | 5 990 | | 5 990 | 5 484 |
| Variation des primes non acquises et risques en cours cédées | -230 | | -230 | -422 |
| Charges de sinistres cédées | -3 055 | | -3 055 | -3 353 |
| Participation aux résultats | | | | |
| Commissions cédées | -1 583 | | -1 583 | -1 305 |
| Total | 1 122 | | 1 122 | 404 |

■ **Détail des charges des autres activités**

| | 31.12.18 | 31.12.17 |
|---|----------------|----------------|
| Frais de sinistres prestations | 349 420 | 319 384 |
| Rabais, remises, ristournes obtenues assistance | -1 837 | -775 |
| Autres | 294 | 298 |
| Total | 347 877 | 318 907 |

■ **Charges de gestion**

| | Assurance Non Vie | Assurance Vie | Autres activités | Total 31.12.18 | Total 31.12.17 |
|---|-------------------|---------------|------------------|----------------|----------------|
| Sociétés d'assurance | | | | | |
| Frais d'acquisition | 13 383 | | | 13 383 | 9 997 |
| Frais d'administration | 4 534 | | | 4 534 | 3 982 |
| Autres charges techniques | 4 967 | | | 4 967 | 2 872 |
| Participation des salariés | | | | | |
| Sociétés non assurance (autres activités) | | | | | |
| Charges de personnel (y compris participation des salariés) | | | 193 778 | 193 778 | 173 443 |
| Autres charges d'exploitation | | | 77 381 | 77 381 | 66 203 |
| Impôts et taxes | | | 20 419 | 20 419 | 19 162 |
| Dotations aux amortissements et aux provisions | | | 23 623 | 23 623 | 21 490 |
| Total | 22 884 | | 315 201 | 338 085 | 297 149 |

■ **Autres produits nets**

| | 31.12.18 | 31.12.17 |
|--|------------|-----------|
| Rabais, remises, ristournes accordées assistance | 0 | 0 |
| Autres produits | 108 | 32 |
| Total | 108 | 32 |

■ **Résultat exceptionnel**

| | 31.12.18 | 31.12.17 |
|---|------------|-------------|
| Produits exceptionnels | | |
| Produits sur exercices antérieurs | 247 | 120 |
| Produits des cessions d'éléments actifs | 147 | 48 |
| Quote-part de subvention d'investissement virée au compte de résultat | | |
| Reprises sur dépréciations et provisions | | |
| Autres produits exceptionnels | 593 | 424 |
| Total produits exceptionnels | 987 | 592 |
| Charges exceptionnelles | | |
| Charges sur exercices antérieurs | 60 | 25 |
| Pertes sur avances de fonds | | |
| Pertes sur créances | | |
| Charges sur cessions d'éléments d'actifs | 526 | 295 |
| Autres charges exceptionnelles | 101 | 639 |
| Total charges exceptionnelles | 687 | 959 |
| Résultat exceptionnel | 300 | -367 |

■ Impôts sur les résultats

La charge d'impôt du Groupe est constituée par la somme de la charge d'impôt exigible et de la charge d'impôt différé.

Au 31 décembre 2018, cette somme conduit à constater une charge d'impôt de 545 K€.

| | 31.12.18 | 31.12.17 |
|-------------------------|------------|-----------|
| Charge d'impôt exigible | 264 | 380 |
| Charge d'impôt différé | 281 | -318 |
| Total | 545 | 62 |

La charge d'impôt théorique s'élève à :

| | 31.12.18 | 31.12.17 |
|---|--------------|--------------|
| Résultat net consolidé | 10 402 | 9 485 |
| Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence | -1 005 | -727 |
| Charge nette d'impôt | 545 | 62 |
| Résultat avant impôt | 9 942 | 8 820 |
| Taux d'impôt théorique | 34,43 % | 34,43 % |
| Charge théorique d'impôt | 3 423 | 3 037 |

L'écart entre la charge d'impôt théorique et la charge nette d'impôt s'analyse de la manière suivante :

| | 31.12.18 | 31.12.17 |
|--|------------|-----------|
| Charge théorique d'impôt | 3 423 | 3 037 |
| Différences permanentes | -3 030 | -2 947 |
| Différences de taux liées aux pays | -143 | -568 |
| Retraitements de consolidation n'ayant pas donné lieu à calcul d'impôt différé | -76 | 208 |
| Impact des déficits | 371 | 332 |
| Autres impôts exigibles | | |
| Charge nette d'impôt | 545 | 62 |

■ Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions

| Libellés | 31.12.18 | 31.12.17 |
|---|---------------|---------------|
| Dotations aux amortissements | 21 872 | 20 029 |
| Dotations aux dépréciations et aux provisions | 1 987 | 1 594 |
| Total | 23 859 | 21 623 |

■ Personnel

| Effectif moyen du personnel | 31.12.18 | | | 31.12.17 |
|-----------------------------|-----------|------------------|--------------|--------------|
| | Assurance | Autres activités | Total | |
| Cadres | 24 | 683* | 707 | 655 |
| Techniciens | 25 | 3 162** | 3 187 | 2 941 |
| Total | 49 | 3 845 | 3 894 | 3 596 |
| Charges de personnel | 2 978 | 193 669 | 196 647 | 176 270 |

L'effectif moyen ci-dessus inclut la quote-part contrôlée des effectifs employés par les entreprises consolidées par intégration proportionnelle en 2018 (* cadres : 5, ** techniciens : 28) et exclut le Maroc.

L'effectif des personnels sous contrat à durée indéterminée au 31.12.18 représente 3 277 personnes (hors Maroc et incluant la quote-part des effectifs employés par les entreprises consolidées par intégration proportionnelle).

■ Honoraires des Commissaires aux comptes

- Honoraires comptabilisés au titre du contrôle légal des comptes : 519 K€.

dont Mazars : 315 K€
Groupe Y : 194 K€
Marca Cardinal : 10 K€

- Honoraires comptabilisés au titre des autres services réalisés par les commissaires aux comptes : 45 K€.

dont Mazars : 37 K€
Groupe Y : 8 K€

Comptes de résultats sectoriels

Compte technique de l'assurance Non Vie

| | Opérations brutes | Cessions et rétrocessions | Opérations nettes 31.12.18 | Opérations nettes 31.12.17 |
|--|-------------------|---------------------------|----------------------------|----------------------------|
| Primes acquises | 111 660 | -5 760 | 105 900 | 92 493 |
| - Primes | 114 653 | -5 990 | 108 663 | 92 415 |
| - Variation des primes non acquises | -2 993 | 230 | -2 763 | 78 |
| Part du compte technique dans les produits nets de placements | 58 | | 58 | 37 |
| Autres produits techniques | 1 015 | | 1 015 | 715 |
| Charges de sinistres | -79 477 | 3 055 | -76 422 | -68 946 |
| - Prestations et frais payés | -77 989 | 2 866 | -75 123 | -65 997 |
| - Charges des provisions pour sinistres | -1 488 | 189 | -1 299 | -2 949 |
| Charges des autres provisions techniques | 26 | | 26 | 227 |
| Participation aux résultats | 1 123 | | 1 123 | -1 637 |
| Frais d'acquisition et d'administration | -17 917 | 1 583 | -16 334 | -12 674 |
| - Frais d'acquisition | -13 383 | | -13 383 | -9 997 |
| - Frais d'administration | -4 534 | | -4 534 | -3 982 |
| - Commissions reçues des réassureurs | | 1 583 | 1 583 | 1 305 |
| Autres charges techniques | -4 967 | | -4 967 | -2 872 |
| Variation de la provision pour égalisation | | | | |
| Résultat technique de l'assurance Non Vie | 11 521 | -1 122 | 10 399 | 7 343 |
| Participation des salariés | | | | |
| Produits nets des placements hors part du compte technique | 41 | | 41 | -59 |
| Résultat de l'exploitation courante | 11 562 | -1 122 | 10 440 | 7 284 |

■ Comptes d'exploitation des autres activités

| | 31.12.18 | 31.12.17 |
|---|-------------|--------------|
| Chiffre d'affaires | 660 294 | 597 689 |
| Autres produits d'exploitation | 2 491 | 3 609 |
| Achats consommés | -347 877 | -318 907 |
| Charges de personnel (y compris la participation des salariés) | -193 778 | -173 443 |
| Autres charges d'exploitation | -77 381 | -66 203 |
| Impôts et taxes | -20 419 | -19 162 |
| Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions | -23 623 | -21 490 |
| Résultat d'exploitation | -293 | 2 093 |
| Produits financiers | 309 | 724 |
| Charges financières | -922 | -946 |
| Résultat de l'exploitation courante | -906 | 1 871 |

▸ Événements postérieurs à la clôture de l'exercice

Aucun événement important n'est intervenu sur la période allant de la date d'arrêté des comptes consolidés et la date à laquelle ils ont été établis.

2.5

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les Comptes Consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2018

A l'Assemblée Générale de la société Inter Mutuelles Assistance SA,

1 ► Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Inter Mutuelles Assistance SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2 ► Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

3 ► Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice :

- Certains postes techniques propres à l'assurance, à l'actif et au passif des comptes consolidés de votre Groupe, sont estimés en utilisant des données statistiques et des techniques actuarielles. Il en est ainsi notamment des provisions techniques. Les modalités de détermination de ces éléments ainsi que les montants concernés sont relatées dans la note « Provisions techniques » de l'annexe.

Nous nous sommes assurés de la cohérence d'ensemble des hypothèses et des modèles de calcul retenus par votre Groupe ainsi que de la conformité des évaluations obtenues avec les exigences de son environnement réglementaire et économique.

- Votre Groupe détaille les modalités de valorisation et de dépréciation retenues pour les placements dans la note « Placements financiers » de l'annexe aux comptes.

Nous avons vérifié que les valorisations et les dépréciations retenues étaient cohérentes avec l'intention de détention de ces titres par le Groupe et examiné, en tant que de besoin, les données, les hypothèses retenues et la documentation préparée dans ce cadre.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

4 ► Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations données dans le rapport sur la gestion du Groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nous attestons que la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L.225-102-1 du Code de commerce figure dans le rapport sur la gestion du Groupe, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L.823-10 de ce Code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

5 ► Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à pour-

suivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire.

6 ► Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Niort et à Paris La Défense, le 20 mai 2019

Les Commissaires aux Comptes

GROUPE Y AUDIT



Christophe MALÉCOT

MAZARS



Pascal PARANT

Nicolas DUSSON

GROUPE Y AUDIT

Siège social : 53 rue des Marais - CS 18421 - 79 024 Niort Cedex
Tel : +33 (0) 5 49 32 49 01 - Fax : +33 (0) 5 49 32 49 17
Société par actions simplifiée d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes
Capital de 37 000 Euros - RCS Niort B 377 530 563

MAZARS

Siège social : 61 rue Henri Regnault - 92075 Paris La Défense Cedex
Tel : +33 (0) 1 49 97 60 00 - Fax : +33 (0) 1 49 97 60 01
Société Anonyme d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes à Directoire et Conseil de Surveillance
Capital de 8 320 000 Euros - RCS Nanterre B 784 824 153

Description détaillée des responsabilités des commissaires aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments

collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.



03

COMPTES IMA SA

| | | | |
|--|-----------|---|-----------|
| 3.1 Bilan | 72 | 3.4 Rapports des Commissaires aux Comptes | 92 |
| Bilan actif | 72 | Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels | 92 |
| Bilan passif | 73 | Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées | 95 |
| 3.2 Compte de résultat | 74 | | |
| 3.3 Annexe aux comptes | 76 | | |
| Faits caractéristiques de l'exercice | 76 | | |
| Principes comptables et modes d'évaluation retenus | 76 | | |
| Changement de méthode | 77 | | |
| Événements marquants depuis la clôture de l'exercice | 77 | | |
| Informations complémentaires sur le bilan | 78 | | |
| Etats des placements et de la trésorerie | 80 | | |
| Informations complémentaires sur les autres postes du passif | 87 | | |
| Autres informations sur les postes du bilan | 87 | | |
| Engagements hors bilan | 88 | | |
| Informations sur le compte de résultat | 89 | | |
| Autres informations | 91 | | |

3.1 Bilan

Bilan actif

| Rubriques | Montant Brut | Amortissements | 31/12/2018 | 31/12/2017 |
|--|--------------------|------------------|--------------------|--------------------|
| Capital souscrit non appelé | | | | |
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Frais d'établissement | | | | |
| Frais de recherche et développement | | | | |
| Concessions, brevets et droits similaires | | | | |
| Fonds commercial | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | |
| Avances, acomptes sur immo. incorporelles | | | | |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions | | | | |
| Installations techniques, matériel, outillage | | | | |
| Autres immobilisations corporelles | 300 | | 300 | 300 |
| Immobilisations en cours | | | | |
| Avances et acomptes | | | | |
| Immobilisations financières | | | | |
| Participations par mise en équivalence | | | | |
| Autres participations | 73 041 373 | 3 872 782 | 69 168 591 | 51 381 499 |
| Créances rattachées à des participations | 3 164 888 | | 3 164 888 | |
| Autres titres immobilisés | | | | |
| Prêts | | | | |
| Autres immobilisations financières | | | | |
| Actif immobilisé | 76 206 561 | 3 872 782 | 72 333 779 | 51 381 799 |
| Stocks et en-cours | | | | |
| Matières premières, approvisionnements | | | | |
| En-cours de production de biens | | | | |
| En-cours de production de services | | | | |
| Produits intermédiaires et finis | | | | |
| Marchandises | | | | |
| Avances et acomptes versés/commandes | | | | |
| Créances | | | | |
| Créances clients et comptes rattachés | 10 436 | | 10 436 | |
| Autres créances | 50 095 533 | | 50 095 533 | 19 758 513 |
| Capital souscrit et appelé, non versé | | | | |
| Divers | | | | |
| Valeurs mobilières de placement (dont actions propres) | 42 321 751 | 326 538 | 41 995 213 | 40 312 753 |
| Disponibilités | 10 989 602 | | 10 989 602 | 5 635 471 |
| Comptes de régularisation | | | | |
| Charges constatées d'avance | | | | |
| Actif circulant | 103 417 322 | 326 538 | 103 090 784 | 65 706 737 |
| Charges à répartir sur plusieurs exercices | | | | |
| Primes de remboursement des obligations | | | | |
| Ecarts de conversion actif | 329 | | 329 | |
| TOTAL GENERAL | 179 624 212 | 4 199 320 | 175 424 892 | 117 088 536 |

Bilan passif

| Rubriques | 31/12/2018 | 31/12/2017 |
|--|--------------------|--------------------|
| Capital social ou individuel (dont versé : 34 718 854) | 34 718 854 | 31 407 217 |
| Primes d'émission, de fusion, d'apport | 38 209 150 | 21 485 819 |
| Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence) | | |
| Réserve légale | 2 880 105 | 2 804 531 |
| Réserves statutaires ou contractuelles | 9 833 | 9 833 |
| Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours) | 7 353 | 7 353 |
| Autres réserves (dont achat d'oeuvres originales artistes) | | |
| Report à nouveau | 27 874 952 | 26 439 055 |
| Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte) | 4 201 690 | 1 511 470 |
| Subventions d'investissement | | |
| Provisions réglementées | | |
| Capitaux propres | 107 901 935 | 83 665 277 |
| Produits des émissions de titres participatifs | | |
| Avances conditionnées | | |
| Autres fonds propres | | |
| Provisions pour risques | 329 | |
| Provisions pour charges | | |
| Provisions pour risques et charges | 329 | |
| Dettes financières | | |
| Emprunts obligataires convertibles | | |
| Autres emprunts obligataires | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 3 651 099 | 193 |
| Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs) | | |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | |
| Dettes d'exploitation | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 3 142 707 | 99 155 |
| Dettes fiscales et sociales | | 35 078 |
| Dettes diverses | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | |
| Autres dettes | 60 728 821 | 33 288 833 |
| Comptes de régularisation | | |
| Produits constatés d'avance | | |
| Dettes | 67 522 628 | 33 423 259 |
| Ecarts de conversion passif | | |
| TOTAL GENERAL | 175 424 892 | 117 088 536 |
| Résultat de l'exercice en centimes | 4 201 689,83 | |
| Total du bilan en centimes | 175 424 891,89 | |

3.2

Compte de résultat

| Rubriques | France | Exportation | 31/12/2018 | 31/12/2017 |
|--|--------|-------------|--------------------|--------------------|
| Ventes de marchandises | | | | |
| Production vendue de biens | | | | |
| Production vendue de services | | | | |
| Chiffres d'affaires nets | | | | |
| Production stockée | | | | |
| Production immobilisée | | | | |
| Subventions d'exploitation | | | | |
| Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges | | | | |
| Autres produits | | | 16 971 | 22 772 |
| Produits d'exploitation | | | 16 971 | 22 772 |
| Achats de marchandises (y compris droits de douane) | | | | |
| Variation de stock (marchandises) | | | | |
| Achats matières premières, autres approvisionnements (et droits de douane) | | | | |
| Variations de stock (matières premières et approvisionnements) | | | | |
| Autres achats et charges externes | | | 4 208 261 | 3 257 834 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | | | 853 | 524 |
| Salaires et traitements | | | | |
| Charges sociales | | | | |
| Dotations d'exploitation | | | | |
| Sur immobilisations : dotations aux amortissements | | | | |
| Sur immobilisations : dotations aux provisions | | | | |
| Sur actif circulant : dotations aux provisions | | | | |
| Pour risques et charges : dotations aux provisions | | | 329 | |
| Autres charges | | | 15 438 | 30 000 |
| Charges d'exploitation | | | 4 224 881 | 3 288 358 |
| Résultat d'exploitation | | | (4 207 910) | (3 265 587) |
| Opérations en commun | | | | |
| Produits financiers de participations | | | | |
| Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | | | | |
| Autres intérêts et produits assimilés | | | | |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | | | 3 087 125 | 2 553 759 |
| Différences positives de change | | | | |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | 110 020 | 246 212 |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | | | 2 160 140 | 5 266 |
| Différences positives de change | | | | |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | 51 207 | 188 254 |
| Produits financiers | | | 5 408 492 | 2 993 492 |
| Dotations financières aux amortissements et provisions | | | 759 212 | 1 644 076 |
| Intérêts et charges assimilés | | | 15 273 | 654 |
| Différences négatives de change | | | | |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | 70 962 | 935 |
| Charges financières | | | 845 447 | 1 645 664 |
| Résultat financier | | | 4 563 045 | 1 347 828 |
| Résultat courant avant impôts | | | 355 135 | (1 917 759) |

| Rubriques | 31/12/2018 | 31/12/2017 |
|--|--------------------|--------------------|
| Produits exceptionnels sur opérations de gestion | 1 | |
| Produits exceptionnels sur opérations en capital | 128 680 | |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | | |
| Produits exceptionnels | 128 680 | |
| Charges exceptionnelles sur opérations de gestion | 19 | 1 |
| Charges exceptionnelles sur opérations en capital | 29 786 | |
| Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions | | |
| Charges exceptionnelles | 29 805 | 1 |
| Résultat exceptionnel | 98 875 | |
| Participation des salariés aux résultats de l'entreprise | | |
| Impôts sur les bénéfices | (3 747 680) | (3 429 230) |
| Total des produits | 5 554 144 | 3 016 263 |
| Total des charges | (1 352 454) | (1 504 793) |
| Bénéfice ou perte | 4 201 690 | 1 511 470 |

3.3

Annexe aux comptes

► **Faits caractéristiques de l'exercice**

En tant que société holding, IMA SA détient des participations dans les sociétés du Groupe pour une valeur nette de 60 M€. Elle assure le financement de ses filiales.

En 2018, IMA SA a procédé à deux augmentations de capital avec primes d'émission:

La première, en février 2018, de 641 K€ en capital assortie d'une prime d'émission de 3 237 K€

La seconde, en novembre 2018, de 2 671 K€ en capital, avec une prime d'émission de 13 487 K€

Au cours de l'exercice, IMA SA a pris des participations dans quatre nouvelles sociétés :

- 100 % des titres IMA Innovation et IMA Participations
- 25 % des titres Healthcase
- 20 % des titres IMA Protect Italia

La société a réalisé une plus-value latente de 99K€ sur la liquidation de la SCI DU GEMA (fermeture intervenant après la cession du bâtiment situé à Paris).

IMA SA a procédé à des avances en compte-courant au profit des filiales suivantes :

- 530 K€ pour IMA DEUTSCHLAND
- 30 K€ pour IMA UK
- 2 336 K€ pour IMA Technologies dans le cadre des travaux immobiliers en cours

IMA SA a apporté également un soutien financier à la société Healthcase via une avance en compte-courant de 251K€.

IMA SA a perçu 3 087 K€ de dividendes (1 500 K€ d'IMA Assurances, 550 K€ d'IMA Protect, 500 K€ d'Assurima, 200 K€ d'IMA Voyages, 237 K€ de Wafa-IMA et 100 K€ d'IMA Technologies).

Les revenus de placements basés sur des investissements à court et moyen terme s'établissent à -0,82 % en moyenne en 2018.

Le taux EONIA ressort en moyenne sur 2018 à -0,3629 %, le taux EURIBOR 3 mois à -0,3221 % et le taux EURIBOR 12 mois à -0,1732 %.

Le résultat financier, incluant les dotations/reprises aux dépréciations des titres de participation et des valeurs mobilières de placement, ressort à 4 563 K€ contre 1 348 K€ en 2017.

► **Principes comptables et modes d'évaluation retenus**

Les présents comptes ont été établis conformément :

- Aux dispositions des articles L 123-12 à L 123-28 du Code de commerce ;
- Aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur en France : Le règlement de l'ANC 2016-07 du 4 novembre 2016, modifiant le règlement 2014-

03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, a été homologué par arrêté du 26 décembre 2016.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité d'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Bilan actif

■ **Actif immobilisé**

Immobilisations incorporelles

La société ne possède aucune immobilisation incorporelle.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat majoré des frais accessoires).

Les amortissements sont calculés en fonction de la durée réelle d'utilisation selon le mode linéaire.

Immobilisations financières

Placements dans des entreprises liées et dans des entreprises avec un lien de participation

Les titres de participation sont représentés essentiellement par les actions détenues par notre société dans ses filiales. Ils sont enregistrés au bilan à leur coût d'acquisition.

L'évaluation des titres est effectuée sur la base de l'actif net comptable et d'éléments prévisionnels. Les titres en moins-value font l'objet d'un examen en vue de déterminer le caractère durable de la dépréciation.

Suite à l'annonce de la fermeture de la filiale, une dépréciation complémentaire de 434 K€ des titres IMA UK a été réalisée à hauteur de la situation nette négative, portant ainsi la provision totale de 1 420 K€ à fin décembre 2018.

En raison de bonnes perspectives futures, liées notamment aux appels d'offre Peugeot, Renault et Nissan remportés en 2018, la dépréciation relative à la société IMA Services a été reprise dans son intégralité pour 2 140 K€.

Autres titres immobilisés

Il s'agit des titres, autres que les titres de participation, que notre société a l'intention de conserver durablement. Ils sont représentatifs de parts de capital ou de placements à long terme.

Leur détention n'est pas directement liée à l'activité de la société. Ils sont comptabilisés à leur coût d'acquisition.

■ Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation est pratiquée pour les créances lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

■ Valeurs mobilières de placement

Ces valeurs représentent des parts d'OPCVM, des certificats de dépôt négociables et des comptes à terme. Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

La valeur d'inventaire de ces titres est calculée sur la base du dernier jour coté au jour de l'inventaire.

Une dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'entrée.

Le montant brut total du poste "valeurs mobilières de placement" au 31 décembre 2018 est de 42 321 751 euros.

Ces placements représentent pour une partie la contrepartie de la centralisation de trésorerie (sommes prêtées par les autres sociétés du Groupe pour 10 813 K€) et, pour le solde des fonds propres d'IMA SA (31 508 K€).

Au 31 décembre 2018, la valeur du poste est la suivante (montants en K€)

| | Valeur d'achat | Valeur d'inventaire | Plus-value latente | Dépréciations titres |
|--|----------------|---------------------|--------------------|----------------------|
| Parts d'OPCVM | 9 001 | 8 675 | 31 | 327 |
| Certificats de dépôt, comptes à terme* | 33 320 | 33 320 | | |
| TOTAL | 42 321 | 41 995 | 31 | 327 |

*Certificats de dépôt et comptes à terme sont présentés hors intérêts courus et non échus au 31/12/2018 (92 K€)

■ Comptes de régularisation actif

Les charges payées au cours de l'exercice mais non imputables à ce dernier sont portées en charges constatées d'avance.

Bilan passif

■ Capitaux propres

Le capital social est composé de 2 278 140 actions de 15,24 euros, entièrement libérées.

■ Provisions

Une provision pour pertes de change a été constatée pour 329 € au 31 décembre 2018.

■ Dettes financières

Les dettes sont enregistrées pour leur valeur nominale de remboursement.

Dans le cas de notre société, les dettes financières sont essentiellement constituées d'un nouvel emprunt souscrit en 2018 à échéance en 2023.

■ Hors bilan

La société a donné des engagements financiers pour un montant de 117 729 K€.

Ces engagements sont essentiellement des cautions sur des baux et des emprunts souscrits par ses filiales, ainsi que les passifs externes des GIE et SCI dans lesquels elle a des participations.

Elle a reçu des engagements pour 4 205 K€. Ces opérations sont détaillées dans le chapitre "Engagements hors bilan".

► Changement de méthode

■ Changement de méthode d'évaluation

Aucun changement notable de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

■ Changement de méthode de présentation

Conformément au règlement ANC n°2015-05, les écarts de change sur créances et dettes commerciales sont reclassés en résultat d'exploitation à compter de 2018.

► Événements marquants depuis la clôture de l'exercice

Aucun fait significatif n'est intervenu entre le 31 décembre et la date de rédaction du présent document.

Informations complémentaires sur le bilan

Les montants ci-après sont présentés en milliers d'euros.

Actif immobilisé et créances rattachées

Analyse des variations de certains postes d'actif immobilisé

| Nature | Valeur brute début d'exercice | Augmentation | Diminution | Valeur brute fin d'exercice |
|---|-------------------------------|---------------|------------|-----------------------------|
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| Immobilisations financières | | | | |
| . Participations par mise en équilibre | | | | |
| . Autres participations | 48 174 | 16 111 | 29 | 64 256 |
| . Autres titres immobilisés | 252 | | | 252 |
| . Prêts et autres immobilisations financières | 8 534 | | | 8 534 |
| . Autres créances rattachées à des participations | | 3 165 | | 3 165 |
| Total | 56 960 | 19 276 | 29 | 76 207 |

Actif avec clause de réserve de propriété

Aucune acquisition d'immobilisation non réglée au 31 décembre 2018.

Décomposition de la variation des dépréciations liées à l'actif immobilisé

| Nature | Dépréciations cumulées début d'exercice | Dotations aux dépréciations de l'exercice | Reprises sur dépréciations de l'exercice | Dépréciations cumulées fin d'exercice |
|---|---|---|--|---------------------------------------|
| Immobilisations financières | | | | |
| . Autres participations | 5 579 | 434 | 2 140 | 3 873 |
| . Autres titres immobilisés | | | | |
| . Prêts et autres immobilisations financières | | | | |
| Créances | | | | |
| . Autres créances rattachées à des participations | | | | |
| Total | 5 579 | 434 | 2 140 | 3 873 |

| Nature | Valeur brute fin d'exercice | Dépréciations | Valeur nette fin d'exercice |
|---|-----------------------------|---------------|-----------------------------|
| Immobilisations financières | | | |
| . Autres participations | 64 256 | 3 873 (*) | 60 383 |
| . Autres titres immobilisés | 252 | | 252 |
| . Prêts et autres immobilisations financières | 8 534 | | 8 534 |
| Créances | | | |
| . Autres créances rattachées à des participations | 3 165 | | 3 165 |
| Total | 76 207 | 3 873 | 72 334 |

(*) Dépréciation des titres de participation 1 420 K€ IMA UK / 2 453 K€ Séréna

■ État des échéances des créances

| Nature | Montant | 1 an au plus | Plus d'1 an |
|---|---------------|---------------|-------------|
| Créances clients | 10 | 10 | |
| Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée | | | |
| Etat impôt sur les sociétés | 3 088 | 3 088 | |
| Groupe et Associés | 47 005 | 47 005 | |
| Débiteurs divers et produits à recevoir | 3 | 3 | |
| Total | 50 106 | 50 106 | |

■ Autres créances

Débiteurs actifs nets de dépréciations

| Nature | 31/12/2018 | 31/12/2017 |
|--|---------------|---------------|
| Comptes courants des entreprises liées | 47 005 | 16 191 |
| Débiteurs divers | 3 | 25 |
| Produits à recevoir | | |
| Charges constatées d'avance | | |
| Total | 47 008 | 16 216 |

Etat, Sécurité Sociale et collectivités publiques

| Nature | 31/12/2018 | 31/12/2017 |
|------------------------|--------------|--------------|
| Impôt sur les sociétés | 3 088 | 3 543 |
| Total | 3 088 | 3 543 |

■ Etat des échéances des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 67 523 K€.

| Nature | Montant brut | 1 an au plus | Plus d'1 an Moins de 5 ans | Plus de 5 ans |
|---|---------------|---------------|-------------------------------|---------------|
| Emprunts et dettes auprès d'établissement de crédit | 3 651 | 821 | 2 830 | |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 3 143 | 3 143 | | |
| Etat : Taxe sur la valeur ajoutée | | | | |
| Autres impôts, taxes et assimilés | | | | |
| Dettes : sur immobilisations | | | | |
| Groupe et associés* | 60 729 | 60 729 | | |
| Charges à payer | | | | |
| Total | 67 523 | 64 693 | 2 830 | |

(*) Dettes de cash pooling : 57 818 K€

■ **Autres dettes**

Etat, organismes Sécurité Sociale et collectivités publiques

| Libellés | 31/12/2018 | 31/12/2017 |
|------------------------|------------|------------|
| Impôt sur les sociétés | | |
| Charges à payer | | |
| Taxes collectées | | |
| Total | 0 | 0 |

Créditeurs divers nets

| Libellés | 31/12/2018 | 31/12/2017 |
|--|---------------|---------------|
| Comptes courants des entreprises liées | 60 326 | 32 356 |
| Dette d'intégration fiscale des filiales | 402 | 933 |
| Fournisseurs frais généraux | 2 913 | 0 |
| Charges à payer | 230 | 90 |
| Total | 63 871 | 33 379 |

► **Etats des placements et de la trésorerie**

Les montants ci-après sont présentés en milliers d'euros.

■ **Centralisation de trésorerie**

La centralisation de la trésorerie est une procédure qui consiste à faire remonter sur une même société, les encaissements et les décaissements affectant les comptes bancaires d'entités formant un groupe d'entreprises afin d'optimiser la gestion de la trésorerie.

Dans le Groupe IMA, c'est dans la société IMA SA que le compte centralisateur (ou compte pivot) est ouvert. IMA SA est chargée de collecter, de distribuer ou de placer les fonds disponibles.

La centralisation de trésorerie a été mise en place à compter du 1 mars 2006 sur les sociétés françaises du Groupe.

La position des soldes bancaires du 31 décembre 2018, apportée à la centralisation de la trésorerie, s'établit ainsi :

| Libellés | Solde bancaire reçu de la centralisation de trésorerie |
|------------------|--|
| Société Générale | 10 813 |
| Total | 10 813 |

Cette somme est comptabilisée au bilan pour les montants suivants :

| | | |
|--------|-----------------|------------|
| ACTIF | Autres créances | -47 005 K€ |
| PASSIF | Autres dettes | 57 818 K€ |
| | | <hr/> |
| | | 10 813 K€ |

La position globale de la trésorerie du compte centralisateur au 31 décembre 2018 s'établit ainsi

| | Société Générale |
|-----------------------------|------------------|
| IMA GIE | -23 934 |
| IMA Assurances | 20 966 |
| IMA Services | -8 599 |
| IMA Voyages | 12 |
| ASSURIMA | 10 094 |
| IMA Technologies | 5 213 |
| IMA Protect | 6 079 |
| SCI Bellune | -4 554 |
| Inter Mutuelles Habitat GIE | -9 918 |
| IMA Participations | 5 500 |
| IMA Innovation | 9 800 |
| Domissima | 14 |
| Séréna | 140 |
| Total | 10 813 |

La centralisation de trésorerie repose sur des mouvements effectifs de fonds entre le compte centralisateur et les comptes participants et génère, par conséquent, une relation de prêt/emprunt intragroupe nécessitant la mise en place d'une rémunération calculée de la façon suivante :

Les avances consenties portent intérêt au taux Eonia -0,20 (avec un taux minimum de 0 %) sur les positions créditrices (emprunts) et Eonia +0,20 sur les positions débitrices (prêts).

Ces rémunérations ressortent comme suit pour l'exercice :

| | Intérêts versés | Intérêts perçus |
|---------------|-----------------|-----------------|
| Exercice 2018 | 0 | 0 |

■ **Placements**

Etat détaillé des placements IMA SA au 31/12/18

Les montants ci-après sont présentés en euros.

| Codes ISIN | Nombre et désignation des valeurs | Localisation | Valeur inscrite au bilan | | Valeur nette au bilan | Valeur de réalisation |
|--|---|--------------|--------------------------|-------------------|-----------------------|-----------------------|
| | | | Valeur brute | Correction valeur | | |
| Valeurs immobilières de placement | | | | | | |
| OPCVM | | | | | | |
| FR0000008997 | OFI RS LIQUIDITES | FRANCE | 1 065 311 | | 1 065 311 | 1 064 913 |
| FR0000011066 | OFI GLOBAL BOND ABSOLUTE RETURN | FRANCE | 390 393 | 12 459 | 377 934 | 377 934 |
| FR0000979866 | OFI RS EURO CREDIT SHORT TERM I | FRANCE | 2 668 672 | | 2 668 672 | 2 692 249 |
| FR0010191908 | ECOFI CONVERTIBLES EURO | FRANCE | 447 462 | 44 219 | 403 243 | 403 243 |
| FR0010473991 | SYCOMORE L/S OPPORTUNITES I | FRANCE | 300 322 | 27 746 | 272 576 | 272 576 |
| FR0010814806 | TIKEHAU TAUX VARIABLES | FRANCE | 624 787 | 5 159 | 619 628 | 619 628 |
| FR0011790492 | BDL REMPART EUROPE I | FRANCE | 194 668 | 6 953 | 187 715 | 187 715 |
| FR0012046621 | OFI RS EURO EQUITY SMART BETA | FRANCE | 176 205 | 25 058 | 151 146 | 151 146 |
| FR0013304391 | OFI RISK ARB ABSOLU RF | FRANCE | 644 847 | | 644 847 | 653 402 |
| FR0013305026 | OFI RS EURO CONVERTIBLE BOND DEFENSIVE RF | FRANCE | 321 984 | 25 248 | 296 736 | 296 736 |
| FR0013309036 | OFI RS PRUDENT RF | FRANCE | 298 110 | 12 360 | 285 750 | 285 750 |
| IE0033758917 | MUZINICH ENHANCEDYIELD SHORT TERM | IE | 294 432 | 6 432 | 287 999 | 287 999 |
| LU0185497350 | OFI INVEST RS ETHICAL EUROPEAN EQ I | FRANCE | 89 462 | | 89 462 | 89 110 |
| LU0227127643 | AXA WF EURO CDT SHORT DUR I | FRANCE | 67 935 | | 67 935 | 67 665 |
| LU0336374540 | OFI FUND GLOBAL CONVERTIBLE BOND I | FRANCE | 267 640 | 9 345 | 258 295 | 258 295 |
| LU1111643042 | ELEVA EUROPEAN SELECTION | LUXEMBOURG | 132 993 | 16 845 | 116 148 | 116 148 |
| LU1161526659 | EDR FUND - BOND ALLOCATION K EUR | LUXEMBOURG | 335 790 | 7 770 | 328 020 | 328 020 |
| LU1209226296 | OFI FDS RS EUROPEAN EQUITY POSITIVE ECONOMU | FRANCE | 503 428 | 93 513 | 409 915 | 409 915 |
| LU1274527842 | SSP M (LZA) EURO EQUITY CLASS O | LUXEMBOURG | 177 000 | 33 430 | 143 570 | 143 570 |
| | Sous-total OPCVM | | 9 001 441 | 326 538 | 8 674 903 | 8 706 015 |
| Certificat de dépôt - BMTN - Compte à terme | | | | | | |
| | CAT TRESO LIBRE LCL 09/12/18 - 09/01/19 reconvertible | FRANCE | 3 291 016 | | 3 291 016 | 3 291 326 |
| | CAT TRESO LIBRE LCL 11/12/18 - 11/01/19 reconvertible | FRANCE | 1 029 284 | | 1 029 284 | 1 029 373 |
| | CAT TRESO PLUS SG 16/12/18 - 16/01/19 reconvertible | FRANCE | 5 000 000 | | 5 000 000 | 5 000 877 |
| | CSL CE | FRANCE | 12 000 010 | | 12 000 010 | 12 007 365 |
| | CAT CE 60 mois 13/07/17 - 13/07/22 | FRANCE | 3 000 000 | | 3 000 000 | 3 035 310 |
| | CAT CE 60 mois 18/10/17 - 18/10/22 | FRANCE | 2 600 000 | | 2 600 000 | 2 619 746 |
| | CAT CE 60 mois 18/10/17 - 18/10/22 | FRANCE | 2 600 000 | | 2 600 000 | 2 619 746 |
| | CAT CE 48 mois 24/05/18 - 24/05/22 | FRANCE | 750 000 | | 750 000 | 753 376 |
| | CAT CE 48 mois 24/05/18 - 24/05/22 | FRANCE | 750 000 | | 750 000 | 753 376 |
| | CAT FIDELIS 3 ans BP 28/11/17 - 28/11/19 | FRANCE | 2 300 000 | | 2 300 000 | 2 301 602 |
| | Sous-total BMTN - CAT | | 33 320 310 | | 33 320 310 | 33 412 095 |

■ Placements (suite)

| Codes ISIN | Nombre et désignation des valeurs | Localisation | Valeur inscrite au bilan | | Valeur nette au bilan | Valeur de réalisation |
|---|---|--------------|--------------------------|-------------------|-----------------------|-----------------------|
| | | | Valeur brute | Correction valeur | | |
| Titres de participation en France | | | | | | |
| | 3000000 - IMA GIE - 84,57% du capital | FRANCE | 3 000 000 | | 3 000 000 | 3 285 609 |
| | 1045097 - IMA SERVICES | FRANCE | 6 547 354 | | 6 547 354 | 5 025 932 |
| | 20966 - IMA TECHNOLOGIES | FRANCE | 642 686 | | 642 686 | 5 675 197 |
| | 115313 - IMA PROTECT | FRANCE | 4 317 460 | | 4 317 460 | 14 109 396 |
| | 3280 - IMA VOYAGES | FRANCE | 95 793 | | 95 793 | 1 014 070 |
| | 699999 - IMA ASSURANCES | FRANCE | 6 999 990 | | 6 999 990 | 34 706 914 |
| | 619999 - ASSURIMA | FRANCE | 6 199 990 | | 6 199 990 | 14 259 419 |
| | 8000 - IMA HABITAT - 80% du capital | FRANCE | 80 000 | | 80 000 | 80 000 |
| | 1500 - DOMISSIMA | FRANCE | 25 000 | | 25 000 | 25 000 |
| | 8436256 - SERENA | FRANCE | 3 007 829 | 2 453 173 | 554 656 | 1 392 217 |
| | 1000000 - IMA INNOVATION | FRANCE | 10 000 000 | | 10 000 000 | 9 198 724 |
| | 600000 - IMA PARTICIPATIONS | FRANCE | 6 000 000 | | 6 000 000 | 5 840 048 |
| | 1 - TELEMEDICINE TECHNOLOGIES | FRANCE | 20 | | 20 | 20 |
| | | | | | | |
| | 10099 - SCI BELLUNE | FRANCE | 2 019 800 | | 2 019 800 | 8 589 494 |
| | | | | | | |
| Titres de participation à l'étranger | | | | | | |
| | 25000 - IMA BENELUX - 50% du capital | BELGIQUE | 250 000 | | 250 000 | 1 568 018 |
| | 38235 - IMA IBERICA SA | ESPAGNE | 4 201 843 | | 4 201 843 | 10 526 066 |
| | 21795 - IMA ITALIA SPA | ITALIE | 2 319 608 | | 2 319 608 | 13 102 159 |
| | 100000 - IMA PROTECT ITALIA | ITALIE | 100 000 | | 100 000 | 83 814 |
| | 81260 - IMA UK | ANGLETERRE | 2 022 059 | 1 419 609 | 602 450 | 602 450 |
| | 3600 - IMA DEUTSCHLAND GMBH | ALLEMAGNE | 650 660 | | 650 660 | 1 436 189 |
| | 4500 - IMA SERVIZI SPA - 4,5% du capital | ITALIE | 702 | | 702 | 74 535 |
| | 15049 - PRESTIMA | ESPAGNE | 4 001 256 | | 4 001 256 | 4 434 406 |
| | 174998 - Wafa IMA ASSISTANCE - 35% du capital | MAROC | 1 640 812 | | 1 640 812 | 602 450 |
| | 250 - TITRES HEALTHCASE LLC | US | 10 947 | | 10 947 | 10 947 |
| Sous-total Titres de participation | | | 64 133 810 | 3 872 782 | 60 261 028 | 139 245 762 |
| Autres titres immobilisés | | | | | | |
| | 80 - SCI IMIS | FRANCE | 121 959 | | 121 959 | 246 032 |
| | 2 - TITRES D'ARVA | FRANCE | 1 524 | | 1 524 | 1 566 |
| | 6040 - TITRES S.A.C.R.A | FRANCE | 92 079 | | 92 079 | 92 110 |
| | 800 - TITRES SEMTAN | FRANCE | 8 000 | | 8 000 | 8 000 |
| | 7500 - LIBERTY RIDER | FRANCE | 150 000 | | 150 000 | 150 000 |
| Sous-total autres titres | | | 373 563 | | 373 563 | 497 708 |
| PRET SCI BELLUNE | | | FRANCE | 8 534 000 | 8 534 000 | 8 534 000 |
| Ensemble des valeurs | | | 115 363 124 | 4 199 320 | 111 163 804 | 190 395 580 |

■ **Entreprises liées ou avec lesquelles il existe un lien de participation**

Les montants ci-après sont présentés en milliers d'euros.

Tableau des filiales et participations au 31 décembre 2018

Toutes les filiales clôturent leurs comptes au 31 décembre.

Les données d'IMA UK, WAFA IMA Assistance et Healthcase sont converties au taux de clôture.

| Sociétés | Capital | Autres capitaux propres | % du capital détenu | Valeur brute | Valeur nette | Prêts avances consentis par IMA SA | Cautions avals donnés par IMA SA | CA HT ou primes brutes acquises de l'exercice | Résultat net comptable de l'exercice | Dividendes encaissés par IMA SA en 2018 |
|------------------------------|---------|-------------------------|---------------------|--------------|--------------|------------------------------------|----------------------------------|---|--------------------------------------|---|
| Sociétés d'assurance | | | | | | | | | | |
| . IMA Assurances (SA) | 7 000 | 27 710 | 99,99 | 7 000 | 7 000 | - | - | 65 146 | 5 744 | 1 500 |
| . ASSURIMA (SA) | 6 200 | 8 061 | 99,99 | 6 200 | 6 200 | - | - | 16 954 | 2 291 | 500 |
| Filiales et participations | | | | | | | | | | |
| . IMA Italia (SPA) | 2 507 | 10 598 | 99,98 | 2 320 | 2 320 | - | - | 19 884* | -1 124* | |
| . IMA Iberica (SA) | 5 430 | 5 099 | 99,99 | 4 202 | 4 202 | - | - | 9 675 | 409 | |
| * Données non définitives | | | | | | | | | | |
| Sociétés d'assistance | | | | | | | | | | |
| . Prestima (SRL) | 2 623 | 1 813 | 99,99 | 4 001 | 4 001 | - | - | 12 699 | 339 | |
| . IMA Deutschland (GMBH) | 652 | 784 | 100,00 | 651 | 651 | 530 | - | 5 256 | -158 | |
| . IMA UK Assistance (Ltd) | 908 | -306 | 100,00 | 2 022 | 602 | 30 | - | 4 789 | -281 | |
| GIE | | | | | | | | | | |
| . IMA GIE | 3 547 | 338 | 84,57 | 3 000 | 3 000 | - | - | 521 846 | 0 | |
| . IMH GIE | 100 | 0 | 80,00 | 80 | 80 | - | - | 35 842 | 0 | |
| Sociétés de services | | | | | | | | | | |
| . IMA Voyages (SASU) | 50 | 964 | 100,00 | 96 | 96 | - | - | 1 017 | 243 | 200 |
| . IMA Technologies (SASU) | 500 | 5 175 | 100,00 | 643 | 643 | 2 336 | - | 22 780 | 1 035 | 100 |
| . IMA Protect (SASU) | 1 300 | 12 809 | 100,00 | 4 317 | 4 317 | - | - | 35 108 | 2 122 | 550 |
| . IMA Services (SASU) | 3 553 | 1 473 | 100,00 | 6 547 | 6 547 | - | - | 47 756 | 308 | |
| . Séréna (SA) | 2 008 | -615 | 100,00 | 3 008 | 555 | | | 5 056 | -362 | |
| . Domissima (SARL) | 25 | -9 | 100,00 | 25 | 25 | | | 0 | 0 | |
| . IMA Participations (SASU) | 6 000 | -160 | 100,00 | 6 000 | 6 000 | | | 0 | -160 | |
| . IMA Innovation (SASU) | 10 000 | -801 | 100,00 | 10 000 | 10 000 | | | 33 | -801 | |
| SCI | | | | | | | | | | |
| . SCI Bellune | 2 020 | 6 569 | 99,99 | 2 020 | 2 020 | 8 534 | - | 4 622 | 874 | |

■ Entreprises liées ou avec lesquelles il existe un lien de participation (suite)

| Sociétés | Capital | Autres capitaux propres | % du capital détenu | Valeur brute | Valeur nette | Prêts avances consentis par IMA SA | Cautions avals donnés par IMA SA | CA HT ou primes brutes acquises de l'exercice | Résultat net comptable de l'exercice | Dividendes encaissés par IMA SA en 2018 |
|--|---------|-------------------------|---------------------|--------------|--------------|------------------------------------|----------------------------------|---|--------------------------------------|---|
| Participations détenues entre 10 % et 50 % | | | | | | | | | | |
| Sociétés d'assurance | | | | | | | | | | |
| . WAFA IMA Assistance | 4 593 | 7 422 | 35,00 | 1 641 | 1 641 | 17 | - | 23 379 | 2 745 | 237 |
| Sociétés d'assistance | | | | | | | | | | |
| . IMA Benelux | 500 | 2 636 | 50,00 | 250 | 250 | - | - | 8 513 | 270 | |
| Autres | | | | | | | | | | |
| . Healthcase LLC | 44 | 1 | 25,00 | 11 | 11 | 251 | - | 554 | 1 | |
| . IMA Protect Italia** | 500 | -81 | 20,00 | 100 | 100 | - | - | - | -81 | |
| Autres participations | | | | | | | | | | |
| Participations françaises non comprises en A2 | | | | | | | | | | |
| . SCI IMIS | 700 | 384 | 14,29 | 122 | 122 | - | - | 123 | 44 | |
| Participations étrangères non comprises en A2 | | | | | | | | | | |
| . IMA Servizi (SPA) | 100 | 1 556 | 4,50 | 1 | 1 | - | - | 24 598* | 0 | |

*Données non définitives pour 2018

**Situation au 31/12/2018, premier exercice de 13 mois en 2019

Renseignements globaux sur toutes les filiales et participations

| | Filiales | | Participations | |
|--|------------|------------|----------------|------------|
| | Françaises | Etrangères | Françaises | Etrangères |
| Valeur comptable des titres détenus | | | | |
| Brute | 48 936 | 13 196 | 374 | 2 002 |
| Nette | 46 483 | 11 776 | 374 | 2 002 |
| Montant des prêts et avances accordés (valeurs brutes) | 10 870 | 560 | - | 268 |

■ **Placements et opérations se rapportant à des entreprises liées et à des entreprises avec lesquelles existe un lien de participation**

| Société | Montant brut des parts détenues | Montant brut des créances | Montant brut des dettes |
|--|---------------------------------|---------------------------|-------------------------|
| IMA Assurances | 7 000 | 271 (2) | 20 966 (4) |
| Assurima | 6 200 | 278 (2) | 10 094 (4) |
| IMA Benelux | 250 | | |
| IMA Deutschland (GMBH) | 651 | 530 (1) | |
| IMA GIE | 3 000 | 23 934 (4) | 2 913 (3) |
| IMA Iberica (SA) | 4 202 | | |
| IMA Italia (SPA) | 2 320 | | |
| IMA Services | 6 547 | 8 599 (4) | 74 (2) |
| IMA Servizi (SPA) | 1 | | |
| IMA Technologies | 643 | 10 (3) | 5 213 (4) |
| | | 2 336 (1) | 400 (2) |
| | | | 4 (3) |
| IMA UK Assistance (LTD) | 2 022 | 30 (1) | |
| IMA Voyages | 96 | 7 (2) | 12 (4) |
| IMIS | 122 | | |
| IMA Protect | 4 317 | | 6 079 (4) |
| | | | 292 (2) |
| | | | 2 508 (1) |
| Inter Mutuelles Habitat | 80 | 9 918 (4) | |
| IMA Participations | 6 000 | | 5 500 (4) |
| IMA Innovation | 10 000 | | 9 800 (4) |
| Prestima (SRL) | 4 001 | | |
| SCI Bellune | 2 020 | 8 534 (5) | |
| | | 4 554 (4) | |
| WAFI IMA Assistance | 1 641 | 17 (1) | |
| Domissima | 25 | | 14 (4) |
| Serena | 3 008 | | 193 (2) |
| | | | 140 (4) |
| IMA Protect Italia | 100 | | |
| Autre Titres (dont titres Healthcase) | 263 | 251 (1) | |
| Total | 64 507 | 59 269 | 64 202 |
| Dépréciations | -3 873 | 0 | 0 |
| Montants nets | 60 635 | 59 269 | 64 202 |
| Dont au titre d'opérations d'assurance | 21 363 | 566 | 31 060 |
| Dont au titre d'autres opérations | 39 272 | 58 703 | 33 142 |

| | | |
|--|--------|--------|
| (1) compte courant | 3 164 | 2 508 |
| (2) intégration fiscale | 556 | 959 |
| (3) créances clients / dettes fournisseurs | 10 | 2 917 |
| (4) centralisation trésorerie | 47 005 | 57 818 |
| (5) prêts / autres dettes | 8 534 | |

Informations complémentaires sur les autres postes du passif

Les montants ci-après sont présentés en milliers d'euros.

Composition de l'actionariat

Le capital social à la clôture de l'exercice est constitué de 2 278 140 actions simples d'une valeur nominale de 15,24 euros.

Chaque action confère un et un seul droit de vote à son détenteur.

Aucune obligation convertible n'a été émise par IMA SA.

Mouvements des fonds propres et réserves

| Nature | 31.12.17 | Affectation du résultat N-1 | Mouvements N résultat N | 31.12.18 |
|-------------------------|---------------|-----------------------------|-------------------------|----------------|
| Capital | 31 407 | | 3 312 | 34 719 |
| Primes liées au capital | 21 486 | | 16 723 | 38 209 |
| Réserve légale | 2 805 | 75 | | 2 880 |
| Réserve statutaire (1) | 10 | | | 10 |
| Autre réserve | 7 | | | 7 |
| Report à nouveau | 26 439 | 1 436 | | 27 875 |
| Résultat de l'exercice | 1 511 | -1 511 | 4 202 | 4 202 |
| Total | 83 665 | 0 | 24 237 | 107 902 |

(1) Réserve statutaire créée dans le cadre de statuts antérieurs

Réévaluation au cours de l'exercice

Aucun élément du bilan n'a fait l'objet d'une réévaluation au cours de l'exercice.

Provisions pour risques et charges

La société dispose de provisions pour pertes de change pour 329 € au 31 décembre 2018.

Autres informations sur les postes du bilan

Les montants ci-après sont présentés en milliers d'euros.

Détail des charges à payer

| Charges à payer | 31.12.18 | 31.12.17 |
|---------------------------------------|------------|-----------|
| Dettes fournisseurs comptes rattachés | | |
| Factures à recevoir | 230 | 90 |
| Total des charges à payer | 230 | 90 |

Détail des charges constatées d'avance

| Charges constatées d'avance | 31.12.18 | 31.12.17 |
|--|----------|----------|
| Charges d'exploitation | | |
| Charges constatées d'avance | 0 | 0 |
| Total des charges constatées d'avance | 0 | 0 |

Détail des produits à recevoir

| Produits à recevoir | 31.12.18 | 31.12.17 |
|--------------------------------------|-----------|-----------|
| Disponibilités | | |
| . 518700 Intérêts courus à recevoir | 92 | 38 |
| Total des produits à recevoir | 92 | 38 |

Engagements hors bilan

Les montants ci-après sont présentés en milliers d'euros.

| Libellé | Total 31/12/2018 | dont engagement à l'égard des | | | Total 31/12/2017 |
|---|---------------------|-------------------------------|-------------------|---------------|---------------------|
| | | Dirigeants | Entreprises liées | Participation | |
| Engagements reçus (1) | 4 205 | | 0 | 4 205 | 3 396 |
| Engagements donnés | 117 729 | | 117 729 | 0 | 111 614 |
| . Avals, cautions et garanties de crédit donnés (2) | 2 896 | | 2 896 | 0 | 4 937 |
| . Titres et actifs acquis avec engagement de revente | 0 | | 0 | 0 | 0 |
| . Autres engagements sur titres, actifs ou revenus (3) | 714 | | 714 | 0 | 714 |
| . Autres engagements donnés (4) | 114 120 | | 114 120 | 0 | 105 964 |
| (1) Engagements reçus | 4 205 | | 0 | 4 205 | 3 396 |
| . Garantie de ventes d'actions | 4 205 | | 0 | 4 205 | 3 396 |
| (2) Avals, cautions et garanties de crédit donnés | 2 896 | | 2 896 | | 4 937 |
| . caution solidaire d'IMA SA en faveur d'AMEX pour l'utilisation de la carte IMA Voyages | 50 | | 50 | | 50 |
| . caution d'IMA SA en faveur de la Société Générale pour l'utilisation de la carte bleue VISA IMA Voyages | 120 | | 120 | | 120 |
| . caution solidaire d'IMA SA à l'égard du bailleur SCI Marie Galante dont le siège social est situé 2 rue Fernand Pelloutier à Nantes (44300) avec la société Inter Mutuelles Téléassistance à l'exécution de l'ensemble des clauses du sous bail pour la location de bureaux sis 10 rue Henri à Nantes (début de location 01/05/2008) | 588 | | 588 | | 877 |
| . caution solidaire d'IMA SA à l'égard du bailleur SARL Bâti. France Finances dont le siège social est situé 60 rue Félix Thomas à Nantes (44000) avec la société Inter Mutuelles. Assistance Technologies à l'exécution de l'ensemble des clauses du bail pour la location de bureaux sis Zac Armor à Saint Herblain (début de location 1/01/2008) | 1 581 | | 1 581 | | 3 150 |
| . caution solidaire en faveur du prêteur avec la société SCI Bellune pour le remboursement d'un emprunt de 8 200 000 euros contracté en mars 2006 pour la construction d'un nouveau bâtiment au 30 rue de Bellune à Niort (79000) | 556 | | 556 | | 677 |
| . Fin de la caution solidaire en faveur du prêteur avec la société Inter Mutuelles Assistance Technologies pour le remboursement d'un emprunt de 2 500 000 € contracté le 18 octobre 2007 auprès de la Caisse d'Épargne pour une durée de 10 ans | 0 | | 0 | | 63 |
| (3) Autres engagements sur titres, actifs ou revenus | 714 | 0 | 714 | | 714 |
| . Garantie de rachats d'actions | 714 | | 714 | | 714 |
| (4) Autres engagements donnés | 114 120 | | 114 120 | | 105 964 |
| . Engagements liés à la responsabilité d'associés ou de membres de certaines entités | | | | | |
| . Passifs externes | 114 120 | | 114 120 | | 105 964 |
| - SCI Bellune : quote-part du passif externe de la filiale à la clôture de l'exercice | 17 513 | | 17 513 | | 20 680 |
| - IMA GIE : passif externe de la filiale à la clôture de l'exercice | 76 180 | | 76 180 | | 71 726 |
| - IMH GIE : passif externe de la filiale à la clôture de l'exercice | 20 427 | | 20 427 | | 13 559 |

A l'occasion de diverses opérations sur des participations stratégiques (IMA Benelux, WIA), IMA SA a été conduite à prendre et à recevoir des garanties de ventes ou de rachats sur titres à dire d'expert.

A l'occasion de deux contrats de prêt souscrits par la SCI Bellune auprès de la Société Générale pour la construction d'un nouveau bâtiment, IMA SA a pris l'engagement de conserver les parts qu'elle détient dans la SCI Bellune et dans IMA GIE jusqu'au remboursement complet des emprunts.

Informations sur le compte de résultat

Les montants ci-après sont présentés en milliers d'euros.

Commissions

La société n'a perçu aucune commission sur l'exercice 2018.

Ventilation du chiffre d'affaires

La société ayant uniquement une activité de gestion de participations et de trésorerie, elle n'a donc comptabilisé aucun chiffre d'affaires en 2018.

Entrées et sortie du portefeuille

Voir paragraphe précédent.

Production immobilisée

La société n'a réalisé aucune production immobilisée en 2018.

Ventilation des produits et des charges de placement

Ventilation des produits et des charges de placement de l'exercice

| Nature des revenus | Entreprises liées | Autres revenus | Total |
|---|-------------------|----------------|--------------|
| Revenus des participations | | | |
| dont dividendes reçus des filiales (IMA Assurances : 1 500 K€, IMA Protect : 550 K€, WAFAs : 237 K€, IMA Technologies : 100 K€, Assurima : 500 K€, IMA Voyages : 200 K€) | 3 087 | | 3 087 |
| dont autres revenus des titres de participations | | | |
| dont intérêts sur comptes courants des filiales | | | |
| dont intérêts cash pooling | | | |
| Revenus des placements immobiliers | | | |
| Revenus des autres placements | | 161 | 161 |
| Autres revenus financiers (commissions, honoraires,...) | | | |
| Reprise sur dépréciation des éléments financiers | 2 140 | 20 | 2 160 |
| Total | 5 227 | 181 | 5 408 |
| Frais financiers (commission, honoraires, intérêts et agios,...) | 11 | 4 | 15 |
| Dotation provision pour dépréciation de comptes courants | | 325 | 325 |
| Dotation provision pour dépréciation des titres de participation | 434 | | 434 |
| Pertes sur créances | | | |
| Total des autres charges de placements (moins values, dotations aux amortissements et provisions, charges internes,...) | | 71 | 71 |
| Total | 445 | 400 | 845 |

Ventilation des charges de personnel

IMA SA n'a aucun salarié depuis le transfert de l'ensemble de son personnel à IMA GIE au 1^{er} janvier 2001.

Proportion dans laquelle le résultat de l'exercice a été affecté par des dérogations aux principes généraux d'évaluation

Aucune dérogation aux principes généraux d'évaluation en application de la réglementation fiscale n'a été pratiquée au cours de l'exercice.

Impôt sur les sociétés

Ventilation de l'impôt sur les sociétés (montants en euros)

| | Résultat avant impôt | Impôt | Résultat après impôt |
|----------------------------|----------------------|-------------------|----------------------|
| Opérations ordinaires | 454 010 | - 3 747 680 | 4 201 690 |
| Opérations exceptionnelles | 0 | 0 | 0 |
| Total | 454 010 | -3 747 680 | 4 201 690 |

Situation fiscale différée ou latente (montants en milliers d'euros)

| | Déductions - réintégrations fiscales | | | Impôt |
|--|--------------------------------------|---------------|----------------|--------------|
| | Début d'exercice | Variation | Fin d'exercice | |
| 1. Décalage certains ou éventuels | | | | |
| Provisions pour dépréciations non déductibles temporairement | 5 601 | -1 401 | 4 200 | 1 400 |
| Charges non déductibles temporairement | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Plus-values latentes imposées | 144 | -114 | 30 | 10 |
| Moins-values latentes déduites | | | | |
| Ecart de conversion passif | | | | |
| Ecart de conversion actif | | | | |
| Plus values en instance d'imposition | | | | |
| Moins values en instance d'imposition | | | | |
| Total | 5 745 | -1 515 | 4 230 | 1 410 |
| 2. Eléments à imputer | | | | |
| Amortissements différés | | | | |
| Moins values à long terme | | | | |
| 3. Eléments de taxation éventuelle | | | | |

Intégration fiscale (montants en milliers d'euros)

L'application de la convention d'intégration fiscale emporte pour l'exercice 2018, les conséquences suivantes :

Le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), applicable à compter du 1^{er} janvier 2013, a permis une diminution globale de l'impôt du Groupe IMA de 2 319 K€ pour 2018.

| | Résultat avant IS et CICE | Impôt (-) ou subvention IS (+) | CICE | Résultat net |
|----------------------|---------------------------|--------------------------------|--------------|---------------|
| IMA SA * | 454 | 1 428 | 2 319 | 4 202 |
| IMA Technologies | 558 | -69 | 547 | 1 035 |
| IMA Voyages | 320 | -90 | 13 | 243 |
| IMA Protect | 2 287 | -484 | 319 | 2 122 |
| IMA Services | 466 | -158 | | 308 |
| Assurima | 3 343 | -1 052 | | 2 291 |
| IMA Assurances | 8 134 | -2 390 | | 5 744 |
| Domissima | -1 | 0 | | -1 |
| SERENA | -555 | 152 | 41 | -362 |
| Groupe fiscal | 15 005 | -2 662 | 3 239 | 15 582 |

* Dont 367 K€ de régularisation sur l'impôt 2017 comptabilisé en 2018 (crédit impôt recherche, crédit impôt apprentissage).

Le CICE est comptabilisé au crédit des comptes de charges de personnel pour les sociétés qui emploient des salariés (IMA Technologies, IMA Voyages, IMA Protect et Séréna).

Dans les comptes d'IMA SA, du fait de la transparence fiscale des GIE (IMA GIE et IMH GIE), cela se traduit, en 2018, par un produit d'impôt sur le trésor de 2 319 K€ qui vient diminuer l'impôt sur les sociétés versé.

Cette économie est utilisée par IMA SA dans l'intérêt du Groupe et cela se traduit, notamment, par des créations d'emplois, des investissements destinés à améliorer la compétitivité.

La répartition de l'impôt au sein du Groupe est la suivante :

- Chaque société filiale verse à IMA SA, la société mère, au titre de sa contribution au paiement de l'impôt sur les sociétés du Groupe, une somme égale à l'impôt qui aurait grevé son résultat ou sa plus-value à long terme de l'exercice si elle était imposable distinctement.
- En cas de déficit ou de moins-value nette à long terme, chaque société filiale recevra à titre définitif de la société mère, une subvention égale à l'économie d'impôt sur les sociétés procurée à cette dernière par la prise en compte de ce déficit ou de cette moins-value nette.

L'incidence de l'intégration fiscale pour IMA SA est la suivante :

Charge d'impôt 2018 : -3 489 K€
(sans intégration fiscale)

Impôt comptabilisé 2018 : -3 404 K€
(avec intégration fiscale)
(hors régularisations au titre des exercices antérieurs)

La différence provient des retraitements liés à l'intégration fiscale (quote-part de dividende déductible et supplément de contribution sociale sur l'impôt).

■ Ventilation des produits et charges exceptionnels

| Libellés | 31/12/2018 | 31/12/2017 |
|--|------------|------------|
| Profits sur exercices antérieurs | | |
| Produits cession immobilisations financières | 129 | 0 |
| Reprises sur dépréciations exceptionnelles | 0 | 0 |
| Total | 129 | 0 |

| Libellés | 31/12/2018 | 31/12/2017 |
|---|------------|------------|
| Valeurs nettes des immobilisations financières cédées | 30 | 0 |
| Dotations aux provisions exceptionnelles | 0 | 0 |
| Total | 30 | 0 |

■ Autres informations

■ Identité de la société consolidante

Les comptes du Groupe IMA sont consolidés par mise en équivalence dans les groupes :

- MACIF
- MAIF
- MATMUT

IMA SA et ses filiales forment un sous-groupe de consolidation qui comprend les sociétés suivantes :

- Inter Mutuelles Assistance SA
- IMA Assurances
- Assurima
- IMA GIE
- IMA Services
- IMA Voyages
- IMA Iberica
- IMA Italia
- IMA Deutschland
- IMA Servizi
- Prestima
- IMA Benelux
- IMA Technologies
- IMA Protect
- SCI Bellune
- IMA UK Assistance Limited
- Inter Mutuelles Habitat GIE
- WAFA IMA Assistance
- Séréna
- IMA Participations
- IMA Innovation
- IMA Protect Italia
- GIE La Chantrerie

IMA SA consolide :

- En intégration globale les filiales dans lesquelles elle détient une part majoritaire soit toutes sauf WAFA IMA Assistance et IMA Benelux.
- En intégration proportionnelle, les filiales dans lesquelles sa participation est égale à 50 %, seule IMA Benelux est concernée.
- En mise en équivalence, les filiales dans lesquelles sa participation est inférieure à 50 %, c'est le cas de WAFA IMA Assistance.
- En intégration globale, le GIE La Chantrerie, GIE sans capital, conformément à la convention de consolidation signée en 2018 avec IMA SA.

■ Personnel et dirigeants

Conformément à l'article 24-18 du décret du 29 novembre 1983, notre société ne fournit pas cette information car elle permet d'identifier la situation d'un membre déterminé des organes de direction.

■ Effectifs

IMA SA n'a aucun salarié depuis le transfert de l'ensemble de son personnel à IMA GIE au 1^{er} janvier 2001.

■ Informations diverses

| Dénomination sociale | Inter Mutuelles Assurances S. A. |
|----------------------|---|
| Forme | Société Anonyme à Directoire et conseil de surveillance |
| Siège social | 118 avenue de Paris – 79000 NIORT |
| Capital social | 34 718 854 euros |
| Identifiant | RCS NIORT N°320 281 025 |

3.4

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2018

A l'Assemblée Générale de la société Inter Mutuelles Assistance SA,

1 ► *Opinion*

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Inter Mutuelles Assistance SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2 ► *Fondement de l'opinion*

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

3 ► *Justification des appréciations*

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition et dépréciés sur la base de leur valeur d'utilité selon les modalités décrites dans la note de l'annexe « Immobilisations financières ».

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont notamment consisté à apprécier les données sur lesquelles se fondent ces valeurs d'utilité, notamment à revoir l'actualisation des perspectives de résultats des sociétés concernées et de réalisation des objectifs, et à contrôler la cohérence des hypothèses retenues avec les données prévisionnelles issues des business plans établis pour chacune des entités sous le contrôle de la Direction Générale.

Dans le cadre de nos appréciations, nous avons vérifié le caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4 ▸ Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du Code de commerce.

Rapport sur le Gouvernement d'Entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil de Surveillance sur le Gouvernement d'Entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

5 ▸ Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établisse-

ment de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire.

6 ▸ Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Niort et à Paris La Défense, le 20 mai 2019

Les Commissaires aux Comptes

GROUPE Y AUDIT



Christophe MALÉCOT

MAZARS



Pascal PARANT



Nicolas DUSSON

GROUPE Y AUDIT

Siège social : 53 rue des Marais - CS 18421 - 79 024 Niort Cedex
Tel : +33 (0) 5 49 32 49 01 - Fax : +33 (0) 5 49 32 49 17
Société par actions simplifiée d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes
Capital de 37 000 Euros - RCS Niort B 377 530 563

MAZARS

Siège social : 61 rue Henri Regnault - 92075 Paris La Défense Cedex
Tel : +33 (0) 1 49 97 60 00 - Fax : +33 (0) 1 49 97 60 01
Société Anonyme d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes à Directoire et Conseil de Surveillance
Capital de 8 320 000 Euros - RCS Nanterre B 784 824 153

Description détaillée des responsabilités des commissaires aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que des informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent des opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018

A l'Assemblée Générale de la société Inter Mutuelles Assistance SA,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-58 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attache à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-58 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'Assemblée Générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

► Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée et conclue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'Assemblée Générale en application des dispositions de l'article L. 225-86 du Code de commerce.

► Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention déjà approuvée par l'Assemblée Générale dont l'exécution se serait poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Fait à Niort et à Paris La Défense, le 20 mai 2019

Les Commissaires aux Comptes

GROUPE Y AUDIT



Christophe MALÉCOT

MAZARS



Pascal PARANT



Nicolas DUSSON

GROUPE Y AUDIT

Siège social : 53 rue des Marais - CS 18421 - 79 024 Niort Cedex
Tel : +33 (0) 5 49 32 49 01 - Fax : +33 (0) 5 49 32 49 17
Société par actions simplifiée d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes
Capital de 37 000 Euros - RCS Niort B 377 530 563

MAZARS

Siège social : 61 rue Henri Regnault - 92075 Paris La Défense Cedex
Tel : +33 (0) 1 49 97 60 00 - Fax : +33 (0) 1 49 97 60 01
Société Anonyme d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes à Directoire et Conseil de Surveillance
Capital de 8 320 000 Euros - RCS Nanterre B 784 824 153



04

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 20 JUIN 2019

4.1 Texte des projets de résolutions 98

4.1

Texte des projets de résolutions

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE D'IMA SA du 20 JUIN 2019

► PREMIERE RESOLUTION

(Approbation des comptes sociaux)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion, du rapport sur le gouvernement d'entreprise et du rapport des commissaires aux comptes sur l'exercice clos le 31 décembre 2018, approuve les rapports et les comptes annuels (à savoir le bilan, le compte de résultat et son annexe) tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations retracées dans ces comptes et rapports.

En conséquence, l'Assemblée Générale donne quitus de leur gestion, pour l'exercice écoulé, aux membres du Directoire et du Conseil de Surveillance.

► DEUXIEME RESOLUTION

(Approbation des comptes consolidés)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Groupe, du rapport sur le gouvernement d'entreprise et du rapport des commissaires aux comptes, approuve les comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2018 tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations retracées dans ces comptes et rapports.

En conséquence, l'Assemblée Générale donne quitus de leur gestion, pour l'exercice écoulé, aux membres du Directoire et du Conseil de Surveillance.

► TROISIEME RESOLUTION

(Affectation du résultat)

L'Assemblée Générale décide d'affecter le bénéfice net comptable s'élevant à 4 201 689,83 euros de la façon suivante :

| | |
|--------------------|-----------------------|
| Réserve légale : | 210 084,49 € |
| Report à nouveau : | <u>3 991 605,34 €</u> |
| | 4 201 689,83 € |

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, il est précisé qu'il n'a pas été distribué de dividendes au titre des trois précédents exercices.

► QUATRIEME RESOLUTION

(Conventions réglementées : absence de conventions réglementées)

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport spécial des commissaires aux comptes mentionnant l'absence de convention soumise aux dispositions de l'article L 225-86 du Code de commerce conclue au cours de l'exercice, en prend acte purement et simplement.

► CINQUIEME RESOLUTION

(Pouvoirs en vue des formalités)

L'Assemblée Générale délègue tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.



05

RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

| | | | | | |
|------------|--|------------|------------|--|------------|
| 5.1 | Information en matière de gouvernance | 102 | 5.3 | Tableau récapitulatif des délégations de compétence et de pouvoirs accordées par l'assemblée générale au directoire de la SA dans le domaine des augmentations de capital | 112 |
| | La gouvernance | 102 | | | |
| | Le Conseil de Surveillance | 103 | | | |
| | La Composition et le Rôle des Comités Spécialisés | 103 | | | |
| | Le Comité d'Audit et des Risques | 103 | | | |
| | Le Comité de Suivi du Plan Stratégique | 103 | | | |
| | Le Comité des Sélections et des Rémunérations | 103 | 5.4 | Observations du Conseil de Surveillance sur le rapport du Directoire et les comptes de l'exercice 2018 | 113 |
| 5.2 | Mandats et fonctions des mandataires sociaux | 104 | | | |
| | Liste des mandats et/ou fonction exercés par les Mandataires Sociaux d'Inter Mutuelles Assistance SA en 2018 | 104 | | | |
| | Autorisation du conseil de surveillance de caution, conventions, avals et autres garanties | 111 | | | |

Le Conseil de Surveillance de la Société IMA SA a établi le présent rapport sur le gouvernement d'entreprise de l'exercice écoulé, conformément aux dispositions de l'article L 225-68 du Code de Commerce.

5.1

Information en matière de gouvernance

La gouvernance

| IMA SA | |
|--------------------------------|--|
| <i>Conseil de Surveillance</i> | |
| Président | Daniel Havis |
| Vice-Présidents | Patrick Jacquot |
| | Dominique Mahé |
| | Alain Montarant |
| Membres d'honneur | Roger Belot |
| | Paul Marcus |
| | Jean Simonnet |
| | Jacques Vandier |
| Membres | MACIF - Représentée par Jean-Marc Raby |
| | MACIFILIA - Représentée par Philippe Perrault |
| | MAIF - Représentée par Jean-Philippe Mariette |
| | FILIA-MAIF - Représentée par Pascal Demurger |
| | MATMUT - Représentée par Nicolas Gomart |
| | MATMUT Protection Juridique - Représentée par François Farcy |
| | BPCE Assurances - Représentée par Nathalie Broutèle |
| | MAPA Mutuelle d'Assurance - Représentée par Vincent Loizeil |
| | AGPM Assurances - Représentée par Nathalie Barre-Tricoire |
| | MAE - Représentée par Philippe Benet |
| | P&V Assurances - Représentée par Hilde Vernailen |
| | Wafa Assurance - Représentée par Ramsès Arroub |
| | MATMUT - Représentée par Thierry Masson |
| | CARDIF IARD – Représentée par Eric Marchandise |
| Censeurs | AMF - Représentée par Jean-Luc Nodenot |
| | SMACL Assurances - Représentée par Frédéric Costard |
| <i>Directoire</i> | |
| Président | Claude Sarcia |
| Membres | Frédéric Chevalier |
| | Pierre Dufour |
| | Virginie Genieys |

| IMA GIE | |
|---|--------------------|
| Directeur Général | Claude Sarcia |
| Directeur Général Adjoint | David Pino |
| Membres de la Direction Générale | Frédéric Chevalier |
| | Pierre Dufour |
| | Virginie Genieys |

► Le Conseil de Surveillance

Des changements sont intervenus au sein du Conseil de Surveillance au cours de l'année 2018 :

- Ramsès ARROUB a remplacé Ali HARRAJ en tant que représentant de WAFA Assurance à compter du 10 mai 2018.
- CARDIF IARD est devenue membre du Conseil de Surveillance à compter du 26 juin 2018. Elle est représentée par Eric MARCHANDISE.
- Le non renouvellement du mandat d'UnipolSai Assicurazioni.
- Frédéric COSTARD, en qualité de censeur, a remplacé Christian OTTAVIOLI en tant que représentant de SMACL Assurances depuis le 1^{er} janvier 2018.

► La Composition et le Rôle des Comités Spécialisés

Les comités spécialisés du Conseil de Surveillance ont vocation à instruire et préparer les dossiers en amont des prises de décision.

Le Conseil de Surveillance a constitué les comités suivants :

- Le Comité d'Audit et de Risques,
- le Comité de Suivi du Plan Stratégique,
- le Comité des Sélections et des Rémunérations.

► Le Comité d'Audit et des Risques

Le Comité d'Audit et des Risques a pour objet de produire des avis ou recommandations au Conseil de Surveillance dans les domaines du contrôle des comptes (fiabilité des états financiers, efficacité des procédures internes d'établissement des comptes, sélection et fonctionnement du collège des commissaires aux comptes), de l'audit et du contrôle interne.

Le comité se compose de :

- Macif représentée par Jean-Marie GUILLEVIC, président,
- Matmut représentée par Philippe VORIN,
- Maif représentée par Jean-Philippe MARIETTE,
- WAFA Assurance représentée par Salma TAHRI représentant les actionnaires minoritaires détenant au moins 2 % du capital,
- AMF représentée par Jean-Luc NODENOT représentant les autres actionnaires minoritaires.

Ce comité s'est réuni à 4 reprises en 2018.

► Le Comité de Suivi du Plan Stratégique

Le Conseil de Surveillance du 30 novembre 2017 a décidé de remplacer le Comité Stratégique par un Comité de Suivi du Plan Stratégique. Ce comité aura pour mission d'assurer le suivi de l'exécution du plan stratégique et du plan de développement d'IMA, de vérifier la bonne atteinte des objectifs fixés par les actionnaires et de préparer les éléments d'information aux actionnaires et au Conseil de Surveillance.

Le Conseil de Surveillance du 17 avril 2018 a validé sa composition comme suit :

- La nomination des mutuelles :
 - MACIF représentée par Stéphane COSTE et Jean-Philippe DOGNETON,
 - MAIF représentée par Nicolas BOUDINET et Christine MATHE CATHALA,
 - MATMUT représentée par Thierry MASSON et François FARCY
- Désignation d'invités permanents :
 - Le Président du Directoire d'IMA SA, Claude SARCIA,
 - Frédéric CHEVALIER, membre du Directoire et de la Direction Générale,
 - David PINO, Directeur en charge du Pôle Stratégie, Innovation et Développement,
 - Nicolas BOUFFARD, Directeur en charge du Pôle Finance Groupe.

Ce comité s'est réuni trois fois au cours de l'année 2018.

► Le Comité des Sélections et des Rémunérations

Le Comité des Sélections et des Rémunérations a pour vocation d'assister le Conseil de Surveillance. Il peut proposer ou préconiser toute orientation dans la politique sociale et de rémunération des mandataires sociaux.

Il se compose de :

- Daniel HAVIS, Président du Conseil de Surveillance d'IMA SA (Matmut),
- Dominique MAHE (Maif),
- Alain MONTARANT (Macif),
- Hilde VERNAILLEN (P&V, représentant les actionnaires minoritaires détenant au moins 2 % du capital),
- Patrick JACQUOT (Assurance Mutuelle des Motards, représentant les autres actionnaires minoritaires).

Ce comité tient au moins une réunion par an sur convocation de son président. En 2018, il s'est réuni à 2 reprises.

5.2

Mandats et fonctions des mandataires sociaux

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-37-4 du code de commerce, nous vous communiquons ci-joint la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans d'autres sociétés par chacun des mandataires sociaux de la société.

► Liste des mandats et/ou fonctions exercés par les Mandataires Sociaux d'Inter Mutuelles Assistance SA en 2018.

| Prénom/ Nom | Société | Forme juridique | Mandats au 31 décembre 2018 |
|--------------------------|---|--|---|
| Ramsès ARROUB | Wafa Assurance | SA | Président Directeur Général |
| | LA COMPAGNIE NOUVELLE D'ASSURANCE (ATTIJARI ASS. TUNISIE) | | Représentant permanent Wafa Assurance en qualité d'Administrateur |
| | PANORAMA | SA | Président Directeur Général |
| | Wafa IMA Assistance | SA | Président du Conseil d'Administration |
| | Wafa Assurance Vie SENEGAL | SA | Administrateur intuitu personae et représentant permanent Wafa Assurance (Administrateur) |
| | Wafa Assurance Vie CAMEROUN | SA | Administrateur intuitu personae et représentant permanent Wafa Assurance (Administrateur) |
| | Wafa Assurance Vie Cote d'Ivoire | SA | Administrateur intuitu personae et représentant permanent Wafa Assurance (Administrateur) |
| | Wafa Assurance Cote d'Ivoire | SA | Administrateur intuitu personae et représentant permanent Wafa Assurance (Administrateur) |
| | A6 Immobilier | SA | Représentant permanent Wafa Assurance en qualité d'Administrateur |
| | ACAMSA | SA | Représentant permanent Wafa Assurance en qualité d'Administrateur |
| | Inter Mutuelles Assistance | SA | Représentant permanent Wafa Assurance au Conseil de Surveillance |
| | Atlas Hospitality Maroc | | Administrateur Intuitu personae |
| | SUTA | SA | Représentant permanent Wafa Assurance en qualité d'Administrateur |
| | SUCRUNION | SA | Représentant permanent Wafa Assurance en qualité d'Administrateur |
| | MOROCCAN INFRASTRUCTURE FUND (MIF) | SA | Représentant permanent Wafa Assurance en qualité d'Administrateur |
| | AKWA AFRICA | SA | Représentant permanent Wafa Assurance en qualité d'Administrateur |
| | COSUMAR | SA | Représentant permanent Wafa Assurance en qualité d'Administrateur |
| | LESIEUR | | Administrateur Intuitu personae |
| MARSA Maroc | | Représentant Wafa Assurance au Conseil de Surveillance | |

| Prénom/ Nom | Société | Forme juridique | Mandats au 31 décembre 2018 |
|---|---|-----------------------|---|
| Nathalie BARRE- TRICOIRE | Inter Mutuelles Assistance | SA | Représentant AGPM Assurances au Conseil de Surveillance |
| | AGPM Assurances | SAM | Directeur Général Délégué |
| | AGPM Services | Société coopérative | Directeur Général Délégué |
| | AGPM Vie | SAM | Directeur Général Délégué |
| | Epargne Crédit des Militaires | UES | Directeur Général |
| | AGPM Conseil | SARL | Gérant |
| | AGPM Groupe | SGAM | Directeur Général Délégué |
| | SCP AGPM | Société civile | Gérant |
| | Banque Populaire Méditerranée | SA | Censeur |
| Philippe BENET | Inter Mutuelles Assistance | SA à directoire et CS | Représentant MAE au Conseil de Surveillance |
| | MAE | SAM | Directeur Général Délégué |
| | Mutuelle MAE | SA | Président |
| | MAE VIE | SA | Président |
| | SGAM MAE | SGAM | Président |
| | GIE DES MAE | GIE | Président |
| | Fédération Nationale de la MAE Solidarité | | Président |
| | MAE de l'Aude | | Président |
| | Arts et Vie | | Administrateur |
| | Ofivalmo Partenaires | SA | Censeur |
| Nathalie BROUTELE | BPCE Assurances | SA | Directeur Général |
| | Inter Mutuelles Assistance | SA | Représentant BPCE Assurances au Conseil de Surveillance |
| | NATIXIS Assurances | SA | Directeur Général Délégué |
| | ADIR (Liban) | SA | Administrateur |
| | BPCE APS | | Présidente du Comité de Surveillance |
| | BPCE IARD | | Membre du Directoire |
| | Natixis Wealth Management | | Administrateur |
| Frédéric CHEVALIER | IMA Protect | SASU | Représentant IMA SA, Président |
| | Inter Mutuelles Habitat | GIE | Représentant IMA SA, Président |
| | IMA Benelux | SA | Administrateur, représentant IMA Assurances |
| | Assurima | SA | Membre du Conseil d'Administration |
| | Inter Mutuelles Assistance | SA | Membre du Directoire |
| | IMA Protect Italia | SRL | Président |
| Pascal DEMURGER | ALTIMA | SA | Président du CA |
| | Inter Mutuelles Assistance | SA | Représentant FILIA-MAIF au Conseil de Surveillance |
| | MAIF | SAM | Directeur Général |
| | PARNASSE MAIF | SA | Représentant permanent Filia-Maif au Conseil d'Administration |

| Prénom/ Nom | Société | Forme juridique | Mandats au 31 décembre 2018 |
|-----------------------------|-----------------------------|--|--|
| Pierre DUFOUR | Inter Mutuelles Assistance | SA | Membre du directoire |
| | IMA UK | SARL | Directeur |
| | IMA Assurances | SA | Directeur Général Délégué Dirigeant Effectif |
| | Assurima | SA | Directeur Général Délégué Dirigeant Effectif |
| François FARCY | Inter Mutuelles Assistance | SA | Représentant MATMUT PJ au Conseil de Surveillance Représentant MATMUT au Comité de Suivi du Plan Stratégique |
| | AFA | | Vice-Président de la commission IARD Membre du bureau et de la CADORA |
| | CADORA | | Vice-Président |
| | DARVA | SA | Administrateur Membre du Comité d'actionnaires Membre du Comité des rémunérations |
| | SFEREN Réparation | SAS | Membre du Comité de gestion |
| | MATMUT Mutualité | Mutuelle LIVRE II | Directeur Opérationnel |
| | BATIWEB Group | SAS | Censeur |
| | LIBERTY RIDER | SAS | Membre du Conseil d'Administration |
| Virginie GENIEYS | SCI Bellune | SCI | Gérante |
| | IMA Assurances | SA | Membre du Conseil d'Administration |
| | Inter Mutuelles Assistance | SA | Membre du Directoire |
| | IMA Italia | S.p.a. | Administrateur |
| | IMA Iberica | SA | Administrateur, représentant IMA Services |
| Nicolas GOMART | Inter Mutuelles Assistance | SA | Représentant permanent MATMUT au Conseil de Surveillance |
| | INFRAVIA Capital Partner | SAS | Membre du Collège de Surveillance |
| | Inter Mutuelles Entreprises | SA | Président du Conseil de Surveillance |
| | MATMUT Innovation | SAS | Président |
| | MATMUT | SAM | Directeur Général Administrateur et Vice-Président |
| | Groupe MATMUT | SGAM | Président Directeur Général |
| | MATMUT Mutualité | Mutuelle livre II | Administrateur / Président |
| | MATMUT Mutualité Livre III | Mutuelle livre II | Administrateur / Président |
| | OFI ASSET Management | SA | Vice-Président |
| | OFI Holding | SA | Président Directeur Général |
| | OFIVALMO Partenaires | SA | Représentant permanent MATMUT au Conseil d'Administration |
| | AG2R REUNICA Prévoyance | GPS | Directeur Général Délégué |
| | AG2R La Mondiale | SGAPS | Directeur Général Délégué |
| | ZENCAP ASSET Management | SAS | Président du Conseil de Surveillance |
| | AMF Assurances | SA | Vice-Président du Conseil d'Administration |
| CARDIF IARD | SA | Vice-Président du Conseil d'Administration | |

| Prénom/ Nom | Société | Forme juridique | Mandats au 31 décembre 2018 |
|----------------------------|---------------------------------|--------------------------|---|
| Nicolas GOMART | MATMUT Protection Juridique | SA | Président du Conseil d'Administration |
| | MATMUT VIE | SA | Président du Conseil d'Administration |
| | MUTEX | SA | Représentant permanent MM2 au Conseil d'Administration |
| | SOCRAM | SA | Censeur |
| | AG2R La Mondiale | SGAM | Directeur Général Délégué |
| | La Mondiale | SAM | Directeur Général Délégué |
| Daniel HAVIS | Inter Mutuelles Assistance | SA | Président du Conseil de Surveillance |
| | MATMUT | SAM | Président du Conseil d'Administration |
| | MATMUT Développement | SAS | Président |
| | Inter Mutuelles Entreprises | SA | Vice-Président du Conseil de Surveillance |
| | MATMUT Protection Juridique. | SA | Vice-Président du Conseil d'Administration |
| | MATMUT Vie | SA | Vice-Président du Conseil d'Administration |
| | OCIANE | Mutuelle Livre II | Vice-Président et Administrateur |
| | Groupe MATMUT | SGAM | Administrateur – 1 ^{er} Vice-Président |
| | VISAUDIO | SAS | Représentant permanent FNMF- Président du Conseil de Surveillance |
| | Harmonie Développement Services | SA | Représentant permanent Matmut Mutualité |
| | Phénix Aviation | SA | Président du Conseil d'Administration |
| | AMF Assurances | SA | Administrateur |
| | CARDIF IARD | SA | Administrateur |
| | GL EVENTS | SA | Administrateur |
| Patrick JACQUOT | Assurance Mutuelle Des Motards | SAM | Président Directeur Général |
| | EES France | SA | Administrateur |
| | Inter Mutuelles Assistance | SA | Vice-Président du Conseil de Surveillance |
| | MATMUT - Protection Juridique | SA | Membre du Conseil de Surveillance |
| | OFI HOLDING | SA | Administrateur |
| | OFIVALMO Partenaires | SA | Administrateur |
| | SOCRAM | SA | Administrateur |
| Vincent LOIZEIL | Inter Mutuelles Assistance | SA | Représentant Permanent MAPA - Membre du Conseil de Surveillance |
| | MAPA | Sté d'Assurance Mutuelle | Directeur Général |
| | MATMUT Protection Juridique | SA | Représentant Permanent MAPA - Administrateur |
| | MUTAVIE | SA | Représentant MAPA - Membre du Conseil de Surveillance |
| | OFIVALMO PARTENAIRES | SA | Représentant Permanent MAPA – Administrateur |
| | SOCRAM | SA | Représentant Permanent MAPA - Administrateur |
| | RCBF | Sté d'Assurance Mutuelle | Directeur Général |
| | MAPA-RCBF | SGAM | Directeur Général |

| Prénom/ Nom | Société | Forme juridique | Mandats au 31 décembre 2018 |
|--|-----------------------------|---------------------------|---|
| Dominique MAHE | FILIA MAIF | SA | Président du Conseil d'Administration |
| | Inter Mutuelles Assistance | SA | Vice-Président du Conseil de Surveillance |
| | MAIF | Sté Assurance Mutuelle | Président du Conseil d'Administration |
| | PARNASSE | SA | Président du Conseil d'Administration |
| | SOCRAM Banque | SA | Censeur |
| Jean- Philippe MARIETTE | Inter Mutuelles Assistance | SA | Représentant MAIF au Conseil de Surveillance |
| | FILIA-MAIF | SA | Administrateur |
| | MAIF | SAM | Administrateur |
| Eric MARCHANDISE | Inter Mutuelles Assistance | SA | Représentant CARDIF IARD au Conseil de Surveillance |
| | CARDIF IARD | SA | Directeur Général |
| | Natio Assurance | SA | Directeur Général |
| | CARGEAS | S.p.A. | Administrateur |
| Thierry MASSON | Inter Mutuelles Assistance | SA | Membre du Conseil de Surveillance |
| | Inter Mutuelles Entreprises | SA | Président du Directoire |
| | EQUASANTE | SAS | Administrateur |
| | MATMUT Mutualité | Mutuelle livre III | Administrateur |
| | Inter Mutuelles Solutions | SAS | Président du Comité Stratégique |
| | CARDIF IARD | SA | Administrateur, Membre du Comité d'Audit |
| | MATMUT Immobilier | SAS | Président |
| | MATMUT Location Véhicule | SAS | Président |
| | Palais du Congrès de Rouen | SCI | Gérant |
| | MATMUT SAM | SAM | Directeur Général Délégué (Dirigeant Effectif) |
| | Groupe MATMUT | SGAM | Directeur Général Adjoint (Dirigeant Effectif) |

| Prénom/ Nom | Société | Forme juridique | Mandats au 31 décembre 2018 |
|------------------------------|--------------------------------|--|---|
| Alain MONTARANT | Compagnie foncière de la MACIF | SAS | Membre du Conseil d'Administration |
| | Foncière De Lutèce | SA | Membre du Conseil d'Administration |
| | Inter Mutuelles Assistance | SA | Vice-président et Membre du Conseil de Surveillance |
| | MACIF | SAM | Membre et Président du Conseil d'Administration |
| | MACIFIMO | SAS | Membre du Conseil d'Orientation |
| | MACIF Participations | SAS | Membre du Conseil d'Administration |
| | MACIF SGAM | SGAM | Membre et Président du Conseil d'Administration |
| | MACIF-Mutualité | Mutuelle Code de la Mutualité | Membre du Conseil d'Administration |
| | MUTAVIE | SE | Membre du Conseil de Surveillance |
| | OFI ASSET Management | SA | Membre et Président du Conseil d'Administration |
| | OFI Holding | SA | Membre et Vice-président du Conseil d'Administration |
| | SIEM | SAS | Membre de droit du Comité de Direction |
| | SOCRAM Banque | SA | Membre du Conseil d'Administration |
| | SYNETERISTIKI (Grèce) | SA | Membre du Conseil d'Administration |
| UGM AESIO MACIF | UGM | Membre et Vice-président du Conseil d'Administration | |
| Philippe PERRAULT | MACIF | SAM | Membre et Vice-président du Conseil d'Administration |
| | MACIFILIA | SA | Membre et Président du Conseil d'Administration |
| | MACIF SGAM | SGAM | Membre et Vice-président du Conseil d'Administration |
| | FINORPA Financement | SAS | Représentant permanent MACIF Participations, Membre du Conseil d'Administration |
| | FINORPA SCR | SAS | Représentant permanent MACIF Participations, Membre du Conseil d'Administration |
| | Inter Mutuelles Entreprises | SA | Représentant permanent MACIF, Membre du Conseil de Surveillance |
| | Inter Mutuelles Assistance | SA | Représentant permanent MACIFILIA, Membre du Conseil de Surveillance |
| | MACIF Participations | SAS | Membre du Conseil d'Administration |
| | MACIF Innovation | SAS | Membre du Comité d'Investissement |
| | THEMIS | SA | Membre et Président du Conseil d'Administration |
| | MACIF Immobilier | GIE | Membre du Conseil de Surveillance |
| UGM AESIO MACIF | UGM | Membre du Conseil d'Administration | |

| Prénom/ Nom | Société | Forme juridique | Mandats au 31 décembre 2018 |
|----------------------------|--|-------------------|---|
| Jean-Marc RABY | Compagnie foncière de la MACIF | SAS | Membre du Conseil d'Administration |
| | Foncière De Lutèce | SA | Membre et Président du Conseil d'Administration |
| | Inter Mutuelles Assistance | SA | Membre du Conseil de Surveillance |
| | MACIF | SAM | Directeur Général |
| | MACIF Participations | SAS | Membre du Conseil d'Administration |
| | MACIF SGAM | SGAM | Directeur Général |
| | MACIFILIA | SA | Censeur |
| | MACIFIMO | SAS | Membre du Conseil d'orientation |
| | MUTAVIE | SE | Censeur |
| | OFI ASSET Management | SA | Membre du Conseil d'Administration |
| | OFI HOLDING | SA | Membre du Conseil d'Administration |
| | OFIVALMO Partenaires | SA | Censeur |
| | SIEM | SAS | Membre de droit du Comité de Direction |
| | SOCRAM Banque | SA | Censeur |
| | SCOR | SE | Membre du Conseil d'Administration |
| UNG MACIF Santé Prévoyance | UMG | Directeur Général | |
| Claude SARCIA | ASSURIMA | SA | Président Directeur Général |
| | IMA Assurances | SA | Président Directeur Général |
| | IMA Benelux | SA | Administrateur, représentant IMA SA Président du Conseil d'Administration |
| | IMA Italia | SA | Administrateur Délégué Président du Conseil d'Administration |
| | DOMISSIMA | SARL | Gérant |
| | Inter Mutuelles Assistance | SA | Président du Directoire |
| | WAFA IMA Assistance | SA | Représentant IMA SA au Conseil d'Administration Vice-Président du Conseil d'Administration |
| | Syndicat National des Sociétés d'Assistance | | Président |
| | IMA Participations | SASU | Représentant IMA SA, Président |
| | IMA Innovation | SASU | Représentant IMA SA, Président |

| Prénom/ Nom | Société | Forme juridique | Mandats au 31 décembre 2018 |
|----------------------------|------------------------------------|-----------------|---|
| Hilde VERNAILEN | CLU Invest | SA | Administrateur |
| | Financière Botanique | SA | Président |
| | Inter Mutuelles Assistance Benelux | SA | Vice-Président du Conseil d'administration Président du Comité d'audit |
| | Inter Mutuelles Assistance SA | SA | Membre du Conseil de Surveillance |
| | IU | SA | Président du Conseil d'administration |
| | MULTIPAR | SCRL | Président du Conseil d'administration |
| | Multipharma | SCRL | Président du Conseil d'administration |
| | Multipharma Group | SCRL | Président du Conseil d'administration |
| | P&V Assurances | SCRL | Administrateur Président du Comité de direction |
| | Partena Business Services | SCRL | Administrateur |
| | Partena Business Solutions | SA | Administrateur |
| | PSH | SCRL | Administrateur Président du Comité de direction |
| | PROCOOP | SCRL | Administrateur Délégué |

► Autorisation du conseil de surveillance de cautions, conventions, avals et autres garanties

Aucune convention n'est intervenue directement ou par personne interposée entre la société et les personnes visées à l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

IMA SA s'est portée caution de sa filiale, IMA Voyages, pour :

- l'utilisation de la carte bleue VISA servant au paiement de la mise en place de moyens logistiques à hauteur de 120 000 euros,
- l'utilisation de la carte bleue AMEX servant au paiement de la mise en place de moyens logistiques à hauteur de 50 000 euros.

5.3

Tableau récapitulatif des délégations de compétence et de pouvoirs accordées par l'assemblée générale au directoire de la SA dans le domaine des augmentations de capital

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 11 octobre 2018, après avoir entendu la lecture du rapport du Directoire et constatant que le capital social est intégralement libéré, délègue au Directoire sa compétence pour décider d'augmenter en 2019 et 2020 le capital social, dans la limite d'un montant nominal maximum de 4 millions d'euros, par l'émission d'actions nouvelles d'une valeur nominale de 15,24 euros chacune.

Les actions nouvelles seront émises au prix de 92,20 euros, soit avec une prime de 76,96 euros, à libérer en numéraire intégralement lors de la souscription.

Cette émission se traduira par le versement de 24 millions d'euros.

Les fonds provenant des versements seront déposés dans les huit jours de leur réception à la Société Générale.

Les actions nouvelles seront assimilées aux actions anciennes et jouiront des mêmes droits à compter de la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital.

Les actionnaires disposeront, outre leur droit préférentiel de souscription à titre irréductible, d'un droit de souscription à titre réductible, en vertu duquel les actions non souscrites à titre irréductible seront attribuées aux titulaires de droits de souscription qui auront souscrit un nombre d'actions supérieur à celui auquel ils pouvaient souscrire à titre irréductible, et ce, proportionnellement à leurs droits de souscription et dans la limite de leurs demandes.

Tout projet de cession de droits de souscription, à titre irréductible ou de renonciation à l'exercice de tels droits, au profit de personnes dénommées sera soumis à l'agrément de la société dans les conditions prévues à l'article 12.4 des statuts.

Tous pouvoirs sont délégués au Directoire et à son Président à l'effet de fixer la date d'ouverture et de clôture des souscriptions sur 2019 et généralement prendre toutes mesures permettant la réalisation définitive de cette augmentation de capital. Le Directoire est autorisé à modifier les statuts.

Si les souscriptions n'absorbent pas la totalité de l'émission prévue, le Directoire pourra répartir en totalité ou en partie les actions non souscrites, sans toutefois pouvoir les offrir au public. Il pourra limiter les augmentations de capital aux souscriptions recueillies à condition que celles-ci atteignent plus de 75 % de l'augmentation de capital.

Cette délégation est donnée pour une durée de 26 mois.

Le Directoire n'a pour l'instant pas utilisé la délégation de compétence lui permettant de décider d'augmenter en 2019 et 2020 le capital social.

5.4

Observations du Conseil de Surveillance sur le rapport du Directoire et les comptes de l'exercice 2018

Messieurs,

Nous vous rappelons qu'en application de l'article L. 225-68 du Code de commerce, le Conseil de Surveillance doit présenter à l'Assemblée Générale annuelle des actionnaires ses observations sur les comptes annuels arrêtés par le Directoire, ainsi que sur le rapport de gestion soumis à l'assemblée.

Nous vous précisons que les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2018 et le rapport de gestion ont été communiqués au Conseil de Surveillance dans les délais prévus par les dispositions légales et réglementaires.

Les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2018 font apparaître :

- Total du bilan : 175 424 892 euros
- Résultat : 4 201 690 euros

L'exercice 2018 a été marqué par :

- La constitution de 3 nouvelles filiales :
 - IMA Innovation : 10 M€ de capital (100 % IMA SA),
 - IMA Participations : 6 M€ de capital (100 % IMA SA),
 - IMA Protect Italia : 500 K€ de capital (20 % IMA SA/80 % IMA Protect France).
- Une prise de participation dans la société Healthcase à hauteur de 25 %
- Un encaissement de dividendes des filiales du Groupe pour 3 087 K€
 - 1 500 K€ d'IMA Assurances
 - 550 K€ d'IMA Protect
 - 500 K€ d'Assurima
 - 237 K€ de WAFA IMA Assistance
 - 200 K€ d'IMA Voyages
 - 100 K€ d'IMA Technologies.
- Un impact positif de crédits d'impôt pour 2 694 K€ sur le résultat d'IMA SA provenant de :
 - 2 320 K€ d'un crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) des filiales IMA GIE et IMH GIE,
 - 374 K€ d'un crédit d'impôt recherche, obtenu au titre de l'année 2017 par IMA GIE.
- Une reprise de provision pour dépréciation des titres d'IMA Services pour 2 140 K€ (devenue sans objet).
- La constitution d'une provision pour dépréciation des titres IMA UK pour 434 K€ (fermeture du site).
- La réalisation d'une plus-value de 99 K€ suite à la liquidation de la SCI GEMA.

IMA SA a procédé à :

- Deux augmentations de capital :
 - La première, en février 2018, de 3 878 K€ pour l'entrée de CARDIF IARD au capital, (641 K€ en capital, assortie d'une prime d'émission de 3 237 K€),
 - La seconde, en novembre 2018, de 16 M€ dans le cadre du Plan Stratégique 2018-2020, sur un total de 40 M€ à réaliser à l'horizon 2020, (2 671 K€ en capital, avec une prime d'émission de 13 487 K€).
- Des avances en compte courant :
 - 2 336 K€ pour IMA Technologies dans le cadre des travaux immobiliers en cours,
 - 530 K€ pour IMA Deutschland,
 - 30 K€ pour IMA UK,
 - 251 K€ pour la société Healthcase : soutien financier.

Par ailleurs, le Conseil de Surveillance reconnaît avoir eu connaissance des comptes consolidés.

Compte tenu de ce qui précède, le Conseil de Surveillance n'a aucune observation particulière à formuler, tant en ce qui concerne le rapport de gestion du Directoire que les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Le Conseil de Surveillance



Inter Mutuelles Assistance S.A.

118 avenue de Paris - CS 40 000

79 033 NIORT Cedex 9

Tél. : +33 (0)5 49 347 347

www.imagroupe.eu